

الجمهورية التونسية
République Tunisienne



القانون الأساسي للجامعة التونسية لكرة اليد



STATUTS
STATUTES

FEDERATION TUNISIENNE DE HANDBALL

الجلسة العامة الخارقة للعادة ليوم 13 افريل 2018

الجلسة العامة الخارقة للعادة ليوم 11 جويلية 2020

Assemblée Générale Extraordinaire du 13 avril 2018

Assemblée Générale Extraordinaire du 11 juillet 2020

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 :

Les présents statuts ont été institués et approuvés en application de la législation nationale régissant essentiellement les associations et les structures sportives dont notamment la loi organique n°95-11 en date du 06 février 1995 régissant l'organisation des structures sportives et ses textes juridiques et réglementaires subséquents ; Les présents statuts sont également établis et approuvés conformément à la législation sportive internationale et continentale, formée respectivement par les textes statutaires et juridiques de la Fédération Internationale de Handball (IHF) et de la Confédération Africaine de Handball (CAHB), en parfaite adéquation avec les règles et les principes de la Charte du Comité International Olympique.

Article 2 :

La Fédération Tunisienne de Handball (désignée dans les présents statuts : **FTHB**) est une association sportive, officiellement fondée le 9 décembre 1960. Elle est dûment affiliée respectivement, auprès de la Fédération Internationale de Handball (IHF) et de la Confédération Africaine de Handball (CAHB). Elle est également affiliée auprès du Comité National Olympique Tunisien (CNOT) et exerce ses activités, sous l'autorité et la tutelle du Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports en application des textes juridiques nationaux régissant les secteurs du sport et des structures sportives et plus particulièrement la loi organique n°95-11 du 06 février 1995 régissant les structures sportives et l'ensemble des textes juridiques et réglementaires subséquents dont notamment la loi organique n°49 en date du 24 juillet 2006.

La Fédération Tunisienne de Handball est soumise, dans le cadre de sa constitution, de l'exercice de ses activités et la poursuite de ses objectifs sportifs, à l'ensemble des textes suivants :

- La législation régissant les associations et le sport sur le territoire de la République Tunisienne
- Les statuts et les règlements édictés par la Fédération Internationale de Handball
- Les statuts et les règlements édictés par la Confédération Africaine de Handball
- Les statuts, les règlements généraux et les règlements intérieurs de la Fédération Tunisienne de Handball

Article 3 :

1 . La FTHB est la seule structure sportive, nantie à l'échelle nationale des pouvoirs les plus étendus, l'habilitant à gérer les affaires du handball sous toutes ses formes et spécialités. Elle dispose d'une compétence exclusive lui permettant de réguler et de développer le handball, en étant l'unique représentant de la spécialité à l'échelle nationale et dans ses rapports avec le Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, du Comité Olympique Tunisien et en général à l'égard de toutes les parties intervenantes ou impliquées dans la gestion et le développement de la spécialité.

2 . La FTHB est la seule structure sportive habilitée à représenter les intérêts et l'image du handball Tunisien auprès de la Fédération Internationale de Handball, de la Confédération Africaine de Handball, des confédérations, des fédérations étrangères, de l'Union Arabe de Handball, de la Confédération Méditerranéenne de Handball et plus généralement auprès de toute instance mondiale ou continentale ou régionale créée ou pouvant être créée dans le cadre de la gestion des affaires du handball

3 . La FTHB s'engage à respecter les valeurs véhiculées par la charte olympique et s'interdit même, de poursuivre toute activité politique ou de promouvoir des principes politiques ou idéologiques sous toutes ses formes. La FTHB exercera ses missions et ses activités, dans une logique d'autonomie, en dehors de toute forme d'ingérence politique ou gouvernementale et sera exclusivement soumise ses propres textes statutaires et sportifs.

4 . La FTHB veille à développer le handball et à le promouvoir, au niveau de son échelle d'intervention et ce, dans le strict respect des règles techniques et d'organisation édictées par la Fédération Internationale de Handball et la Confédération Africaine de Handball

5 . Le nom et le logo de la FTHB ainsi que les signes distinctifs s'y rapportant, sont la propriété exclusive de la Fédération. Cette dernière, dispose de toutes les prérogatives de fait et de droit l'habilitant à prendre les mesures qui pourraient garantir la protection de sa propriété intellectuelle. La FTHB diligentera toutes les mesures nécessaires pour l'enregistrement de ses droits en question auprès de l'INNORPI

Article 4 :

La FTHB est formée par les associations sportives de handball dûment affiliées auprès d'elle. Les associations sportives de handball œuvrent pour la formation, l'encadrement et l'amélioration des capacités physiques et techniques des jeunes sportifs dans le strict respect des valeurs d'éthique et du fair-play, qui sont prônés et véhiculés par la Fédération Internationale de Handball pour une pratique saine, juste et loyale du handball

Article 5 :

La FTHB est constituée pour une durée illimitée

Article 6 :

Le siège de la FTHB est domicilié au Gouvernorat de Tunis. Il peut être décidé, au moyen d'une décision prise dans le cadre d'une assemblée générale par au moins deux tiers (2/3) des associations membres, de délocaliser le siège et de le transférer hors des limites territoriales du gouvernorat de Tunis. Dans ce cas, la FTHB sera tenue de prendre toutes les mesures légales et administratives appropriées auprès du ministère de l'intérieur, du ministère chargé de la jeunesse et des sports et du nouveau gouvernorat appelé à abriter le nouveau siège de la Fédération

Article 7 :

La FTHB exerce ses activités et ses missions sportives au début du mois de juillet de chaque année civile pour prendre se terminer à la fin du mois de juin et ce, à l'expiration d'une période de douze (12) mois consécutifs

Article 8 :

La FTHB est tenue, dans le cadre de sa constitution, de la modification de ses statuts et des changements qui affectent la composition de sa direction, de respecter essentiellement les dispositions des statuts de la Fédération Internationale de Handball, la législation nationale régissant les associations ainsi que ses propres statuts fédéraux. La FTHB procédera d'une manière continue à la mise à jour et à l'adaptation des présents statuts et tous ses règlements sportifs et intérieurs avec les textes statutaires et juridiques de la Fédération Internationale de Handball. Elle devra aussi informer la Fédération Internationale de Handball et la Confédération Africaine de Handball de tout changement majeur pouvant affecter son fonctionnement en question.

Article 9 :

A titre non limitatif, la FTHB jouit des attributions suivantes et a pour objet :

- 1 . d'organiser, de développer et de promouvoir la pratique du handball sous toutes ses formes et spécialités ; de gérer et contrôler sa pratique sur le territoire national en application des dispositions réglementaires en vigueur
- 2 . de développer et affiner ses relations avec les instances internationales, continentales, régionales et nationales chargées de gérer le handball ainsi que les pouvoirs publics qui interviennent dans le domaine du sport

- 3 . de respecter les calendriers international et continental des manifestations et compétitions sportives qui sont préalablement fixés respectivement par la Fédération Internationale de Handball et la Confédération Africaine de Handball ; d'adapter le calendrier des compétitions nationale et locales avec les calendriers international et continental en question
- 4 . d'organiser les manifestations et les rencontres sportives à l'échelle régionale, nationale et internationale et de décerner les trophées et les prix aux parties et associations participantes ; la mise en place des cahiers de charge et des règlements sportifs propres aux compétitions qui relèvent de son champ d'intervention et d'encadrer et de faciliter le travail des organisateurs et des organes de presse à l'occasion des compétitions en question
- 5 . de soumettre les candidatures Tunisiennes auprès des instances sportives internationales, continentales et régionales et de soutenir leurs candidatures en collaboration avec le Comité National Olympique Tunisien et le Ministère chargé des Sports
- 6 . d'organiser les manifestations et les compétitions internationales, continentales et régionales en collaboration avec le comité national olympique Tunisien et le ministère chargé des sports
- 7 . de contrôler la mise en œuvre des lois et des règlements se rapportant au respect de la charte sportive et des règles de bonne conduite et de fair-play au sein des enceintes sportives
- 8 . d'œuvrer pour une meilleure commercialisation de tous les aspects sportifs liés aux compétitions qui relèvent de son champ d'organisation et de négocier la cession des droits économiques et sportifs liés à l'organisation des manifestations et rencontres sportives de ses sélections et de ses clubs membres et leur diffusion ou retransmission auprès des organes de presse et des entreprises spécialisées dans le marketing et la retransmission des rencontres sportives ...
- 9 . de lutter contre les différentes formes de violence et de dopage
- 10 . de fixer les conditions d'éligibilité et les critères de participation des associations sportives, des sportifs, des arbitres et des officiels dans les manifestations sportives internationales, continentales et régionales
- 11 . de veiller à la formation et au suivi des cadres techniques, des arbitres, des officiels et dirigeants dans le but d'améliorer leurs capacités et niveaux ; d'organiser des séminaires, des symposiums de formation et des cycles éducatifs portant sur des thèmes et des questions, liés au handball
12. de garantir le respect des décisions rendues par les instances juridictionnelles sportives nationales fédérales, continentales et internationales, compétentes à traiter et à statuer sur les litiges sportifs en application des dispositions statutaires, intérieures et réglementaires de la Fédération Tunisienne de Handball et des instances de la Fédération Internationale de Handball et de la Confédération Africaine de Handball. La notion de litige sportif est définie comme étant tout litige ou différend pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de toutes les règles contenues dans les présents statuts et les règlements généraux et intérieurs, les textes nationaux régissant le sport et les structures sportives, ainsi que les règlements de la Fédération Internationale de Handball et de la Confédération Africaine de Handball.

13 . de garantir la diffusion et le respect des règles et des prescriptions du Code d’Ethique de la Fédération Internationale de Handball (IHF) en application des dispositions de l’article 8 des statuts de la Fédération Internationale de Handball

TITRE 2 : ADHESION A LA FEDERATION

ARTICLE 10 :

Toute association sportive qui entend devenir membre en s’affiliant auprès de la FTHB, est tenue d’adhérer à un cahier des charges préétabli par le Bureau Fédéral. L’affiliation, lorsqu’elle est initiée ne revêtira le caractère d’une admission définitive qu’à partir de son approbation par l’assemblée générale qui suit la décision fédérale d’affiliation temporaire.

Le Bureau Fédéral peut consentir une affiliation temporaire à une association sportive. Cette affiliation ne deviendra définitive que si elle approuvée par l’assemblée générale qui suit la décision fédérale d’affiliation temporaire.

Article 11 :

Chaque association sportive membre au sein de la FTHB est tenue de :

- 1 . payer le montant de sa cotisation annuelle avant le démarrage de chaque saison sportive ; le montant de la cotisation exigible est arrêté au début de chaque saison sportive par le Bureau Fédéral
- 2 . Régulariser et payer les amendes, les dettes et les redevances financières auxquelles elle est soumise ou redevable envers la fédération ou ses affiliés.
3. Respecter et se conformer aux statuts et aux règlements intérieurs de la fédération, aux décisions émanant du Bureau Fédéral et des structures de la fédération et de ses commissions
4. Ne recourir, après épuisement des voies de recours auprès des instances juridictionnelles sportives internes de la FTHB en tenant compte du principe de double degré de juridiction, qu’auprès de la Commission D’arbitrage de la Confédération Africaine de Handball (CAHB), en application des dispositions du Code de l’Ordre Juridique de la CAHB, afin de résoudre tout litige à caractère sportif lié à l’interprétation ou à l’exécution des prescriptions statutaires ou réglementaires ou sportives de la FTHB et se conformer aux décisions de l’instance continentale saisie et les exécuter suivant les principes de bonne foi et du fair-play sportif requis.
5. De disposer d’une adresse mail électronique officielle et de la communiquer à la Fédération afin qu’elle puisse servir de support pour l’envoi et la réception des correspondances, de tout document de travail, des dossiers de pourvoi, des décisions, des notifications et plus généralement de tout acte

ou document régissant la relation sportive directe entre l'association en question d'une part et la fédération et ses différentes structures d'autre part

6 . Informer la FTHB de tout changement afférent à ses statuts, à son organisation et à la composition des membres de son bureau directeur ou à la liste de ses dirigeants et officiels ; informer la FTHB de la liste des membres habilités à agir en son nom et pour son propre compte

7 . Respecter les valeurs d'éthique, les règles de fair-play et de bonne conduite et lutter contre toutes les formes de violence, de discrimination et de dopage principalement à l'intérieur des enceintes sportives

Article 12 :

La qualité de membre peut être retirée ou suspendue, d'une manière définitive ou provisoire, suite à une procédure initiée par le Bureau Fédéral en cas de non-respect par une association sportive de l'une des dispositions de l'article 11 des présents statuts.

La même faculté peut être exercée par le Bureau Fédéral à l'encontre de ses affiliés ou de ses auxiliaires, en cas de manquement disciplinaire grave aux prescriptions statutaires et réglementaires. Dans ce cas, La Commission Centrale de Discipline de la FTHB se saisira du dossier, suite à une délégation ordonnée par le Bureau Fédéral, dans le strict respect du principe du contradictoire et du droit de la défense. Si une décision de retrait de l'admission est prise, elle devra être valablement motivée en application des textes en vigueur.

Article 13 :

Paragraphe 1 : La perte ou la suspension de l'admission est définitive ou temporaire et elle est décrétée à l'encontre de :

1. L'association qui ne règle pas le montant de sa cotisation annuelle en dépit d'une mise en demeure écrite qui lui est adressée, restée infructueuse
2. L'association qui ne se conforme pas aux décisions définitives rendues en dernier ressort à l'échelle nationale par les instances juridictionnelles de la FTHB ou encore par les instances juridictionnelles compétentes de la CAHB inhérentes à des litiges sportifs qui sont portés auprès d'elles suite aux éventuels recours intentés auprès de l'instance continentale en question
3. L'association qui manque de payer les frais et les amendes exigibles auprès de la FTHB ou des instances internationales, continentales ou régionales de handball lors de la participation à une compétition sportive des clubs organisée par l'une des instances en question ; De même, l'association qui manque de payer ou de régulariser des dettes ou des redevances de nature contractuelle lui incombant suite à une décision définitive rendue en application des règlements de la FTHB. Dans ce cas précis, la Fédération peut même prononcer la perte de qualité de membre par l'association

défaillante, après l'envoi à sa destination d'une mise en demeure qui reste infructueuse, durant deux mois faute d'une réparation de la défaillance présumée par l'association en question

4. L'association qui continue, irrégulièrement, à exercer ses activités en étant dirigée par un bureau directeur dont le mandat a expiré ou qui n'est plus valide. L'irrégularité doit être, dans ce cas, constatée ou déclarée par voie de décision judiciaire.

5 . L'association qui fait l'objet d'une décision irrévocable de suspension ou de gel d'activités, prononcée par les autorités disciplinaires de la FTHB, suite à une faute très grave commise par l'association en question. Dans ce cas, la décision devra être dûment motivée et ne sera prise qu'après audition préalable de l'association concernée sous réserve de respecter les droits de la défense et le principe du contradictoire. La décision de suspension ou de gel d'activités devra au final, être prise ou entérinée par le Bureau Fédéral en application des textes juridiques de la Fédération

Paragraphe 2 : Les membres du bureau directeur et les dirigeants de l'association sportive ayant perdu son admission conformément au paragraphe 1 du présent article, seront interdits d'intégrer une autre association sportive affiliée à la FTHB ou de constituer une nouvelle association sportive. De même, ils seront interdits de jouir de tous les droits et les libertés mentionnés dans les présents statuts tels que notamment le droit de vote ou le droit de se présenter à des élections et ce, durant une période d'une année commençant à courir à partir de la date de la perte par l'association de son admission en question.

Article 14 :

Paragraphe 1 : toute association membre jouit des droits suivants :

1 . La présence aux travaux des assemblées générales dans les délais, le droit de discuter et de débattre des questions inscrites à l'ordre du jour et l'exercice du droit de vote

2 . La présentation de motions liées aux questions pouvant être inscrites à l'ordre du jour des assemblées générales

3 . La réception d'une manière continue du bulletin officiel de la FTHB sur son adresse postale ou électronique,

4 . La participation aux compétitions et épreuves sportives organisées par la FTHB ou sous son égide

5 . L'exercice de toutes les attributions et tous les droits mentionnés dans les textes statutaires ou réglementaires de la FTHB

Paragraphe 2 : Les associations sportives affiliées lors de la dernière année sportive qui précède l'année de la tenue des élections du Bureau Fédéral, ne peuvent participer en leur qualité de membres actifs et ne peuvent exercer le droit de vote lors des élections des membres du Bureau Fédéral et des membres des bureaux des ligues nationales et régionales. Néanmoins, les associations sportives en question peuvent être autorisées à assister en leur qualité, de membres observateurs, aux travaux des assemblées générales électives précitées

TITRE 3 : LES STRUCTURES FEDERALES

Article 15 :

La Fédération Tunisienne de Handball est formée par les structures suivantes :

- L'assemblée générale
- Le Bureau Fédéral
- Le comité exécutif
- Le Conseil Fédéral
- Le Conseil Technique Consultatif
- Les Ligues
- Les Commissions Fédérales
- La Direction Nationale de l'Arbitrage
- La Direction Technique Nationale
- Le Secrétariat Général
- Les instances juridictionnelles de première instance de juridiction
- Le Haut Comité Electoral
- La Commission Nationale d'Appel

CHAPITRE 1 : L'assemblée Générale

SECTION 1 : Dispositions Générales

Article 16 :

1 . L'assemblée générale est l'autorité législative et de contrôle de la Fédération Tunisienne de Handball

2 . Les assemblées générales tenues par la Fédération se répartissent comme suit :

A – Des assemblées générales ordinaires évaluatives ou électives

B - Des assemblées générales extraordinaires

Article 17 :

Peut participer aux travaux et aux délibérations des assemblées générales, toute association dûment affiliée à la FTHB par le biais d'un seul représentant en application des prescriptions des statuts et du règlement intérieur de la Fédération

Peuvent également prendre part aux travaux des assemblées générales, en tant que membres observateurs, le secrétaire général de la fédération, le président de la direction nationale de l'arbitrage et le président de la commission nationale d'appel

Ne peut prendre part à une assemblée générale toute associative frappée d'une décision de gel d'activités ou ayant perdu son admission ou qui n'a pas terminé la saison sportive ou qui a fait l'objet d'une sanction définitive pour transgression de la charte sportive et des règles de bonne conduite et ce, lors de la dernière année qui précède la tenue de l'assemblée générale en question.

Toute association qui manque de participer à deux assemblées ordinaires successives au cours d'une période d'un même mandat fédéral, sera systématiquement privée du droit de participer et de voter lors de la prochaine assemblée générale électorale qui coïncidera avec la fin du mandat fédéral en question

Toute association dûment habilitée à prendre part aux travaux d'une assemblée générale, est représentée par un seul représentant parmi les personnes suivantes : le président de l'association, le premier vice-président, le secrétaire général ou le président de la section handball pour les clubs omnisports.

Si une des trois dernières personnes, participe au nom de l'association aux travaux de l'assemblée, elle devra être munie d'un pouvoir spécial et écrit, comprenant la signature du président et le cachet de l'association

Article 18 :

1 . L'assemblée générale statue sur les questions inscrites à son ordre du jour et approuve les motions et les projets de textes présentés suivant un quorum minimal représenté par la moitié (1/2) des membres dûment affiliés et présents à l'assemblée. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée sera ajournée d'une (1) heure, et se tiendra d'une manière valide quel que soit le nombre des clubs affiliés présents.

L'approbation ou la validation de la question ou de la motion soumise au vote, n'est valable que si elle recueille deux tiers (2/3) des voix des membres présents.

2 . Pour être recevable et apte à être inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée générale, toute motion ou proposition de texte émanant d'une association sportive, doit être envoyée par écrit au secrétariat de la FTHB au plus tard, deux (2) mois avant la date de la tenue de l'assemblée en question. A défaut de respect du délai précité, la motion ou la proposition en question ne peut être automatiquement inscrite à l'ordre du jour

3 . A titre exceptionnel et en dehors des questions ayant trait à la modification des statuts de la fédération, le Président de la FTHB peut, selon son propre pouvoir discrétionnaire adopter et retenir une motion ou une proposition émise par une association hors du délai statutaire. Cette faculté est tributaire d'une demande qui devrait émaner des deux tiers (2/3) des associations membres présentes à l'assemblée. Dans ce cas, la motion ou la proposition, dès qu'elle est retenue par le Président de la séance, sera inscrite à l'ordre du jour et sera soumise au vote après son examen.

4 . Le Président de la FTHB peut, de son propre chef et sans délai, déposer à l'assemblée toute motion ou proposition d'amendement statutaire ou réglementaire, jugée d'une importance majeure et l'inscrire pour discussion et vote.

5. Pour des raisons de commodité, l'assemblée générale peut mandater, par un mécanisme de délégation, le Bureau Fédéral ou le Conseil Fédéral afin de décider ou de trancher toute question nécessaire au bon fonctionnement des affaires sportives de la FTHB

Section 2 : L'assemblée générale ordinaire

Article 19 :

L'assemblée générale ordinaire tient ses assises, suite à une convocation émise par le Bureau Fédéral à destination des associations affiliées à la Fédération, au moins quinze (15) jours avant la date fixée pour son déroulement. La convocation est obligatoirement publiée sur les colonnes d'un journal national et doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée.

Article 20 :

L'assemblée générale définit la politique générale de la Fédération et ses directives. Elle approuve les projets des textes sportifs et réglementaires de la Fédération dont notamment les règlements généraux et les règlements intérieurs.

Sous-section 1 : L'assemblée générale évaluative

Article 21 :

1. L'assemblée générale évaluative tient ses assises une fois par an, sauf lors de l'année qui coïncide avec la tenue de l'assemblée générale électorale. Elle a pour objet d'examiner :

- Le rapport moral de la Fédération et son approbation
- Le rapport financier, sa discussion et son approbation après lecture du rapport du commissaire aux comptes

2. La Fédération peut également inscrire à l'ordre du jour les questions suivantes :

- Amendement des règlements intérieurs et des règlements intérieurs de la Fédération
- Approbation de toute nouvelle admission d'une association sportive conformément à l'article 10 des présents statuts
- Autorisation d'entreprendre des opérations financières ou immobilières qui pourraient avoir un impact conséquent sur le patrimoine de la Fédération
- Désignation du président du comité d'audit interne de la Fédération ou son remplacement

Article 22 :

Les travaux de l'assemblée générale évaluative ne sont considérés valides qu'en présence au moins de la moitié (1/2) des associations dûment affiliées et autorisées à prendre part à ses travaux. Si le quorum n'est pas atteint à l'heure du démarrage de l'assemblée, une deuxième assemblée se tiendra le même jour après écoulement d'un délai d'une (1) heure quel que soit le nombre des membres présents. Les travaux et les délibérations de l'assemblée sont considérés réguliers et ont une force probante à l'égard de la Fédération et à l'ensemble de ses membres

Sous-section 2 : L'assemblée générale élective

Article 23 :

Une assemblée générale élective pour l'élection des membres du Bureau Fédéral devra tenir ses assises, une fois tous les quatre ans. Elle est convoquée par le Bureau Fédéral dans le délai statutaire et ce, après information de la Confédération Africaine de Handball et le Ministère chargé des sports. Elle devra se tenir dans un délai ne dépassant pas trois (3) mois de la date du déroulement des jeux olympiques d'été qui coïncident avec la fin du mandat électoral du Bureau Fédéral sortant et au plus tard à la fin de l'année civile en question.

Le Bureau Fédéral peut à titre exceptionnel et pour des motifs purement sportifs, convoquer une assemblée générale élective anticipée avant même trois (3) mois de la date de déroulement des jeux olympiques d'été. Dans ce cas, la période d'exercice du Bureau Fédéral est considérée comme étant un mandat intégral même si la période du mandat initial de quatre (4) ans n'a pas été accomplie.

Article 24 :

Paragraphe 1 : L'assemblée générale élective tient ses assises sous l'autorité et la responsabilité directes d'un Haut Comité Electoral présidé par une personnalité élue, jouissant d'une neutralité reconnue et d'une expérience vérifiée dans le domaine juridique et en droit du sport.

Le Président du Haut Comité Electoral est élu, pour un mandat de quatre (4) ans lors de la dernière assemblée générale ordinaire précédant l'assemblée générale élective de l'instance exécutive. La composition du Haut Comité Electoral indépendant comprend également deux membres juristes Tunisiens jouissant d'une expérience certaine dans l'exercice d'une profession juridique. En vertu des présentes dispositions statutaires, l'assemblée générale des clubs mandate le Président du Haut Comité Electoral à sélectionner les deux membres en question en toute liberté et loin de toute influence ou ingérence externe, à la lumière des demandes d'adhésion à la commission moyennant la présentation de CV (Curriculum Vitae), qui seront tous soumis par les candidats en question au Secrétaire Général de la FTHB conformément à ce qui est de droit. Un des deux membres sélectionnés occupera le poste de premier vice-président. Un membre suppléant pourrait être sélectionné par le Président pour parer à tout cas de vacance de poste possible.

En cas d'une incapacité ou d'un cas d'extrême force majeure empêchant le Président d'accomplir sa mission, il sera remplacé par son premier vice-président

Le Haut Comité électoral sera assisté dans ses tâches par le Secrétaire Général de la FTHB.

L'élection du Président du Haut Comité Electoral doit intervenir lors de l'assemblée générale ordinaire précédant l'assemblée générale électorale du prochain bureau fédéral. Le Haut comité électoral est nanti de la mission principale de veiller au bon déroulement de toutes les phases de l'opération électorale en application des mécanismes et des procédures prévus dans les présents statuts et des règlements subséquents.

Paragraphe 2 : A titre principal, le comité électoral est compétent pour :

- Recevoir les dossiers de candidature par listes, de contrôler leurs contenus et de vérifier la conformité des dossiers par rapport aux conditions de dépôt
- Diligenter toutes les mesures d'investigation avec la possibilité de demander des éclaircissements auprès des présidents des listes candidates afin de vérifier le contenu de tout dossier de candidature déposé et ce, en prélude à toute décision l'amenant à déclarer recevable ou irrecevable une liste candidate
- Examiner les contestations écrites formulées par un président d'une liste candidate à l'encontre de toute autre liste concurrente et pouvant être entachée d'irrégularité(s). De même, elle est compétente pour examiner toute contestation formulée à propos de l'irrégularité de la participation ou de l'incapacité d'une association membre à prendre part au vote
- Déclarer la recevabilité ou l'irrecevabilité de toute liste candidate au moyen d'une décision qui devra être rendue en première instance
- Contrôler le bon déroulement de l'opération électorale et désigner ses représentants dans les bureaux de vote
- Consigner dans un procès-verbal toute éventuelle irrégularité ou tout dépassement pouvant entacher le bon déroulement des élections
- Annoncer les résultats du scrutin, déclarer la liste élue et procéder à la publicité des résultats sur les colonnes d'un quotidien national ou sur le site électronique de la Fédération

Article 25 :

Paragraphe 1 : Chaque président d'une liste candidate aux élections du Bureau Fédéral, est tenu de présenter par écrit, un dossier de candidature suivant les formes et les procédures mentionnées dans les articles 41 et suivants des présents statuts. Le dossier doit être déposé au complet auprès du Secrétaire Général de la FTHB avec une liste des pièces déposées contre décharge délivrée au déposant. La décharge écrite indiquera la date de dépôt du dossier et sa référence de dépôt. Le dépôt devra sous peine de rejet, être effectué au plus tard quinze (15) jours avant la tenue de l'assemblée générale électorale. Tout dossier déposé en méconnaissance du délai indiqué et des conditions légales requises, sera déclaré irrecevable.

Paragraphe 2 : Le Haut Comité Electoral rend ses décisions pour déclarer la recevabilité ou l'irrecevabilité d'une liste candidate. Les décisions sont rendues suivant une compétence de première instance. Les décisions feront l'objet d'une notification écrite sur les adresses postale et/ou électronique des listes candidates.

Les décisions en question peuvent faire l'objet d'un pourvoi par toute liste candidate ayant intérêt légitime à exercer ce droit, dans un délai maximal de trois (3) jours, auprès de la Commission Nationale d'Appel de la FTHB. Toutes les décisions rendues par la Commission Nationale d'Appel peuvent faire l'objet d'une contestation auprès de la Commission d'Arbitrage de la CAHB en application des dispositions du Code de l'Ordre Juridique continental

Dans le cadre de tout processus électif, les contestations formées auprès du Haut Comité Electoral et tous les pourvois intentés auprès de la Commission Nationale d'Appel sont exemptés du paiement de droits financiers ou de pourvoi quelconques

Paragraphe 3 : Le vote se fait à bulletin secret sous la responsabilité et supervision du comité électoral. Chaque liste candidate peut être représentée parmi ses membres candidats par deux personnes qui seront habilitées à observer le déroulement de l'opération électorale.

Tout membre disposant du droit de vote, ne peut que voter pour une seule liste sous peine de voir tout bulletin non conforme à cette obligation, purement annulé.

Après la fin de l'opération de recueil des votes, le comité électoral procède au dépouillement des bulletins et doit vérifier la régularité de chaque bulletin en prélude à l'annonce des résultats. Le comité électoral consigne ses travaux et les résultats des élections dans un procès-verbal qui sera transmis dans des exemplaires à la Fédération Internationale de Handball, à la Confédération Africaine de Handball, au Comité National Olympique Tunisien et au Ministère chargé des sports.

Paragraphe 4 : Toute liste candidate ayant un intérêt légitime à contester les résultats de l'opération électorale, peut former un recours en appel pour réclamer l'annulation des résultats dans un délai ne dépassant trois (3) jours à partir de leur publicité ou de leur notification. Le recours sera dès lors, du ressort de la Commission Nationale d'Appel de la FTHB. Les décisions rendues par la Commission Nationale d'Appel peuvent faire l'objet d'une contestation auprès de la Commission d'Arbitrage de la CAHB en application des dispositions du Code de l'Ordre Juridique continental

Article 26 :

L'assemblée générale électorale a pour objet de :

- 1 . Examiner le rapport moral qui lui est soumis par le Bureau Fédéral et le soumettre à approbation
- 2 . Examiner le rapport financier qui lui est soumis par le Bureau Fédéral et le rapport du commissaire aux comptes en vue de les soumettre à approbation
- 3 . Désigner un commissaire aux comptes pour le prochain mandat qui sera choisi parmi les commissaires inscrits auprès de l'ordre Tunisien des experts comptables conformément à la législation en vigueur

4 . Nommer le président de la commission d’audit interne

5 . Elire les membres du Bureau Fédéral pour le prochain mandat

Il peut être inscrit à l’ordre du jour, en cas d’urgence avérée, une question qui relève des attributions de l’assemblée générale.

Article 27 :

Les travaux de l’assemblée générale élective ne sont réputés réguliers qu’en présence au moins de la moitié (1/2) des associations affiliées et habilitées à y prendre part. La Fédération est tenue de déployer toute la diligence nécessaire et de prendre les mesures adéquates qui pourraient favoriser la présence des associations membres et le bon déroulement de l’assemblée générale.

Si le quorum n’est pas atteint à l’heure du démarrage de l’assemblée, une deuxième assemblée se tiendra le même jour après écoulement d’un délai d’une (1) heure quel que soit le nombre des membres présents. Les travaux et les délibérations de l’assemblée sont considérés réguliers et ont une force probante à l’égard de la Fédération et à l’ensemble de ses membres

Les membres du Bureau Fédéral sont élus par voie de scrutin de liste, au moyen d’un vote à bulletin secret conformément aux statuts et au règlement intérieur de la FTHB

Article 28 :

En cas de non réception d’une liste candidate ou en cas la non recevabilité de toutes les listes candidates de manière qui emporterait l’impossibilité de fait et de droit pour les élections du Bureau Fédéral de se dérouler, une convocation à une assemblée générale élective devra être ordonnée dans un délai au moins d’un (1) mois et au plus tard dans un délai de trois (3) mois.

Si pour une raison ou pour une autre, l’absence de candidature(s) persiste, la même procédure de convocation devra être appliquée. Le Bureau Fédéral sortant continuera, néanmoins, à gérer les affaires courantes de la Fédération jusqu’à l’intrônisation par voie élective d’un nouveau Bureau Fédéral

Article 29 : L’assemblée fédérale élective des bureaux des ligues nationales et régionales

Paragraphe 1 : Les élections des bureaux des ligues nationales et régionales de handball sont organisées dans le cadre d’une assemblée générale fédérale des clubs qui se tient dans un délai ne dépassant pas quarante (40) jours de la date de la tenue de l’assemblée générale élective des membres du Bureau Fédéral. La présentation des candidatures et le déroulement de l’opération élective sont soumis aux conditions et aux modalités prévus par le règlement intérieur de la FTHB.

Paragraphe 2 : Les candidatures à l’adhésion des bureaux des ligues sont individuelles et obéissent au mode de scrutin individuel dès la publicité ordonnant l’ouverture de l’envoi des candidatures, la détermination de la date et du lieu du déroulement de l’assemblée générale fédérale en question. Les candidatures individuelles sont envoyées par voie postale ou déposées directement contre décharge, auprès du Secrétaire Général de la FTHB. Aucun dossier n’est recevable s’il est présenté ou envoyé

après écoulement d'un délai de quinze (15) jours avant la date de l'assemblée générale fédérale élective des ligues.

Paragraphe 3 : Le Comité Electoral indépendant tel qu'in indiqué dans l'article 24 des présents statuts, est chargé de superviser et de veiller au bon déroulement des élections. Sa composition et ses prérogatives sont définies dans le règlement intérieur de la FTHB.

Paragraphe 4 : Le Comité électoral supervise et contrôle les opérations de dépouillements des voix et la proclamation des résultats, conformément aux prérogatives qui lui sont dévolues en application des dispositions du règlement intérieur de la FTHB.

Paragraphe 5 : Toute personne ayant présenté sa candidature au sein d'une liste pour les élections du Bureau Fédéral pour un mandat, ne peut présenter sa candidature pour disputer les élections des bureaux des ligues pour le même mandat.

Section 3 : L'assemblée Générale Extraordinaire

Article 30 :

Une assemblée générale extraordinaire peut se tenir à la demande du Bureau Fédéral ou sur une initiative écrite des deux tiers (2/3) des associations dûment affiliées à la FTHB, en vue de débattre sur les questions suivantes :

- 1 . L'amendement des statuts de la FTHB
- 2 . Retrait de la confiance au Bureau Fédéral et la convocation d'une assemblée générale élective anticipée
- 3 . La dissolution de la Fédération ou sa fusion avec une ou d'autres fédérations
- 4 . Le changement du siège de la Fédération et sa délocalisation hors des limites territoriales du gouvernorat de son lieu initial d'implantation
- 5 . Toutes les questions, d'une importance majeure, liées au bon fonctionnement des affaires et des activités du handball. Ces questions devront être adoptées et présentées par le Président de la séance au cours de l'assemblée générale extraordinaire, selon le pouvoir discrétionnaire qui lui est dévolu. Si une association est à l'origine d'une motion ou d'une proposition, elle devra être présentée par voie écrite selon une date définie, signée exclusivement par le président de l'association et contenant le cachet de l'association en question pour qu'elle puisse être recevable auprès du président de l'assemblée.

Lorsque l'assemblée générale extraordinaire est convoquée à l'initiative du Bureau Fédéral, une convocation doit être émise aux associations affiliées, quinze (15) jours au moins avant la date de sa tenue. La convocation est obligatoirement publiée sur les colonnes d'un journal national et doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée.

Article 31 :

Les travaux de l'assemblée générale extraordinaire ne sont réputés valides qu'en présence de la moitié (1/2) des associations affiliées et habilitées à y assister. Toute association devra être présentée par une des personnes suivantes : son président, son vice-président, son secrétaire général, le président de la section de handball de tout Club omnisports.

Section 4 : l'assemblée générale élective exceptionnelle

Article 32 :

1. L'assemblée générale élective exceptionnelle anticipée a lieu, à tout moment du mandat fédéral, dans les deux cas suivants :

- lors de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de retirer sa confiance au Bureau Fédéral en application de l'article 23 des présents statuts
- en cas de vacance touchant la composition du Bureau Fédéral dès qu'elle dépasse la moitié du nombre des membres

2. Dans l'un des deux cas, le restant des membres du Bureau Fédéral devra se contenter de gérer les affaires courantes de la Fédération et de convoquer une assemblée générale élective dans un délai ne dépassant pas deux (2) mois à partir de la survenance du cas de vacance.

Lors de cette assemblée convoquée, il sera procédé à l'approbation des rapports moral et financier relatifs à la période de gestion du Bureau Fédéral dissous. Le nouveau Bureau Fédéral, une fois élu, exercera sa mission jusqu'à la fin du mandat initial du Bureau Fédéral dissous et ne peut en cas dépasser le délai de trois (3) mois de la fin des jeux olympiques d'été qui coïncident avec la fin du mandat fédéral initial.

CHAPITRE 2 : LE BUREAU FEDERAL

Section 1 : Missions et Attributions

Article 33 :

Le Bureau Fédéral est l'organe exécutif de la Fédération Tunisienne de Handball. Il est investi de tous les pouvoirs et les attributions lui permettant de gérer et d'administrer les affaires du handball, d'œuvrer à sa promotion et sa diffusion essentiellement sur le territoire Tunisien

Ses attributions, sont à titre principal et non limitatif, les suivantes :

1 . La gestion de la Fédération et l'administration de ses affaires, l'exécution de ses programmes en sa qualité d'unique interlocuteur chargé de traiter avec les instances internationales, les confédérations, les instances régionales et les fédérations nationales étrangères

- 2 . Œuvrer au respect de la charte internationale olympique et des règlements statutaires et sportifs de la Fédération Internationale de Handball (IHF) et de la Confédération Africaine de Handball (CAHB)
- 3 . La lutte contre toutes les formes de violence, de discrimination, de fraude et l'éradication de toutes les formes de dopage et de consommation illicite des produits prohibés par les législations en vigueur
- 4 . L'élaboration des rapports financiers et comptables en prélude à l'assemblée générale pour approbation
- 5 . La mise en place de programmes destinés à accroître les ressources financières de la Fédération, l'exécution de ces programmes et leur bonne gestion
- 6 . La mise en place de projets et programmes sportifs destinés à former et à encadrer les jeunes sportifs, les dirigeants , les arbitres, les entraîneurs et les officiels dans une logique cherchant à assurer leur mise à niveau continue et à améliorer leurs capacités et niveaux techniques, administratifs et scientifiques.
- 7 . L'élaboration d'un calendrier général des manifestations et rencontres sportives
- 8 . La préparation des sélections nationales, la gestion de leurs activités en leur garantissant une assistance médicale optimale et de qualité dans les différentes catégories
- 9 . La désignation des sélectionneurs et des conseillers techniques nationaux et régionaux
- 10 . L'exercice d'un droit de regard et le contrôle des activités des Ligues sur les plans financier, administratif et technique
- 11 . La collaboration avec tous les organismes et les parties concernées en matière de lutte contre le dopage
12. Et plus généralement, le Bureau Fédéral est compétent pour traiter et statuer toutes les questions qui ne relèvent pas du champ d'intervention de l'assemblée générale. Il peut déléguer une partie de ses attributions à des Ligues Nationales ou régionales, à des commissions fédérales ou tout comité exécutif restreint, dont la création est jugée nécessaire pour la bonne administration des affaires de la Fédération

Article 34 :

Le Bureau Fédéral doit, au début de son mandat et dans un délai n'excédant pas trois (3) mois, établir des contrats programmes et des contrats d'objectifs et de performance, qui sont destinés à encadrer et à gérer les activités et les programmes de préparation des sélections nationales. Les mêmes programmes et contrats doivent œuvrer pour la promotion et le développement du handball et sont établis en étroite collaboration avec la Direction Technique Nationale (DNA). Ce programme est notifié pour information au Comité National Olympique Tunisien (CNOT) et devra être soumis, pour discussion et approbation, au Ministère chargé du Sport dans le but d'évaluer les données et les exigences humaines et financières sur lesquelles reposent ce programme et les moyens pouvant être retenus pour contribuer à son financement et à son exécution

Le Bureau Fédéral, est également alloué, en étroite collaboration avec la DTN, d'établir des contrats programmes avec des associations sportives ciblées. Les contrats doivent définir les programmes de travail et les objectifs poursuivis

Article 35 :

Les réunions du Bureau Fédéral sont tenues d'une manière périodique, à l'initiative d'une convocation émanant de son Président ou d'un collège des membres représentant au moins deux tiers (2/3) de la composition du Bureau. Le Règlement Intérieur fixe les formes et les procédures régissant la convocation en question.

Les travaux et les délibérations du Bureau Fédéral sont exécutoires et ses décisions revêtent un caractère officiel et valide dès lors qu'un quorum minimal de la moitié (1/2) de ses membres en exercice, est vérifié lors de toute réunion tenue par le Bureau en question. Pour des raisons de commodité ou dans des circonstances exceptionnelles liées à un cas de force majeure, tout membre élu résidant dans un rayon de périmètre dépassant soixante-dix kilomètres (70) Km du lieu du siège de la Fédération Tunisienne de Handball, est autorisé à participer aux travaux du Bureau Fédéral par Visioconférence. Sa participation est réputée valide et rentre dans le décompte des règles du quorum.

Pour des questions sportives d'une extrême urgence, le Bureau Fédéral est habilité à les traiter et à les trancher par voie de mail électronique.

Les activités des membres du Bureau Fédéral, des membres des Ligues, des Commissions Fédérales et du Comité Exécutif obéissent au principe du bénévolat. Toutefois, chaque membre parmi ces structures est en droit de réclamer le remboursement de frais imprévus qui pourraient être supportés lors de l'exercice de ses missions.

Article 36 :

Le Bureau Fédéral exerce ses attributions exécutives et réglementaires conformément aux prescriptions des présents statuts, des règlements généraux et des règlements intérieurs de la FTHB. Il détient une compétence de principe l'habilitant à traiter et trancher toutes les questions sportives non prévues par les différents textes en question et peut suivant même un mécanisme d'auto-saisine, statuer sur les cas en question suivant le pouvoir discrétionnaire qui lui est dévolu.

Le Bureau Fédéral est investi d'un pouvoir normatif réglementaire lui permettant de prendre des décisions ou des motions qui sont nécessaires pour la bonne gestion des compétitions sportives ou pour l'adaptation des règlements internes avec les règles et les décisions édictées par la Fédération Internationale de Handball et la Confédération Africaine de Handball

Le Bureau Fédéral, peut mettre en place tout modèle de gouvernance qui est de nature à favoriser le bon fonctionnement des institutions et des structures de la Fédération à condition que le modèle en question soit conforme aux présents statuts, aux lois et aux règlements en vigueur

Section 2 : Composition du Bureau Fédéral

Article 37 :

Le Bureau Fédéral est composé de seize (16) membres dont font partie obligatoirement, deux (2) femmes au moins.

Le Bureau Fédéral peut comprendre dans sa composition des membres observateurs qui ne disposent pas d'un pouvoir de vote et qui sont les suivants : le Président de la Direction Technique Nationale (DNA), le Président de la Commission Nationale d'Appel (CNA), les présidents des Ligues Nationales et Régionales, le Secrétaire Général de la FTHB, le Directeur Technique National (DTN) et le Directeur Exécutif de la FTHB.

Article 38 :

Les membres du Bureau Fédéral sont élus par voie de scrutin de liste pour un mandat fédéral d'une période de quatre (4) années civiles expirant durant l'année du déroulement des jeux olympiques d'été. Le vote se fait à bulletin secret sur la base des listes valablement déposées et déclarées recevables. Chaque liste comprend un Président, un Vice-Président et le restant des membres.

Si deux listes ou plus sont déclarées recevables pour disputer les élections, la liste gagnante est celle qui recueille au premier tour la majorité simple (50% + 1 des voix)

Si aucune liste n'arrive à obtenir une majorité simple des voix, les élections doivent se refaire en présence des deux listes qui ont recueilli un plus grand nombre de voix

En cas d'égalité au nombre de voix entre deux listes ou plus, les élections doivent se refaire entre les listes qui arrivent à la première place sans la participation d'aucune autre liste. Si l'égalité persiste, il sera procédé à une nouvelle opération électorale jusqu'à ce qu'il sera possible de départager les listes ex-aequo

Si une égalité survient en deuxième position entre deux listes ou plus, derrière une liste qui vient en première position sans pour autant avoir une majorité des voix, des élections doivent se refaire entre les listes qui sont venues en deuxième position afin de les départager pour la deuxième position à pourvoir

Article 39 :

Les fonctions sont réparties au sein du Bureau Fédéral comme suit :

- Le Président de la Fédération en sa qualité de président de la liste gagnante des élections
- Le Vice-Président

- Le trésorier
- Les membres

Les fonctions et les responsabilités sont réparties d'une manière consensuelle entre les membres du Bureau Fédéral. En cas de désaccord ou de mésentente, un vote interne sera opéré auquel participeront tous les membres du Bureau Fédéral. Le Président veillera au bon déroulement de l'opération de vote. En cas d'égalité des voix, la voix du Président départagera la situation en question

Article 40 :

Le statut de membre du Bureau Fédéral est incompatible avec toute responsabilité ou tout statut de membre au sein d'une autre structure sportive nationale.

Section 3 : Les conditions d'éligibilité

Article 41 :

Outre les conditions supplémentaires et spécifiques propres au poste de Président de la FTHB, tout candidat au poste de membre du Bureau Fédéral doit obéir aux conditions minimales suivantes :

- 1 . Etre de nationalité Tunisienne
- 2 . Avoir accompli 25 ans révolus à la date du dépôt de la candidature
- 3 . Etre titulaire au minimum d'un diplôme national d'Etudes « Baccalauréat » ou d'un diplôme étranger équivalent certifié et homologué par les instances administratives compétentes
- 4 . Avoir un casier judiciaire vierge et jouir de tous ses droits civiques
- 5 . Ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive supérieure ou égale à une (1) année de suspension d'activités sportives; de même ne pas faire l'objet d'une décision fédérale de déchéance ou d'exclusion d'une adhésion d'un Bureau Fédéral ou d'un Bureau d'une Ligue ou d'une association sportive et plus généralement ne pas être sous le coup d'un motif disciplinaire qui le rend inéligible en application des présents statuts. Il est entendu que le candidat en question reprend tous ses droits et redevient éligible lors du prochain scrutin qui suit celui au cours duquel il est privé d'y participer
- 6 . Ne pas avoir au moment du dépôt de sa candidature, un ascendant, un descendant ou un conjoint qui exerce une activité officielle notamment en tant que joueur d'élite ou arbitre ou délégué d'élite
- 7 . Disposer d'une expérience de dirigeant ou d'administrateur sportif au sens de l'article 42 des présents statuts

Article 42 :

- 1 . Tout candidat au poste de membre du Bureau Fédéral doit pouvoir se justifier d'une expérience en sa qualité de dirigeant ou d'administrateur conformément à l'un des cas de figure suivants :

- Avoir été membre élu du Bureau Fédéral de la FTHB durant une période minimale de 04 années intégrales et successives ou avoir été membre d'un comité directeur d'une association dûment et encore affiliée à la FTHB durant une période minimale de 04 années intégrales

OU

- Avoir été membre nommé ou élu de bureau d'une Ligue Nationale ou Régionale durant une période minimale de 06 années intégrales

OU

- Avoir été membre d'une commission centrale de la FTHB durant une période minimale de 06 années intégrales

OU

- Avoir détenu une licence fédérale d'accompagnateur (licence dirigeant – licence médicale) et durant une période minimale de 06 années intégrales et successives

OU

- Avoir été président d'une section handball au sein d'une association omnisports durant une période minimale de 06 années intégrales

2 . Aucun candidat ne peut invoquer un cumul de deux fonctions ou plus parmi les fonctions citées en paragraphe 1er ni même prétendre à un cumul de plusieurs périodes ou fonctions différentes pour justifier l'ancienneté exigée.

Article 43 :

1 . Pour les personnes physiques membres ou ayant été membres, affiliés de la Fédération ou de ses structures, la condition d'expérience et d'ancienneté ne peut être justifié que par une attestation signée et remise par le Secrétaire Général de la FTHB. Pour les membres des bureaux directeurs des associations sportives, les accompagnateurs licenciés, et les présidents de section, une attestation d'expérience leur seront remises sur la base d'une vérification préalable qui sera faite par le Secrétaire Général de la FTHB conformément à un registre spécial tenu au secrétariat de la Fédération. Le registre contiendra toutes les données et les fiches qui se rapportent à la composition des comités directeurs des clubs et la liste de leurs dirigeants licenciés ou non auprès de la Fédération. Aucune attestation ne sera admise, si elle est fournie par le candidat sans l'approbation de la véracité de ses données et prescriptions par le Secrétaire Général de la FTHB.

2 . Il est créé auprès du Secrétariat Général de la FTHB, un registre spécial destiné à consigner toutes les données anciennes et actuelles et tous les changements se rapportant à la composition des différents comités directeurs des associations sportives membres de la FTHB. Les données du registre

seront tenues et mises à jour sous la responsabilité du Secrétaire Général de la Fédération qui procédera aux vérifications d'usage et certifiera l'authenticité des données qui lui sont communiquées par les associations en question

La mise à jour des données du registre se fera au début de chaque année sportive lors des trois (3) premiers mois par le Secrétaire Général de la Fédération qui sera la seule autorité investie d'un droit de suivi et de contrôle sur la base de données relative à ce registre

Article 44 :

Les joueurs et joueuses, les arbitres, les entraîneurs et les représentants Tunisiens auprès des instances sportives Internationales, continentales et régionales, qui sont non détenteurs d'un diplôme national d'Etudes « Baccalauréat » ou d'un diplôme étranger équivalent, disposent d'un privilège d'éligibilité au poste de simple membre au sein du bureau fédéral et sont particulièrement et exclusivement dispensés de la condition n°3 (le niveau d'études minimal requis) telle que mentionnée dans l'article 41 des présents statuts, et ce lors du dépôt de leurs candidatures pour un poste de membre au sein du Bureau Fédéral sans que ce privilège ne puisse leur conférer le droit de briguer le poste de Président de la FTHB. Ainsi, peut jouir de l'exonération de la condition n°3 en question :

1 . Pour les joueurs (ou les joueuses) : Le joueur ayant disputé vingt (20) rencontres internationales officielles avec la sélection nationale Hommes ou vingt (20) rencontres internationales officielles avec la sélection nationale Dames ou le joueur (joueuse) qui a disputé une (1) édition des jeux olympiques d'été avec la sélection nationale Tunisienne ou le joueur (joueuse) qui a disputé cinq (5) saisons sportives au moins dans une catégorie Sénior avec un club affilié sous l'égide de la FTHB.

2 . Pour les arbitres et les délégués : le candidat arbitre doit être un ancien arbitre ayant à son actif au moins une (1) participation à un championnat du monde Sénior organisé par la Fédération Internationale de Handball

Le candidat délégué doit être un ancien sportif ou un ancien arbitre dûment agréé auprès de la Fédération Internationale de Handball ou de la Confédération Africaine de Handball

3 . Pour les entraîneurs : le candidat doit avoir entraîné ou dirigé l'équipe nationale Tunisienne Hommes ou Dames durant au moins deux (2) années successives ou non successives

Il est interdit de cumuler la responsabilité de membre du Bureau Fédéral avec la fonction d'entraîneur. Le candidat entraîneur dès qu'il est élu devra s'interdire d'exercer la fonction d'entraîneur et sera durant la période du mandat, interdit d'exercer la fonction en question. Si cette obligation n'est pas respectée par le candidat entraîneur élu au cours du mandat fédéral, il sera systématiquement déchu de son statut de membre élu

4 . Pour les représentants Tunisiens auprès des instances sportives internationales, continentales et régionales :

Le candidat doit :

- être ou avoir été membre durant au moins une (1) année intégrale auprès d'un conseil exécutif de la Fédération Internationale de Handball ou de la Confédération Africaine de Handball ou du Comité International Olympique ou du Comité National Olympique Tunisien ou de la Confédération Méditerranéenne de Handball ou de l'Union Arabe de Handball ;

OU

- doit être membre ou avoir été membre durant une (1) année dans un organe ou une commission appartenant aux mêmes instances en question

Le candidat, qui fait partie de l'une de ces instances suivant l'ancienneté requise, est dispensé de la condition du diplôme d'études « Baccalauréat »

5 . Tout président ou ayant été président d'une association sportive affiliée à la Fédération Tunisienne de Handball, disposant d'une ancienneté minimale de six (6) années de responsabilité à ce poste. Toute liste candidate aux élections du Bureau Fédéral ne peut contenir qu'un seul président ne disposant pas d'un Baccalauréat conformément à cette condition

6 . Tout président de section ou ayant été président de section d'une association sportive omnisports affiliée à la Fédération Tunisienne de Handball, disposant d'une ancienneté minimale de six (6) années de responsabilité à ce poste. Toute liste candidate aux élections du Bureau Fédéral ne peut contenir qu'un seul président de section d'une association omnisports ne disposant pas d'un Baccalauréat conformément à cette condition

Article 45 :

Outre les conditions générales minimales d'éligibilité requises, en application des dispositions des articles 41 et 42 des présents statuts et qui sont applicables à l'éligibilité de tous les seize (16) membres fédéraux, le candidat au poste de Président de la Fédération Tunisienne de Handball devra obligatoirement obéir à certaines conditions supplémentaires qui sont les suivantes :

- Etre âgé au moins de trente (30) ans lors du dépôt de sa candidature en sa qualité de tête de liste
- Disposer d'une ancienneté et d'une expérience en tant que membre élu au sein du Bureau Fédéral ou membre nommé ou élu au sein d'une Ligue Nationale ou Régionale durant une période de (6) années au moins ou avoir été nommé au sein d'une commission fédérale durant une période de huit (8) années ou avoir été un membre élu au sein d'un comité directeur d'une association sportive affiliée à la FTHB et ce, durant au moins six (6) années intégrales
- Observer les dispositions et les conditions d'exercice prévues par la loi n°2018-46 du 1^{er} août 2018, portant déclaration des biens et des intérêts, de la lutte contre l'enrichissement illicite et le conflit d'intérêt dans le secteur public

- Ne pas cumuler la fonction de Président de la Fédération avec toute autre fonction au sein de tout ministère ou organisme auprès duquel la Fédération est soumise à un contrôle financier ou administratif et/ou ne pas exercer toute autre mission militaire, diplomatique ou gouvernementale
- Ne pas exercer une activité professionnelle ou commerciale à titre individuel ou à travers une société, de nature à créer ou pouvant susciter de créer un conflit d'intérêts avec le statut de Président de la Fédération. Est considérée notamment en situation de conflit d'intérêts, toute personne gérant ou détenant d'une manière directe ou indirecte des actions ou percevant des avantages pour son propre compte personnel ou au sein de toute entreprise individuelle ou collective, exerçant des activités commerciales ou économiques liées au monde du sport.
- Etre résident d'une manière permanente sur le territoire Tunisien et être constamment disponible afin de mener sa mission de Président d'une manière effective et régulière conformément aux lois et règlements

Section 4 : Conditions de dépôt des dossiers de candidature

Article 46 :

Chaque liste candidate aux élections, doit être composée de seize (16) membres dont font partie obligatoirement, deux (2) femmes au moins. La liste doit clairement indiquer le Président et le Vice-Président retenus.

Chaque liste est libellée au nom de son Président. Aucun candidat ne peut déposer une autre candidature dans une deuxième liste.

Article 47 :

Chaque liste choisira une adresse postale qui sera l'adresse officielle pour l'élection de son domicile lors du dépôt de l'ensemble des dossiers de candidature de tous ses membres. La liste devra aussi indiquer son adresse électronique officielle choisie

Chaque dossier individuel se rapportant à chaque membre candidat, doit contenir les pièces suivantes :

- 1 . une demande écrite de candidature, signée par le candidat et adressée au Président du comité électoral
- 2 . Une copie de la carte d'identité nationale
- 3 La copie authentique ou une copie certifiée conforme à l'original de l'attestation justifiant la condition d'expérience sportive requise
- 4 Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme d'Etudes « Baccalauréat » requis ou de l'attestation d'équivalence du diplôme homologué par les instances administratives nationales compétentes

5 . Bulletin n°3 attestant le casier judiciaire vierge du candidat

6 Pour les joueurs, les entraîneurs, les arbitres et les représentants Tunisiens dans les instances sportives internationales, continentales et régionales : fournir une attestation justifiant l'application du privilège d'exonération de la condition du diplôme du Baccalauréat conformément à l'article 44 des présents statuts

La liste candidate comprenant les dossiers individuels des candidats, doit être déposée au secrétariat du comité électoral à partir de la date et des horaires mentionnés dans le texte de l'ouverture des candidatures à paraître aux journaux nationaux. Le dépôt de la liste se fera contre une décharge qui sera remise au déposant avec un exemplaire des dossiers déposés qui seront visés par le Secrétaire Général de la FTHB. La décharge devra contenir la référence et la date de la consignation du dossier. Tout candidat est habilité à annexer à tout moment, avant la clôture de réception des dossiers, tout document qu'il jugera utile à la bonne constitution de son dossier. Chaque ajout se fera au moyen d'une contre décharge remise au déposant.

Article 48 :

La clôture de l'opération de dépôt des dossiers aura lieu au plus tard quinze (15) jours avant la date de la tenue de l'assemblée générale électorale. L'annonce de la tenue de l'assemblée générale, insérée par voie de presse nationale, devra obligatoirement indiquer la date de clôture des candidatures.

Toutes les listes candidates doivent observer une période de silence électoral durant 03 jours avant la tenue de l'assemblée générale électorale. Il est interdit, durant cette période de silence, de mener ou de continuer à mener une campagne électorale ou de le faire auprès des organes de presse audio-visuelle ou écrite ou d'organiser des réunions officielles avec les clubs électeurs ou leurs représentants. En cas de non-respect de cette obligation, le Haut Comité Electoral est habilité à prendre toutes les mesures conservatoires utiles et de décréter des sanctions financières, proportionnellement à la nature des infractions commises

Article 49 :

Il est permis durant la période de dépôt des candidatures et jusqu'à sa clôture, de substituer le dossier d'un candidat par un autre et ce, en cas d'une rétractation du candidat ou en cas d'une impossibilité manifeste à maintenir la candidature pour des considérations légales ou personnelles.

Néanmoins et hormis les cas de décès ou d'une incapacité physique totale attestée par un certificat médical, la substitution d'un candidat par un autre dans le délai autorisé de substitution, doit être opéré au moyen d'un écrit officiel dûment signé et légalisé portant une renonciation claire et irrévocable du premier candidat qui devrait déclarer sa rétractation ou sa démission de la liste à laquelle il a adhéré

Article 50 :

Tout candidat qui se retire d'une liste, déjà déposée auprès du secrétariat du Comité Electoral, ne peut en aucun cas présenter une nouvelle candidature auprès d'une liste concurrente, même si les délais de dépôt des candidatures n'ont pas encore été épuisés

Article 51 :

Dès l'expiration du délai de dépôt des candidatures, le Haut Comité Electoral se charge d'examiner les dossiers et statue sur leur recevabilité. Le Haut Comité Electoral doit rendre une décision motivée, en cas de recevabilité ou d'irrecevabilité de chaque liste. La décision de valider ou d'invalidier une liste devra être rendue au plus tard sept (7) jours avant la tenue de l'assemblée générale électorale du Bureau Fédéral.

Article 52 :

Chaque Président d'une liste invalidée, peut interjeter un recours en annulation de la décision en question au moyen d'un pourvoi auprès de la Commission Nationale d'Appel de la FTHB

De même, tout Président d'une liste concurrente peut, suivant la même procédure de pourvoi, contester la décision de validation d'une liste concurrente.

Article 53 :

Toutes les conditions et les restrictions électorales prévues dans les présents statuts sont opposables à tous les candidats dès l'approbation de ses statuts par l'assemblée générale et leur entrée en vigueur

Section 5 : Le Président de la Fédération

Article 54 :

Le Président de la Fédération est le représentant légal de la Fédération auprès des pouvoirs publics, des instances judiciaires et juridictionnelles, des structures sportives nationales, des instances sportives régionales, continentales et internationales. Il est aussi le porte-parole de la Fédération.

Il est investi aussi des missions principales suivantes :

1. Présider les travaux du Bureau Fédéral, de toute assemblée générale à l'exception de l'assemblée générale électorale.
2. Veiller à renforcer l'application des décisions de l'assemblée générale et du Bureau Fédéral
3. Ordonner les dépenses et co-signer avec le trésorier, tous les documents et les effets qui engageraient financièrement la Fédération

Article 55 :

A l'exception de la signature des correspondances officielles adressées aux structures sportives nationales, régionales, continentales et internationales qui relève d'un domaine de compétence qui lui est réservé, le Président de la Fédération peut déléguer une partie de ses prérogatives à son Vice-Président ou à l'un des membres du Bureau Fédéral.

En cas d'absence du Président ou s'il est dans une situation d'incapacité temporaire l'empêchant de mener ses missions ou s'il manque sans juste cause à exercer ses attributions, il peut être temporairement substitué par le Premier Vice-Président

Section 6 : Déchéance, perte de qualité de membre et cas de vacance au Bureau Fédéral

Article 56 :

Jouit de la qualité de membre fédéral, tout candidat élu par l'assemblée générale.

Perd l'admission au sein du Bureau Fédéral entraînant sa déchéance :

- 1 - Tout membre ayant présenté une démission au Bureau Fédéral au moyen d'un écrit dûment signé, légalisé et portant une date certaine. La démission emportera ses effets dès qu'elle est acceptée par le Bureau Fédéral
- 2 - Tout membre qui a conservé son adhésion au sein d'une Ligue ou une association sportive en méconnaissance des dispositions des présents règlements
- 3 - Tout membre qui a été frappé de déchéance de ses droits civiques et politiques suite à une peine pénale écopée durant le mandat fédéral
- 4 - Tout membre qui commet une faute grave susceptible de le mettre sous le coup d'une sanction d'une radiation définitive conformément aux règlements de la Fédération ou tout membre déchu ou suspendu d'activités auprès de l'IHF ou de la CAHB
- 5 - Tout membre qui s'absente, sans juste motif, des réunions du Bureau Fédéral 3 fois successivement ou 6 fois d'une non continues durant la même saison sportive. Le Bureau Fédéral doit convoquer le membre défaillant dès qu'il consomme la limite de ses absences tolérées afin de connaître ses motifs. Si le membre en question persiste à ne pas répondre à la convocation, il peut être mis à ses fonctions et une déchéance de son admission devra être prononcée par le Bureau Fédéral à la majorité simple de ses membres présents

Article 57 :

Un membre fédéral lorsqu'il présente sa démission ne peut en aucun cas se rétracter plus tard ni renoncer unilatéralement aux effets de la démission valablement présentée. Néanmoins, le Bureau Fédéral dispose d'un pouvoir discrétionnaire lui permettant d'examiner la démission et de la refuser ou de l'accepter. Le Bureau Fédéral devra se prononcer à propos de la démission dans un délai ne

dépassant pas trente (30) jours à partir de la présentation de la démission. Si ce délai est écoulé et à défaut d'une décision expresse rendue par le Bureau Fédéral, la démission est considérée acceptée et produira pleinement ses effets.

Article 58 :

En cas de vacance du poste de membre du bureau fédéral (hormis le poste de président), pour quelque cause que ce soit parmi celles qui sont prévues à l'article 59 ci-dessous, le Bureau Fédéral, élira, dans le cadre d'un scrutin interne, un nouveau membre du bureau parmi la liste des Présidents des Ligues Nationales ou Régionales en exercice. Le mandat du nouveau membre élu du bureau fédéral expire à la date prévue pour celui de leur prédécesseur

Article 59 :

Les cas de vacance au sein du Bureau Fédéral résultent des faits suivants :

- 1 – Le décès ou l'incapacité physique
- 2 - Le changement de résidence hors du territoire Tunisien ou l'absence notoire pour déplacements récurrents et longs à l'étranger
- 3 La poursuite d'une mission gouvernementale ou militaire permanente
- 4 - La perte des droits civiques
- 5 - La démission acceptée en vertu des présents statuts
- 6 – La prise d'une décision fédérale de mettre fin aux fonctions d'un membre fédéral pour des motifs disciplinaires

Article 60 :

Si les cas de vacance n'atteignent pas la moitié des membres, le Bureau Fédéral continuera ses activités d'une manière régulière. Le Bureau Fédéral procédera à la répartition des postes vacants entre les membres actifs. La répartition se fera d'une manière consensuelle ; à défaut un vote secret départagera les membres.

Si le cas de vacance affecte le poste du Président, la présidence sera automatiquement attribuée au premier Vice-Président. En cas d'impossibilité, c'est le membre le plus âgé qui devra reprendre la présidence. En cas d'impossibilité, une élection interne sera organisée entre les membres afin de d'élire le nouveau Président. Dans ce cas, le Bureau Fédéral attribuera le poste de premier Vice-Président. En cas d'impossibilité, une élection interne se fera entre membres pour attribuer les deux postes en question

Si les cas de vacance dépassent la moitié des membres, une assemblée générale électorale anticipée se tiendra conformément aux présents statuts

CHAPITRE 3 : LES INSTANCES DE GESTION

Section 1 : LE CONSEIL FEDERAL ET LE COMITE EXECUTIF

Article 61 :

Paragraphe 1 : Il a été institué, conformément aux présents statuts, un Conseil Fédéral chargé d'assurer le suivi des décisions adoptées par les assemblées générales de la Fédération et d'évaluer d'une manière périodique la marche des activités des structures fédérales. Le Conseil Fédéral exerce ses attributions durant la période du mandat du Bureau Fédéral et prend fin à l'expiration de celle-ci. Il se compose des membres du Bureau Fédéral, des Présidents des Ligues Nationales et Régionales et des représentants élus des associations affiliées à la Fédération. Le Conseil Fédéral, tient ses travaux, deux (2) fois par an, sur convocation et sous la responsabilité directe du Président du Bureau Fédéral.

Paragraphe 2 : Dans un délai n'excédant pas deux (2) mois du début du mandat du Bureau Fédéral, il est procédé, sous la supervision du Bureau Fédéral, aux élections des représentants des associations sportives parmi les présidents des associations dûment affiliées à la FTHB. Les représentants sont au nombre de quatre (4) et sont répartis comme suit : un (1) représentant des associations masculines de la division nationale (A), un (1) représentant des associations masculines de la division nationale (B) et un autre représentant de la division d'honneur, un (1) représentant des associations féminines de la division nationale (A), un (1) représentant des associations féminines de la division nationale (B)

Paragraphe 3 : Les associations, lorsqu'elles sont élues, disposent d'un statut de membre au sein du Conseil Fédéral. En cas d'un changement touchant le poste de la présidence de l'association élue, le nouveau président de l'association remplacera l'ancien et le subrogera dans ses droits. Si après son élection, une association perd son admission pour un motif parmi ceux cités dans les articles 12 et 13 des présents statuts, le Bureau Fédéral ordonnera la tenue d'une nouvelle élection pour désigner à sa place une nouvelle association.

Paragraphe 4 : A titre exceptionnel, il sera procédé dans un délai qui ne doit pas dépasser un (1) mois à partir de la promulgation des présents statuts, aux élections des représentants des associations membres du Conseil Fédéral. Ce dernier exercera ses attributions jusqu'à l'expiration du mandat fédéral 2016-2020.

Article 61 (bis) :

Paragraphe 1 : Il a été institué, conformément aux présents statuts, un Conseil Technique Consultatif comprenant les membres de la Direction Technique Nationale et les directeurs techniques, les entraîneurs licenciés ou non licenciés auprès de la FTHB. Le Conseil tiendra ses travaux une fois au

moins par an ou plus sur invitation du directeur technique national afin de discuter et de débattre de toutes les questions techniques et sportives inhérentes à la bonne marche des activités techniques et sportives de la Fédération.

Paragraphe 2 : Les travaux et les recommandations du Conseil Technique Consultatif seront transmises au Bureau Fédéral qui devra déployer toute la diligence requise afin de les mettre en œuvre en parfaite concertation avec la Direction Technique Nationale.

Article 62 :

Un Comité Exécutif est créé en vertu d'une délégation du Bureau Fédéral et sous son autorité afin d'assurer le suivi des décisions du Bureau Fédéral et la gestion des affaires quotidiennes et ordinaires de la Fédération dans ses différents aspects.

Le Comité Exécutif se compose de 5 membres fédéraux et peut faire appel dans ses travaux au Secrétaire Général de la FTHB, au Directeur Technique National, au Directeur Exécutif de la FTHB et au Directeur National de l'Arbitrage

Le Bureau Fédéral peut également renforcer la composition du Comité Exécutif par toute personne jugée utile pour la bonne marche de ses activités

Le Comité Exécutif exerce sa mission pour une durée d'une année à partir de la nomination de ses membres. Le Bureau Fédéral est seul habilité à lui renouveler sa mission et à maintenir ou changer sa composition durant l'année qui suit. Les travaux du Comité Exécutif sont consignés dans registre coté et paraphé qui est détenu par le Secrétaire Général de la FTHB et sous sa responsabilité conformément aux règlements intérieurs en vigueur de la FTHB

Article 63 :

Si un membre du Comité Exécutif est dans l'impossibilité ou dans l'incapacité d'exercer sa mission, le Bureau Fédéral peut prendre toutes les mesures afin de parer à tout blocage pouvant entraver le bon fonctionnement du Comité Exécutif et notamment en procédant à toute modification utile de sa composition

Section 2 : La Direction Technique Nationale

Article 64 :

Est créé au sein des structures de la Fédération, une Direction Technique Nationale (DTN) chargée de mettre en œuvre toutes les mesures et les actions susceptibles d'assurer la promotion et le développement des programmes et des activités des sélections nationales régionales et nationales, de fixer le budget alloué aux sélections en question et de veiller à leur bonne exécution

La DTN est présidée par un Directeur Technique National, qui est nommé par le Bureau Fédéral en étroite collaboration avec le Ministère chargé des Sports

Article 65 :

Le Directeur Technique National soumettra au Bureau Fédéral, au début de chaque saison sportive, un programme d'activités et d'action, détaillé. Il doit aussi élaborer un rapport trimestriel sur le fonctionnement de son unité administrative ponctué par un rapport annuel de synthèse lors de la fin de chaque saison sportive. Tous ces rapports doivent être soumis au Bureau Fédéral et transmis au Ministère chargé des Sports

Article 66 :

1. La DTN comprend des instances techniques consultatives nationales et régionales, des centres de formation, des académies spécialisées dédiées à la formation des jeunes qui poursuivent leurs activités conformément à un cahier des charges conçu et approuvé par le Bureau Fédéral

La DTN veille au suivi des activités de ces instances sur les plans national et régional et d'élaborer des rapports d'activités qui seront soumis au Bureau Fédéral

2. Un règlement intérieur régissant l'organisation et le mode de fonctionnement des académies créées auprès des clubs ou par des personnes privées, sera établi moyennant la mise en place d'un cahier des charges standard dans le but d'assurer une uniformisation du contrôle par la Fédération Tunisienne de Handball des activités des académies en question. La Fédération détient le monopole de suivi et de contrôle, en étroite collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, pour contrôler le respect du règlement intérieur et du cahier des charges régissant les activités des académies en question

Section 3 : Le Secrétariat Général

Article 67 :

Le Secrétariat Général est l'instance administrative de la Fédération, gérée par un Secrétaire Général permanent qui est recruté par le Bureau Fédéral en étroite collaboration avec le Ministère chargé des Sports, parmi les diplômés titulaires d'un haut diplôme en management du sport ou tout diplôme équivalent. Le Secrétaire Général ne doit en aucun cas être membre au sein d'une commission fédérale, d'une Ligue ou tout autre structure sportive.

Article 68 :

le Secrétaire Général est investi des missions principales suivantes :

- 1 - Assister aux travaux des réunions du Bureau Fédéral, Consigner ses travaux dans des procès-verbaux et veiller au suivi de l'exécution de ses décisions

- 2 - Gérer l'administration, les fonctionnaires et les agents de la Fédération et des Ligues
- 3 - Gérer le bureau d'ordre de la Fédération et la cellule de documentation et des archives

Le Secrétaire Général est assisté dans l'exercice de ses missions par des cadres et des agents conformément à un organigramme approuvé par le Bureau Fédéral. Le domaine d'intervention et les attributions du Secrétaire Général sont définis dans le règlement intérieur de la FTHB

Section 4 : La gestion financière et comptable

Article 69 :

L'administration financière est l'instance financière de la Fédération. Elle est gérée par un financier, recruté par le Bureau Fédéral, parmi les titulaires d'un haut diplôme en gestion financière ou comptable.

Article 70 :

Le financier exerce à titre principal, les missions suivantes :

- Elaboration du budget alloué au fonctionnement de la Fédération et des Ligues et sa soumission au Bureau Fédéral pour approbation
- Assister la Direction Technique Nationale et les différentes commissions fédérales dans le cadre de la détermination de leur budget de fonctionnement ainsi que l'exécution du budget en question
- La gestion des fonds de la Fédération conformément au budget arrêté et approuvé
- Veiller au recouvrement et à la collecte des ressources financières et des fonds de la Fédération et la tenue de toutes les pièces comptables liées principalement aux dépenses
- Tenir la comptabilité financière de la Fédération conformément aux règles et normes comptables en vigueur ; Elaborer des rapports périodiques qui seront soumis au Ministère chargé des Sports

Section 5 : La Direction Nationale de l'Arbitrage

Article 71 :

Est institué un organe permanent dénommé « La Direction Nationale de l'Arbitrage » (DNA) investi principalement des missions de désigner les arbitres pour officier les rencontres et les manifestations officielles et amicales, de veiller à la promotion du secteur de l'arbitrage dans le domaine du handball, de mettre en place des programmes d'activités, de formation, de suivi et de recyclage ; De même, la

Direction Nationale d'Arbitrage est chargée de fixer le budget qui doit être alloué pour la bonne exécution de ses missions et veille à au suivi de son exécution

Article 72 :

La Direction Nationale d'Arbitrage est présidée par un Directeur National de l'Arbitrage qui est désigné par le Bureau Fédéral parmi les compétences nationales sportives ou parmi les anciens arbitres internationaux. Si le candidat désigné au poste, est un arbitre international, il devra au moment de la prise de ses fonctions mettre fin à sa carrière d'arbitre.

Article 73 :

Les procédures régissant la composition, le fonctionnement de la Direction Nationale d'Arbitrage et de ses instances, sont fixées dans le règlement intérieur régissant le statut des arbitres et de la Direction Nationale d'Arbitrage

Section 6 : Les Commissions Fédérales

Article 74 :

Des Commissions Fédérales peuvent être instituées au sein de la Fédération, chargées d'assister le Bureau Fédéral dans l'exercice de ses missions. Les Commissions sont présidées par les membres du Bureau Fédéral, sous réserve des dérogations prévues dans le règlement intérieur de la FTHB. Ce dernier fixe et détermine le nombre, la composition, la durée d'exercice et les attributions des Commissions Fédérales.

Article 75 :

Le Bureau Fédéral peut créer une Ligue ou des Ligues, à l'échelle nationale et/ou régionale, en lui déléguant une partie de ses attributions conformément aux présents statuts

Article 76 :

La Ligue veille à assister le Bureau Fédéral dans la réalisation de ses objectifs liés à titre principal à l'exécution des programmes de développement, l'encadrement des sélections régionales et la gestion de certaines compétitions et manifestations à l'échelle nationale et régionale.

La Ligue opère dans son domaine territorial et technique d'intervention qui est fixé dans la décision emportant sa création

CHAPITRE 4 : LES INSTANCES JURIDICTIONNELLES

SECTION 1 : définition – composition - attributions

Article 77 :

Les instances juridictionnelles de la Fédération Tunisienne de Handball sont les suivantes :

1 . Les instances investies d'une compétence d'attribution et de principe statuant en premier ressort :

- La Commission Centrale de Discipline de la FTHB, les Ligues nationales et les ligues régionales qui sont compétentes pour examiner et statuer sur les questions et les cas disciplinaires conformément aux règlements généraux et intérieurs de la Fédération
- La Commission Centrale de Résolution des Litiges, titulaire d'une compétence exclusive et de principe pour instruire les cas et les recours en matière des conflits et des réclamations formés conformément aux règlements généraux et intérieurs de la Fédération et pour instruire les réserves et les évocations pour les rencontres sportives relevant de son champ d'intervention
- Les Ligues Nationales et les Ligues régionales qui sont compétentes pour instruire les réserves et les évocations pour les rencontres sportives relevant de leurs champs d'intervention
- La Commission Centrale de Qualification et des Licences, compétente pour examiner et statuer sur les cas de qualification et des demandes d'attribution de licences

2 – L'instance investie d'un pouvoir de principe de statuer en appel : la Commission Nationale d'Appel (CNA) qui exerce ses attributions en sa qualité d'organe juridictionnel indépendant du Bureau Fédéral et de ses membres. Elle est chargée d'examiner et de statuer sur tout pourvoi en appel formé à l'encontre de toute décision pouvant être rendue par une instance juridictionnelle de première instance (les Commissions Fédérales, Les Ligues nationales et régionales)

3 – Le Bureau Fédéral qui exerce une compétence juridictionnelle exceptionnelle en rendant des décisions en premier et dernier ressort conformément aux cas exceptionnels prévus dans les règlements généraux de la Fédération

Article 78 :

Les instances juridictionnelles exercent leurs attributions, dans les limites de leurs champs d'intervention et de compétence, pour des questions liées à :

- Toute transgression des lois, des statuts et des règlements sportifs de la FTHB

- Les cas disciplinaires liés aux rencontres sportives et les cas de manquement aux règles de bonne conduite et à la charte sportive
- Les litiges et les conflits qui surviennent entre les personnes morales et physiques liées directement ou indirectement à la Fédération, ses affiliés et plus généralement toute personne pouvant être sous la responsabilité sportive de la Fédération
- Les cas de dopage suivant les procédures prévues dans les règlements généraux de la FTHB

Article 79 :

1. Les membres des instances juridictionnelles sont élus par l'assemblée générale fédérale électorale, sur proposition soumise à l'assemblée par le Bureau Fédéral élu, pour une durée de quatre (4) années coïncidant avec la durée du mandat fédéral en question. Leur nomination doit obéir à des critères de compétence et de neutralité dans le domaine du droit du sport

A titre exceptionnel et tenant compte de l'effet immédiat de l'entrée en vigueur des présents statuts, l'assemblée générale extraordinaire tenue le 11 juillet 2020 décide que le principe d'élection des membres de la composition des instances juridictionnelles s'appliquera à partir du 11 juillet 2020 jusqu'à la fin naturelle du mandat fédéral 2016-2020.

2. Les instances juridictionnelles exercent leurs attributions conformément aux règles de procédure fixées dans les règlements généraux et intérieurs de la Fédération. Elles doivent veiller au respect des principes du contradictoire et des droits de défense élémentaires dans le cadre de l'instruction des affaires qui leur sont soumises

Les textes réglementaires de la FTHB déterminent les modes de saisine des différentes instances en question, les procédures d'examen et d'instruction des dossiers, les modalités de prise des décisions, les délais de décision, le régime de notification des décisions et les voies de recours et de pourvoi y afférentes.

3. Les membres faisant partie des commissions juridictionnelles de première instance et d'instance d'appel, peuvent prétendre à la perception d'honoraires dans le cadre de l'exercice de leurs missions d'arbitrage, pour chaque dossier tranché et qui sont payables à partir des frais de pourvoi et de recours exigibles. Les modalités de rémunération des juges-arbitres des commissions en question, seront fixées par le Bureau Fédéral au début de chaque saison sportive.

Article 80 :

1 . Il est institué au sein de la Fédération une Commission Centrale de Résolution des Litiges (CCRL), investie des attributions l'habilitant à examiner et à statuer sur les litiges pouvant survenir entre les associations affiliées à la Fédération Tunisienne de Handball, entre les associations d'une part et les

entraîneurs, les joueurs, dirigeants, adhérents d'autre part, entre les affiliés de la Fédération, entre toute personne soumise aux présents statuts, avec la Fédération et ses instances sportives.

2 . La CCRL est exclusivement compétente, en première instance de juridiction pour traiter et trancher tous les recours et pourvois intentés par toute association sportive affiliée à la FTHB, à l'encontre de toutes les questions régissant la tenue, le déroulement des travaux et des décisions des assemblées générales ordinaires non électives et des assemblées générales extraordinaires de la Fédération Tunisienne de Handball. Toute décision rendue en cette matière est susceptible de pourvoi en appel auprès de la Commission Nationale d'Appel conformément aux délais et procédures prévues dans l'article 193 (ter) des règlements généraux de la FTHB.

3 . La CCRL est exclusivement compétente pour traiter les litiges électoraux et les litiges liés aux actes d'administration de toute association sportive, régulièrement affiliée sous son égide. Les recours en question peuvent être portés par tout membre adhérent ou tout membre administrateur justifiant un intérêt à agir sur cette question. Toute décision rendue en cette matière est susceptible de pourvoi en appel auprès de la Commission Nationale d'Appel conformément aux délais et procédures prévues dans l'article 193 (ter) des règlements généraux de la FTHB

4. La CCRL est présidée par une personnalité sportive dotée d'une formation juridique incontestée et reconnue en droit du sport. Cette personne peut être issue du Bureau Fédéral ou hors du Bureau Fédéral

Article 81 :

La Fédération exerce son pouvoir disciplinaire à l'encontre de ses affiliés (associations, joueurs, arbitres, dirigeants, entraîneurs, officiels ...) et plus généralement à l'encontre de toute personne qui lui liée par les statuts et les règlements, par le biais principalement d'une commission dénommée « Commission Centrale de Discipline ». La Commission est présidée par une personnalité sportive dotée d'une formation juridique incontestée. Cette personne peut être issue du Bureau Fédéral ou hors du Bureau Fédéral

Article 82 :

La Commission Nationale d'Appel est un organe juridictionnel élu, indépendant, ayant toute la plénitude d'exercice d'une compétence d'appel pour le traitement en deuxième instance de juridiction, des pourvois et des recours formulés à l'encontre des décisions rendues en premier ressort d'instance par les structures fédérales disposant d'un pouvoir décisionnel juridictionnel dont notamment les commissions fédérales, les Ligues nationales et régionales de la FTHB et la

commission électorale indépendante. La Commission Nationale d'Appel siège en composition tripartite et, exerce ses attributions, en parfaite indépendance et rend des décisions définitives qui feront l'objet d'une procédure d'exequatur par le Secrétaire Général de la FTHB. Elle est présidée par une personnalité dont les compétences en droit du sport sont reconnues. Le président devra se prévaloir d'une expérience minimale de quatre années effectives d'exercice dans une des structures sportives, telles que définies dans les textes régissant les structures sportives

Le Président et les membres sont élus par l'assemblée générale fédérale élective, sur proposition du Bureau Fédéral élu, pour une durée de quatre (4) années coïncidant avec la durée du mandat fédéral en question. Leur nomination doit obéir à des critères de compétence et de neutralité dans le domaine du droit du sport.

Les membres de la Commission Nationale d'Appel ne doivent pas appartenir à un organe ou à une autre structure quelconque de la FTHB. La composition de la Commission Nationale d'Appel, peut pour tout motif légitime faire l'objet d'une réélection ou d'une révocation, partiellement ou en totalité, à tout moment de la durée du mandat fédéral. Toute révocation ou changement de la composition de la Commission doit être définitivement approuvée par l'Assemblée Générale sur proposition émise par le Bureau Fédéral.

Toutes les questions inhérentes aux modes de saisine de la Commission Nationale d'Appel, les procédures d'examen et d'instruction des dossiers, les modalités de prise de ses décisions, les délais de décision et le régime de notification de ses décisions sont prévues dans les formes et les procédures contenues dans les présents statuts, dans les règlements généraux et intérieurs de la Fédération.

A titre exceptionnel et tenant compte de l'effet immédiat de l'entrée en vigueur des présents statuts, l'assemblée générale extraordinaire décide que le principe d'élection des membres de la composition de la Commission Nationale d'Appel s'appliquera à partir du 11 juillet 2020 jusqu'à la fin naturelle du mandat fédéral 2016-2020.

Section 2 : des droits et des obligations des justiciables

Article 83 :

Les travaux et les décisions des instances juridictionnelles de la FTHB doivent respecter les droits de défense et le cas échéant le principe du contradictoire, en habilitant toute personne concernée par une procédure engagée d'assister ou d'intervenir au dossier et d'être même assisté par un représentant légal conformément aux règlements généraux et intérieurs de la Fédération

Article 84 :

1. Conformément aux statuts de la Fédération Internationale de Handball (IHF) et tenant compte de l'obligation d'adapter les présents statuts aux prescriptions statutaires internationales de la Fédération Internationale de Handball, aux textes juridiques de la Confédération Africaine de Handball et aux prescriptions de la Charte Internationale Olympique, il est interdit à la Fédération Tunisienne de Handball, à ses membres, ses affiliés, aux élus et aux candidats aux élections des instances dirigeantes de la FTHB et plus généralement à toute personne physique ou morale qui lui est directement ou indirectement liée par l'application des textes statutaires ou réglementaires, de soumettre leurs litiges ou conflits aux tribunaux de droit commun ou aux juridictions Etatiques ou aux juridictions nationales, sauf si les statuts et les règlements de la Fédération Internationale de Handball (IHF) contiennent une autorisation expresse habilitant à recourir aux juridictions nationales ou Etatiques en question.
2. Les décisions de la Commission Nationale d'Appel, rendues dans les litiges sportifs, sont toutes susceptibles de pourvoi exclusivement auprès de la Commission d'Arbitrage de la Confédération Africaine de Handball en application des règles de procédures objet des statuts et du Code de l'Ordre Juridique émanant de la CAHB.
3. La Fédération Tunisienne de Handball s'engage à appliquer et à donner une suite favorable à toute sentence valablement rendue et libellée par la Commission d'Arbitrage de la CAHB et par toutes les instances juridictionnelles subséquentes, dès qu'elle est officiellement notifiée de toute sentence arbitrale en ce sens.

TITRE 4 : RESSOURCES FINANCIERES ET TENUE DE LA COMPTABILITE

CHAPITRE 1 : RESSOURCES FINANCIERES

Article 85 :

Les ressources de la Fédération proviennent essentiellement :

- des revenus générés par les biens dont elle est propriétaire
- des cotisations annuelles perçues auprès de ses membres
- des revenus et avantages accordés par les sponsors
- des revenus directs et indirects pour l'organisation des rencontres sportives
- des prix et incitations perçus dans le cadre des participations des sélections nationales dans des compétitions internationales ou continentales ou régionales
- des droits et revenus générés par les accords publicitaires et événementiels

- des droits perçus pour vente de licences, imprimés et revues
- Les sommes perçues à titre de règlement de pénalités ou sanctions financières
 - des revenus des ventes de produits, de services ou de prestations fournies
- de l'aide des pouvoirs publics et des entreprises publiques
- des donations et dons légalement accordés suivant les règlements en vigueur
 - des subventions éventuelles ;
 - des dons manuels et toute autre ressource qui ne soit pas contraire aux lois en vigueur .

Et plus généralement, des revenus, avantages et incitations réalisés par la Fédération à l'occasion de l'exercice direct ou indirect des activités relevant de son champ d'intervention

CAHPITRE 2 : TENUE ET CONTROLE DE LA COMPTABILITE

Article 86 :

La Fédération doit obligatoirement assurer la tenue de sa comptabilité et de ses écritures conformément à la législation comptable en vigueur en se référant notamment à la norme comptable 40 applicable aux associations sportives

Article 87 :

La Fédération est dans l'obligation de conserver durant une période au moins de dix (10) ans, tous les registres, les documents et les écritures comptables ainsi que toutes les pièces justificatives qui s'y rapportent

Article 88 :

Tous les versements et les acomptes, provenant de l'Etat, dans le cadre des contrats programmes et des contrats d'objectifs et de performance dûment signés, feront l'objet d'un contrôle et d'un suivi de la part du Ministère chargé des Sports au moyen de rapports d'évaluation et de suivi et de documents justificatifs. Tout nouvel acompte ne peut être libéré au profit de la Fédération que s'il est établi que les anciens acomptes et versements ont été alloués et dépensés dans les limites de l'objet des contrats programmes en question

Article 89 :

Il est institué auprès de la Fédération, au début du mandat fédéral, un comité interne d'audit chargé de contrôler les modes de gestion des finances de la Fédération et de procéder à leur audit. Le comité en question peut aussi présenter un rapport pour évaluer l'efficacité des mécanismes de contrôle interne qui sont appliqués par la Fédération.

Cette commission est présidée par une personnalité sportive, dont les compétences sportives sont incontestées et reconnues. Elle est proposée par le Bureau Fédéral et élue par l'assemblée générale.

Ne peut cumuler cette fonction, les personnes suivantes : le Président de la Fédération, son trésorier, l'administrateur financier de la Fédération

L'assemblée générale peut à tout moment du mandat fédéral, procéder à la substitution du Président du comité d'audit interne pour des raisons justifiées

Le Comité d'Audit Interne élaborera un rapport semestriel portant sur les bonnes procédures de gouvernance et de gestion comptable et financière à mettre en place et émettre des recommandations relatives au bon fonctionnement institutionnel de la Fédération. Les rapports seront soumis au Bureau Fédéral. Des copies des rapports seront transmises, pour information, au Comité National Olympique Tunisien et au Ministère chargé des Sports. De même, les rapports doivent être présentés, annuellement, à l'assemblée générale.

TITRE 5 : COORDINATION AVEC LES MINISTERE DES SPORTS

Article 90 :

La FTHB agira en étroite collaboration avec le Ministère chargé des Sports dans les domaines suivants :

- 1 - Nomination du Directeur National Technique et le Secrétaire Général Permanent
- 2 - Examen et approbation de l'exercice administratif et financier lié la gestion des redevances accordées à la Fédération
- 3 - Examen des rapports financiers trimestriels et annuels de la Fédération
- 4 - Examen du rapport du Comité d'Audit Interne de la Fédération
- 5 - Coordination conjointe et préalable avant tout engagement à organiser une manifestation sportive internationale, continentale, régionale ou Olympique en Tunisie
- 6 - Coordination conjointe et préalable avant tout engagement à participer une manifestation sportive internationale, continentale, régionale ou Olympique en Tunisie

TITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 91 :

Les dispositions des règlements généraux et des règlements intérieurs de la Fédération revêtent un caractère supplétif, complémentaire et servent de support d'interprétation aux règles contenues dans les présents statuts. Les règles des présents statuts ont une primauté à l'égard de tous les autres règlements intérieurs et sportifs, et ce en cas de divergence entre les supports en question.

Les règlements généraux et intérieurs ne peuvent en aucun cas, dans leur teneur ou portée, être contraires aux prescriptions des présents statuts ni même les modifier

En cas de divergence ou d'imprécision concernant l'interprétation du présent texte statutaire, le Guide de Procédures établi par la Commission des affaires juridiques de la FTHB et se rapportant à l'abrégé de simplification des principes et des procédures de pourvoi (version Mai 2020), servira de support pour l'interprétation en question. Le Bureau Fédéral, disposera dans le cas d'un silence ou d'une imprécision des textes statutaires et sportifs de la FTHB, de la compétence de traiter et de trancher lesdites questions en vertu de son pouvoir discrétionnaire. Les textes de la Fédération Internationale de Handball et de la Confédération Africaine de Handball serviront de support pour élucider les cas en question.

En cas de divergence entre les deux versions française et arabe des présents statuts, c'est la version en langue française qui devra être retenue étant donné que la langue française est une des trois officielles de la Fédération Internationale de Handball en application des dispositions de l'article 10 de ses statuts

Article 92 :

En cas de dissolution de la Fédération, il sera dès lors procédé à la liquidation des éléments de son patrimoine conformément à la législation en vigueur.

TITRE 7 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 93 :

Les présents statuts abrogent et remplacent toutes les prescriptions des anciens statuts et entrent en vigueur dès leur approbation par l'assemblée générale extraordinaire. Toutes les prescriptions, les conditions et les restrictions contenues dans les présents statuts s'appliquent et s'apprécient pour la première fois à partir de la date de leur entrée en vigueur et sont opposables, dès lors, à toutes les personnes, les structures sportives, les pouvoirs publics sans aucun effet rétroactif à leur égard.

Une copie du procès-verbal portant approbation des présents statuts sera transmise, avec les statuts, au Comité National Olympique Tunisien et au Ministère chargé des Sports.

A titre exceptionnel, le mandat du présent Bureau Fédéral, se poursuivra jusqu'à la fin des Jeux Olympiques d'été 2020 et dans un délai ne dépassant pas 31 décembre 2020.

Article 94 :

1. Les présents statuts ont été définitivement approuvés par l'assemblée générale extraordinaire tenue le **11 juillet 2020** à Monastir et entrent en vigueur avec un effet immédiat à la date de leur approbation, en complément des amendements déjà opérés aux dispositions statutaires précédemment adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire de la FTHB du 13 avril 2018.

Les présents statuts et les amendements opérés lors de l'assemblée générale extraordinaire de la FTHB du 13 avril 2018, ont été intégralement visés et approuvés par la Fédération Internationale de Handball en vertu d'une correspondance officielle en date du 3 août 2020, et ce en application des prérogatives de contrôle dévolues à l'instance internationale en question, tirées des articles 3 et 8 des statuts de la Fédération Internationale de Handball et de l'article 8 des statuts de la Fédération Tunisienne de Handball

2. A titre exceptionnel et tenant compte de l'effet immédiat de l'entrée en vigueur des présents statuts, l'assemblée générale extraordinaire tenue le 11 juillet 2020 décide de l'effet immédiat du principe d'élection et d'indépendance des membres des instances juridictionnelles, des principes d'élection du Président du Haut Comité Electoral et de formation du Comité en question, qui s'appliqueront et produiront leurs effets immédiatement à partir du 11 juillet 2020.

3. Toutes les associations valablement affiliées auprès de la FTHB et tous ses auxiliaires et affiliés, sont présumés être en parfaite connaissance des prescriptions et des amendements statutaires dès leur approbation. Les présents statuts sont parfaitement opposables aux structures sportives nationales, continentales et internationales, aux associations et aux membres de la Fédération Tunisienne de Handball.

العنوان الأول: أحكام عامة

الفصل 1 : تمت صياغة هذا القانون الاساسي تطبيقا للتشريع الوطني المتمثل بالأساس في مقتضيات القانون الاساسي عدد 11 المؤرخ في 06 فيفري 1995 المتعلق بتنظيم الهياكل الرياضية و جميع النصوص القانونية و الترتيبية اللاحقة له و تطبيقا للتشريع الرياضي الدولي و القاري المتمثل بالأساس في الانظمة الاساسية و النصوص القانونية للجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد و تطبيقا للتشريع الاولمبي الدولي.

الفصل 2 : الجامعة التونسية لكرة اليد هي جمعية رياضية ذات مصلحة عامة تم تأسيسها رسميا بتاريخ 09 ديسمبر 1960 و هي منضوية تحت لواء الجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد و منخرطة لديهما على الصعيدين الدولي و القاري كما انها منخرطة لدى اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية على الصعيد الوطني و خاضعة لسلطة و رقابة الوزارة المكلفة بشؤون الشباب و الرياضة تطبيقا للنصوص الوطنية المنظمة للقطاع الرياضي و لمقتضيات القانون الاساسي عدد 11 المؤرخ في 06 فيفري 1995 المتعلق بالهياكل الرياضية و جميع النصوص القانونية و الترتيبية اللاحقة به و بصفة خاصة القانون الاساسي عدد 49 المؤرخ في 24 جويلية 2006 تخضع الجامعة التونسية لكرة اليد في أهدافها وتكوينها وتسييرها للتشريع الجاري به العمل المتعلق بالجمعيات ولجميع القوانين المنظمة للنشاط الرياضي بالجمهورية التونسية وللوائح الصادرة عن الهياكل الرياضية الدولية و القارية ولهذا القانون الأساسي و مقتضيات التراتيب العامة و مقتضيات النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 3 :

1. الجامعة التونسية لكرة اليد هي الهيكل الرياضي الوحيد على الصعيد الوطني الذي يملك كامل الصلاحيات لتسيير شؤون لعبة كرة اليد التونسية بمختلف اختصاصاتها و اشكالها و لها حصريا صلاحيات تطويرها في علاقاتها

مع السلط العمومية و الوزارة المكلفة بالشباب و الرياضة و اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية و جميع المتدخلين في سير نشاط اللعبة.

2. الجامعة التونسية لكرة اليد هي الهيكل الرياضي الوحيد المؤهل من الناحية القانونية لتمثيل مصالح و صورة كرة اليد التونسية لدى الجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد و جميع الاتحادات القارية و الجامعات الرياضية الأجنبية لكرة اليد و الاتحاد العربي لكرة اليد و الكنفدرالية المتوسطية لكرة اليد و بصفة عامة جميع الهيئات الرياضية العالمية و القارية و الإقليمية المختصة المستحدثة و التي يمكن استحداثها في تسيير شؤون لعبة كرة اليد.

3. تلتزم الجامعة التونسية لكرة اليد بالتمسك بالميثاق الأولمبي كما تلتزم بعدم ممارسة اي نشاط سياسي او اي مهمة من شأنها الترويج لافكار او مبادئ سياسية او عقائدية معينة و تلتزم الجامعة بممارسة صلاحياتها ومهامها في نطاق الاستقلالية التامة وبعيدا عن كل الضغوطات السياسية و عن تدخل الهيئات السياسية و السلط الحكومية او العمومية في سير نشاطها الرياضي طبقا للقوانين الأساسية و الرياضية الخاضعة لها.

4. تسهر الجامعة على تطوير رياضة كرة اليد ونشرها في إطار صلاحياتها العامة والخاصة المقررة قانونا وحسب القواعد الفنية والتنظيمية المحددة من قبل الجامعة الدولية لكرة اليد.

5. الاسم و الشعار و جميع الوسائل التعريفية المرتبطة بهما هي على ملك الجامعة التونسية لكرة اليد التي لها صلاحيات حماية ملكيتها الفكرية بجميع الوسائل القانونية النافذة و يقع تسجيلها بالمعهد الوطني للمواصفات والملكية الصناعية طبقا للقانون

الفصل 4 : تضم الجامعة الجمعيات الرياضية المنخرطة لديها والتي يكون هدفها تكوين الشباب و الرياضيين وتأطيرهم وتنمية قدراتهم البدنية والفنية والراقي بهم إلى أرفع المستويات الرياضية والأخلاقية عبر ممارسة رياضة كرة اليد.

الفصل 5 : مدة نشاط الجامعة غير محددة.

الفصل 6 : مقر الجامعة التونسية لكرة اليد المركزي كائن بولاية تونس في الجمهورية التونسية و يمكن للجلسة

العامة الخارقة للعادة التصويت على نقل المقر خارج الحدود الترابية المذكورة بقرار متخذ على الأقل من ثلثي

(3\2) الأندية الأعضاء و يتعين على الجامعة التونسية لكرة اليد في صورة اتخاذ قرار فيدرالي في تغيير مقرها،

اعلام السلط العمومية المختصة و مباشرة التدابير القانونية و الإدارية الملائمة لديهم بما في ذلك وزارة الداخلية،

الوزارة المكلفة بشؤون الشباب و الرياضية و الولاية المعنية ترابيا باحتضان المقر الجديد للجامعة.

الفصل 7 : تباشر الجامعة التونسية لكرة اليد نشاطها الرياضي بداية من أول شهر جويلية من كل سنة مدنية

وينتهي نشاطها الرياضي في موفى شهر جوان بعد انقضاء فترة اثني عشر (12) شهر (موسم رياضي كامل).

الفصل 8: تلتزم الجامعة في تأسيسها وفي تنقيح نظامها الأساسي وفي التغييرات الطارئة على تركيبة هيئتها

المديرة بالأحكام والإجراءات المنصوص عليها صلب النظام الأساسي للجامعة الدولية لكرة اليد و بالتشريع

المنظم للجمعيات وبنظامها الأساسي كما يتعين عليها الحرص على ضمان تحيين و ملائمة مقتضيات هذا القانون

الاساسي و جميع نصوصها الداخلية و الرياضية مع انظمة و نصوص الجامعة الدولية لكرة اليد.

الفصل 9 : تمارس الجامعة التونسية لكرة اليد كامل صلاحياتها الرامية بالأساس و بصفة غير حصرية إلى :

1 .تنظيم ممارسة رياضة كرة اليد وتطويرها وتنميتها، وتحقيق مصالحها وإدارة شؤونها ومراقبتها بكامل تراب

الجمهورية وذلك في إطار التراتيب الجاري بها العمل.

2 .تطوير و توطيد العلاقات مع الهياكل الرياضية الدولية و القارية و الإقليمية و الوطنية و جميع السلط

العمومية المتداخلة في الشأن الرياضي

- 3 احترام الرزنامة الدولية و القارية للتظاهرات الرياضية المضبوطة مسبقا من طرف الاتحاد الدولي لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد في تحديد مواعيد المسابقات الرياضية و ملائمة رزنامة المسابقات الوطنية مع تلك المواعيد
- 4 تنظيم المسابقات الرياضية الجهوية والوطنية والدولية ومراقبتها وإسناد الجوائز والألقاب في إطار القوانين المنظمة للعبة و مباشرة جميع الصلاحيات المستوجبة في نطاق تنظيم مختلف تلك المسابقات من اعداد كراسات الشروط و إرساء القوانين الرياضية الخاصة بتلك المسابقات و تنظيم العمل الدعائي و الإعلامي لتنظيم و تنمية تلك المسابقات.
- 5 ترشيح ممثلي الجامعة في الهيئات الرياضية الدولية والإقليمية والقارية و مساندة ترشحاتهم بالتنسيق مع اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية و الوزارة المكلفة بالرياضة.
- 6 تنظيم التظاهرات والدورات الرياضية الدولية والإقليمية والقارية بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة والسلط العمومية.
- 7 تسويق لعبة كرة اليد بمختلف مظاهرها و أنشطتها و خاصة فيما يتعلق بالتفويت في حقوق بث التظاهرات و المقابلات الرياضية للمنتخبات الوطنية و الأندية الرياضية المنضوية تحت لوائها
- 8 مراقبة تطبيق القوانين و اللوائح المتعلقة باحترام الميثاق الرياضي و قواعد التنافس النزيه داخل القاعات و الفضاءات الرياضية
- 9 مقاومة مظاهر العنف و التمييز و تعاطي المنشطات و المواد المحظورة داخل القاعات و الفضاءات الرياضية
- 10 ضبط شروط مشاركة الجمعيات والرياضيين والحكام والرسميين في التظاهرات الرياضية الدولية والقارية والإقليمية والمقاييس المعتمدة لذلك.
- 11 ضمان احترام جميع القرارات الصادرة عن هياكل التقاضي الوطنية و القارية و الدولية المختصة بالنظر و البت في النزاعات الرياضية طبقا لاحكام القانون الأساسي و القوانين الداخلية و العامة للجامعة التونسية لكرة اليد

و يعتبر نزاع رياضي كل نزاع و خلاف قد ينشب بمناسبة تاويل او تنفيذ القواعد المنصوص عليها صلب القانون الأساسي و القوانين الداخلية و العامة للجامعة التونسية لكرة اليد و قوانين الاتحاد الدولي لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد

12 تكوين و متابعة الإطارات الفنية والحكام والرسميين والمسيرين وتأهيلهم وتحسين مستواهم و تنظيم الدورات و الملتقيات التكوينية و التعليمية لفائدة جميع اطراف لعبة كرة اليد بغاية تطوير مستواهم.

13 ضمان ترويج و احترام القواعد المضمنة صلب مجلة الاخلاقيات للاتحاد الدولي لكرة اليد تطبيقا للفصل 8 من القانون الأساسي للاتحاد الدولي لكرة اليد

العنوان الثاني: العضوية في الجامعة

الفصل 10 : يتم الانخراط من طرف الجمعيات الرياضية لدى الجامعة وفقا لكراس شروط يعده المكتب الجامعي و يتعين على الجلسة العامة التي تنعقد بصفة موائية لتاريخ قبول الانخراط، المصادقة على الانخراط المذكور ليصبح نهائيا

ويمكن للمكتب الجامعي منح انخراط وقتي لإحدى الجمعيات، على أن تتم المصادقة على ادماج الجمعية المذكورة و اسنادها صفة المنخرط خلال الجلسة العامة الموائية لتاريخ تقديم مطلب انخراطها

الفصل 11 : يجب على كل جمعية عضو بالجامعة :

1. تسديد معلوم انخراطها السنوي قبل انطلاق الموسم الرياضي، ويحدد المكتب الجامعي في بداية كل موسم مقدار هذا الانخراط.

2. تسوية الخطايا المالية المسلطة عليها و الديون المتخلدة في ذمتها قبل انطلاق الموسم الرياضي

3. احترام النظام الأساسي والنظام الداخلي و مختلف النصوص الرياضية للجامعة والقرارات الصادرة عن

المكتب الجامعي ومختلف هياكل الجامعة و لجانها

4 .المشاركة في المسابقات والأنشطة الرياضية المنظمة حصريا من قبل الجامعة و الحصول على ترخيص

مسبق من الجامعة في صورة اعتزام المشاركة في تظاهرات تمارس فيها لعبة كرة اليد و تكون منظمة من طرف جهة اجنبية عن الجامعة.

5 اللجوء إلى هيئة التحكيم الرياضي المختصة لدى الاتحاد الافريقي لكرة اليد بوصفها اعلى هيئة قضائية رياضية، لحسم كل نزاع رياضي تكون طرفا فيه و الاذعان الى قراراتها و تطبيقها، وذلك بعد استنفاد وسائل الطعن المخول اتباعها على درجتين لدى هياكل التقاضي الجامعية المختصة ابتدائيا واستئنافيا المنصوص عليها بالنظام الأساسي وبالنظام الداخلي للجامعة كما تلتزم باحترام قرارات الهيئات التحكيمية المختصة للاتحاد الافريقي لكرة اليد و تنفيذها عملا بمبادئ حسن النية و الروح الرياضية.

6 إعلام الجامعة بكل تنقيح لنظامها ولترتيبها ولتركيبها هيئتها المديرية ولقائمة الرسميين أو الأشخاص المؤهلين بامضائهم للتعاقد القانوني تجاه الغير وبكل التغييرات التي تطرأ على مقرها الرئيسي، كما يشمل هذا الإعلام كل الفروع والأقسام والمنظمات المتفرعة عن الجمعية.

7 التقيد بالقيم النبيلة للرياضة وبالأخلاق الحميدة وبمبادئ الروح الرياضية وبالميثاق الأولمبي و مقاومة مظاهر العنف و تعاطي المنشطات داخل القاعات و الفضاءات الرياضية

8 مسك عنوان بريد الكتروني رسمي و اشعار الجامعة التونسية لكرة اليد به توصلا الى استعماله كمرجع يعتد به في نطاق ارسال و استقبال جميع المكاتبات و وثائق العمل و ملفات الطعون و القرارات و الاعلامات و بصفة عامة جميع الاعمال و الوثائق المتبادلة في نطاق تنفيذ و سريان العلاقة الرياضية التي تربط الجمعية الرياضية بالجامعة و مختلف هياكلها

الفصل 12 :

يمكن سحب صفة العضوية او تعليقها عن احدى الجمعيات الرياضية بصفة مؤقتة او نهائية من طرف الجامعة التونسية لكرة اليد بواسطة اجراء تتبع تأديبي يتم اثارته من طرف المكتب الجامعي في صورة عدم احترام مقتضيات الفصل 11 من هذا القانون الأساسي كما يمكن للمكتب الجامعي ممارسة نفس ذلك الاجراء ضد

احد منخرطيه او منظوريه في صورة ارتكاب هذا الأخير لخطا فادح متى تعلق ذلك بخرق واضح لقواعد القانون الأساسي و النصوص القانونية للجامعة. في هذه الحالة، تتعهد اللجنة المركزية للتأديب بالجامعة التونسية لكرة اليد بالملف، بموجب تفويض و إحالة من المكتب الجامعي، و تتولى اللجنة التحقيق في ملابسات الملف في كنف احترام مبدأ المواجهة و حقوق الدفاع و في صورة اتخاذ قرار بقضي بسحب عضوية الطرف المخالف او تعليقها بصفة نهائية او مؤقتة فان القرار الابتدائي الدرجة متى تم اتخاذه يجب ان يكون معللا طبقا لما يقتضيه القانون.

الفصل 13 :

فقرة 1 : تفقد او تعلق العضوية بصفة نهائية او مؤقتة من طرف :

1. الجمعية التي لم تسدد معلوم الانخراط السنوي بعد التنبيه عليها كتابيا وفقا للتراتب العامة و القانون الداخلي للجامعة.

2 . الجمعية التي لا تدعن للقرارات النهائية و الباتة الصادرة عن هياكل التقاضي بالجامعة او لقرارات الهيئة التحكيمية المختصة للاتحاد الافريقي لكرة اليد متى تعهدت كدرجة عليا في نطاق طعن من درجة الثالثة بالبت في النزاعات و الطعون الرياضية المعروضة عليها

3 . الجمعية التي تتخلف عن دفع المعاليم و المصاريف القانونية و الخطايا المستوجب دفعها للجامعة او للهياكل الرياضية الاقليمية او القارية او الدولية بمناسبة المشاركة او العدول عن المشاركة في مسابقة رياضية تنظمها احدى الهياكل المذكورة او الجمعية التي لا تتخلف عن تسوية الديون و المستحقات التعاقدية المترتبة في ذمتها بموجب احكام باتة. في هذه الحالة، يمكن التصريح بفقدان العضوية بعد التنبيه الكتابي للجمعية بوجود تسديد ما عليها وانقضاء اجل شهرين كاملين دون تسوية وضعيتها

4 الجمعية التي تستمر في النشاط الرياضي بهيئة مديرة ذات تركيبة مستوفاة او غير شرعية و صدر في شأنها قرار قضائي يعاين او يصرح بحالة عدم الشرعية المذكورة

5 الجمعية التي صدر في شأنها قرار بالتجميد او الحرمان من النشاط النهائي او المؤقت من الهياكل التأديبية للجامعة تبعا لخطأ جسيم و يجب ان يكون القرار المذكور معللا ولا يتخذ إلا بعد دعوة الجمعية المعنية والاستماع إليها من طرف المكتب الجامعي بعد تمكينها من اعداد وسائل الدفاع و حق المواجهة طبقا لما يقتضيه القانون و يتم اتخاذ القرار من طرف المكتب الجامعي طبقا للإجراءات الواردة صلب نصوصها الرياضية و الداخلية.

فقرة 2 : لا يمكن لمسيرى و أعضاء الهيئة المديرية للجمعية التي تفقد عضويتها طبقا لاحدى حالات الفقرة 1 من هذا الفصل ، الانخراط لدى جمعية أخرى منصوبة تحت لواء الجامعة او تأسيس جمعية جديدة كما يحرمون من ممارسة جميع الحقوق الفردية المنصوص عليها صلب هذا القانون الأساسي كحق الترشح الانتخابي او ممارسة حق الانتخاب و ذلك طيلة فترة عام كامل من تاريخ فقدان الجمعية التي كان ينتمي إليها لعضويتها المذكورة

الفصل 14 :

فقرة 1 : تتمتع الجمعيات الأعضاء بالحقوق التالية :

1. الاستدعاء لحضور أعمال الجلسة العامة في الآجال لمناقشة المواضيع المدرجة بجدول الأعمال وممارسة حق التصويت كممارسة حق التصويت في الجلسات العامة و حق الاقتراع في انتخابات اعضاء المكتب الجامعي و اعضاء مكاتب الرباطات.
2. تقديم الاقتراحات المتعلقة بالنقاط موضوع جدول أعمال الجلسة العامة.
3. إعلامها بأنشطة الجامعة التونسية لرياضة لكرة اليد بواسطة نشرية رسمية تصدر بصفة دورية و يتم ارسالها لها على عناوينها الالكترونية او البريدية
4. المشاركة في المسابقات والأنشطة الرياضية المنظمة من قبل الجامعة.
5. ممارسة بقية الحقوق المترتبة عن النظامين الأساسي أو الداخلي.

فقرة 2 : لا يمكن للجمعيات المنخرطة لدى الجامعة خلال السنة الرياضية الأخيرة التي تسبق سنة اجراء

انتخابات المكتب الجامعي و مكاتب الرابطات المشاركة في الجلسات الانتخابية المذكورة و ممارسة حق التصويت

غير انه يمكن لها الحضور و المشاركة في تلك الجلسات بصفة عضو ملاحظ

العنوان الثالث : الهياكل الجامعية

الفصل 15 : تضم الجامعة الهياكل التالية :

- الجلسة العامة.
- المكتب الجامعي.
- الهيئة التنفيذية
- المجلس الفيدرالي
- المجلس الفني الاستشاري
- الرابطات
- اللجان الجامعية.
- الادارة الوطنية للتحكيم
- الادارة الوطنية الفنية
- الكتابة العامة
- هياكل التقاضي صاحبة اختصاص ابتدائي الدرجة
- اللجنة العليا للانتخابات
- اللجنة الوطنية للاستئناف

الباب الأول: الجلسة العامة

الفصل 16:

1 . الجلسة العامة هي الهيكل التشريعي و الرقابي للجامعة التونسية لكرة اليد

2 . تنقسم الجلسات العامة التي تعقدها الجامعة إلى :

أ. جلسات عامة عادية تكون تقييمية أو انتخابية

ب. جلسات عامة خارقة للعادة.

وتضبط مواعيد انعقادها وأماكنها وجداول أعمالها بالتنسيق مع اللجنة الوطنية الأولمبية التونسية والوزارة المكلفة

بالرياضة.

الفصل 17 : تشارك بصفة عضو فاعل في اشغال و مداولات الجلسة العامة الجمعيات المنخرطة بصفة قانونية

لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و التي تحافظ على عضويتها، بحساب ممثل واحد عن كل جمعية طبقا

لمقتضيات القانون الاساسي و احكام القانون الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

و تضم الجلسة العامة أعضاء المكتب الجامعي المباشر الذين يشاركون في الجلسة دون امكانية التصويت و

ممارسة حق الاقتراع.

كما تضم الجلسة العامة الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد، رئيس الادارة الوطنية للتحكيم و رئيس اللجنة

الوطنية للاستئناف الذين يشاركون في الجلسة بصفة ملاحظ.

ولا يمكن للجمعية المجمدة أو التي فقدت صفة العضوية أو التي لم تكمل الموسم الرياضي او التي تعرضت الى

عقوبة نهائية من اجل الاخلال بالميثاق الرياضي في السنة الاخيرة قبل موعد انعقاد الجلسة العامة من المشاركة

في أشغالها او ممارسة الحقوق التي تخولها الجلسات العامة.

كما لا يمكن للجمعية التي تتخلف عن المشاركة في جلستين عامتين عاديتين متتاليتين خلال مدة نيابية واحدة،

المشاركة في الجلسة العامة الانتخابية المصادفة لنهاية المدة النيابية المذكورة

و تشارك الجمعيات المنخرطة في أشغال الجلسة العامة بواسطة ممثل واحد عنها يكون وجوبا رئيسا للجمعية أو نائبا أولا للرئيس أو كاتباً عاماً أو رئيس فرع الاختصاص.

و في صورة مشاركة ممثل عن الجمعية من بين المشار اليهم اعلاه دون ان يكون رئيس الجمعية ، فانه يتعين على الممثل المذكور بأن يدلي بتفويض قانوني ممضى من قبل رئيس الجمعية وحامل لختمها.

تنظم مقتضيات القانون الداخلي للجامعة التونسية شروط و اليات مشاركة الاعضاء بالجلسة العامة و كيفية اجراء المداولات و التصويت في نطاق اشغال الجلسات العامة.

الفصل 18 :

1 . يخول للجلسة العامة البت في المسائل المعروضة على انظارها و المصادقة على اللوائح و المشاريع المقترحة متى توفر نصاب حضور ادنى في حدود نصف الأعضاء المنخرطين المخول لهم قانونا المشاركة في فعاليتها و في صورة عدم توفر النصاب المذكور فان الجلسة تنعقد بعد ساعة واحدة مهما كان عدد الحاضرين من الأندية المنخرطة و لا تكون المصادقة قانونية الا بتصويت من ثلثي (3/2) على الأقل من الجمعيات المشاركة بالجلسة العامة

2 . يتعين على كل جمعية منخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة تقديم اللوائح و مقترحات مشاريع القوانين المزمع عرضها على الجلسة العامة و ذلك في اجل لا يتجاوز شهرين على الأقصى قبل انعقاد الجلسة العامة و يتم إيداع اللوائح او المقترحات بكتابة الجامعة التونسية لكرة اليد بكل الوسائل التي تترك اثرا كتابيا و لا يمكن ادراج تلك المقترحات بجدول اعمال الجلسة العامة في صورة عدم احترام الاجل المذكور

3 . استثناء للقاعدة المنصوص عليها بالفقرة المتقدمة و في المسائل التي لا تتعلق بتنقيح القانون الأساسي للجامعة، يمكن لرئيس الجلسة العامة بمبادرة منه تبني لائحة او مقترح صادر عن احدى الجمعيات الأعضاء خارج الاجل القانوني متى صدر طلب عن ثلثي (3/2) الجمعيات الحاضرة بالجلسة العامة و يتم في هذه الحالة ادراج المسألة المذكورة ضمن جدول اعمال الجلسة العامة و عرضها للمناقشة و التصويت طبقا للقانون

4 . يمكن لرئيس الجلسة بموجب سلطة استثنائية و دون التقيد باي اجل محدد ، تقديم لوائح و مشاريع تنقيح قوانين تأسيسية و داخلية و رياضية في حق الجامعة التونسية لكرة اليد و مختلف هياكلها بالجلسة العامة و ادراجها للمناقشة و التصويت

5 لاعتبارات عملية ، يخول للجلسة العامة بموجب عملية تفويض، تكليف المكتب الجامعي او المجلس الفيدرالي بالنظر و البت في جميع المسائل التي لها علاقة مباشرة بحسن سير الدوايب الرياضية للجامعة التونسية لكرة اليد.

القسم الثاني : الجلسة العامة العادية

الفصل 19 : تلتئم الجلسة العامة العادية بدعوة من المكتب الجامعي توجه إلى الجمعيات المنخرطة قبل خمسة عشر يوما على الأقل من تاريخ انعقادها وتنشر بواسطة الصحافة الوطنية وتتضمن الدعوة وجوبا جدول الأعمال.

الفصل 20 : تتولى الجلسة العامة العادية تحديد السياسة العامة للجامعة وتوجيهها ومراقبتها، كما تصادق على مشاريع النظام الداخلي للجامعة وقوانينها العامة و جميع نصوصها الترتيبية و الرياضية.

الفرع الأول : الجلسة العامة التقييمية

الفصل 21 : تلتئم الجلسة العامة التقييمية مرة كل سنة عدى السنة التي تعقد فيها الجلسة العامة الإنتخابية وذلك للتداول في:

- التقرير الأدبي للجامعة و مناقشته والمصادقة عليه.
- التقرير المالي ومناقشته والمصادقة عليه بعد تلاوة تقرير مراقب الحسابات.

كما يمكن للجامعة أن تدرج في جدول الأعمال النقاط التالية:

- تنقيح النظام الداخلي والقوانين العامة للجامعة

- المصادقة على قبول عضوية جمعية جديدة طبقاً لأحكام الفصل 10 من هذا النظام الأساسي.
- الترخيص في مباشرة العمليات المالية و العقارية ذات الانعكاسات الهامة و المباشرة على الذمة المالية للجامعة.

- تعيين رئيس لجنة التدقيق الداخلي او تغييره طبقاً لما يقتضيه القانون

الفصل 22: لا تكون أشغال الجلسة العامة التقييمية قانونية إلا بحضور نصف الجمعيات المنخرطة لدى الجامعة على الأقل و المخول لها قانوناً المشاركة في الجلسة العامة.

وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني في الوقت المُحدّد لانطلاق الجلسة، تنعقد جلسة عامة ثانية في نفس اليوم مهما كان عدد الحاضرين بعد انقضاء ساعة على الأقل عن موعد الجلسة الأولى وتكون مداولاتها قانونية مهما كان عدد الأعضاء الحاضرين

الفرع الثاني: الجلسة العامة الانتخابية

الفصل 23 : تعقد الجلسة العامة الانتخابية لانتخاب اعضاء المكتب الجامعي وجوبا مرة كل أربع سنوات، بدعوة من المكتب الجامعي في الاجل القانوني بعد اشعار الاتحاد الافريقي لكرة اليد و الوزارة المكلفة بالرياضة و يتعين عقدها وجوبا في اجل اقصاه ثلاثة (3) اشهر من تاريخ انعقاد الالعاب الاولمبية الصيفية التي تصادف السنة الاخيرة لنهاية المدة النيابية للمكتب الجامعي المباشر و على ان لا تتجاوز نهاية السنة المدنية المذكورة بصفة استثنائية يمكن للمكتب الجامعي الدعوة الى عقد الجلسة العامة الانتخابية قبل الاجل الاقصى المذكور بالفقرة المتقدمة و قبل ثلاثة اشهر من تاريخ موعد بداية انعقاد الالعاب الاولمبية الصيفية و تعتبر مدة نشاط المكتب الجامعي المقضاة في هذه الحالة مدة نيابية كاملة حتى في صورة عدم اكتمال فترة اربعة سنوات كاملة.

الفصل 24 : فقرة 1 : تعقد الجلسة العامة الانتخابية للمكتب الجامعي تحت إشراف لجنة عليا للانتخابات

تتراسها شخصية منتخبة مشهود لها من طرف الجلسة العامة بالحياد و التجربة في المجالين القانوني و الرياضي .
يتم انتخاب رئيس اللجنة العليا للانتخابات لمدة نيابية مدتها أربعة (4) سنوات من طرف الجلسة العامة العادية التي تسبق مباشرة الجلسة العامة الانتخابية للمكتب الجامعي المزمع عقدها . تضم اللجنة في تركيبها عضوين اثنين من رجال القانون المباشرين لمهنة قانونية و تفوض الجلسة العامة بمقتضى احكام هذا الفصل رئيس اللجنة العليا للانتخابات مهمة اختيار العضوين المرشحين للانضمام لعضوية اللجنة بناء بكل حرية و بعيدا عن أي تدخل او ضغوطات و يتم ذلك الاختيار بناء على مطالب كتابية مرفوقة بنماذج سيرة ذاتية للمرشحين يتم ايداعها جميعا باسم رئيس اللجنة لدى الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد و يتولى رئيس اللجنة العليا للانتخابات تعيين احد المرشحين في خطة نائب رئيس كما يمكن لرئيس اللجنة اختيار عضو ثالث يكون مؤهلا لتعويض احد العضوين في صورة حصول شغور في خطة عضوية اللجنة .

في صورة نشوب أي حادث طارئ او قوة قاهرة من شأنها منع رئيس اللجنة من القيام بمهامه، فان نائب رئيس اللجنة يتولى الاضطلاع بمهام رئاسة اللجنة و يساعد الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد اللجنة في أداء مهامها و توفير جميع الظروف لفائدتها في تنظيم العملية الانتخابية
تعهد لهذه اللجنة مهمة الإشراف على كافة مراحل الجلسة العامة الانتخابية طبقا للآليات الواردة بالنظامين الأساسي و الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد .

فقرة 2 : تتمثل صلاحيات و مهام اللجنة المستقلة بالأساس في :

- قبول ايداع ملفات الترشيحات على القوائم و اجراء رقابة على مكوناتها و التثبت من مدى مطابقتها للشروط المطلوبة

- مباشرة جميع الاعمال الاستقرائية و امكانية طلب توضيحات من رؤساء القوائم المترشحة في اطار التثبت من محتوى ملفات الترشيحات و في خصوص بعض الشروط المتعلقة بصحة قبول القائمة و ذلك قبل البت في مدى شرعية استيفاء القائمة من عدمها للشروط القانونية المطلوبة

- النظر في المنازعات الكتابية في خصوص مدى شرعية استيفاء قائمة للشروط القانونية و ذلك بطلب من اي رئيس قائمة منافسة كالنظر كتابيا في المنازعات المتعلقة بأهلية او شرعية مشاركة جمعية او الهيئة التي تمثلها في عملية الاقتراع
- التصريح بالقوائم المقبولة و المرفوضة و اصدار قرار ابتدائي الدرجة في قبول قائمة او عدم قبول قائمة على ضوء الشروط النافذة و الاعلام به طبقا للقانون
- مراقبة سير العملية الانتخابية بجميع مراحلها و تعيين ممثلين عن اللجنة صلب مكاتب التصويت
- تدوين جميع ما قد يتخلل العملية الانتخابية من خروقات صلب محضر رسمي
- الاعلان عن نتائج الاقتراع و التصريح بالقائمة الفائزة و اشهار النتائج صلب احدى الصحف اليومية او على الموقع الالكتروني للجامعة

الفصل 25 : فقرة 1 : يتعين على كل رئيس قائمة مترشحة لانتخابات المكتب الجامعي ان يقدم كتابيا ملف قائمته وفق صيغ و اجراءات الفصل 41 و ما بعده من هذا القانون الاساسي و يكون الملف مرفوقا بكشف في مكونات ملف و نظير من الملف المودع و يرفع الملف لرئيس اللجنة العليا للانتخابات مقابل ختم ايداع يسلم له من طرف الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد و يتم تضمين الختم في الكشف و نظير الملف و يتم التنصيب فيهما على تاريخ التقديم و العدد الرتبي للقائمة و يجب ان تتم عملية تقديم القائمة في اجل اقصاه خمسة عشر يوم (15) قبل انعقاد الجلسة الانتخابية و يعتبر اجراء تقديم الملف المقدم بعد انقضاء الاجل المذكور و على خلاف الصيغ و الشروط القانونية باطلا و لا عمل عليه.

تكون القائمة مقبولة متى استوفت الشروط القانونية المنصوص عليها صلب مقتضيات هذا القانون الاساسي و تكون سلطة اللجنة العليا للانتخابات مقيدة بوجوب اصدار قرار في رفض قبول ملف ترشح القائمة في صورة عدم استيفائها لأي شرط من الشروط المنصوص عليها صلب احكام هذا القانون الاساسي دون امكانية تلافي اي نقص او خطأ من المترشحين بعد انقضاء الآجال القانونية.

فقرة 2 : تصدر اللجنة الانتخابية قراراتها وفق اختصاص ابتدائي الدرجة في قبول او رفض قبول قائمة مترشحة لاستيفاء او عدم استيفاء الشروط القانونية و يتم اعلام القوائم المترشحة بتلك القرارات على عناوينها الالكترونية او البريدية المصرح بها و تكون جميع تلك القرارات قابلة للطعن بالاستئناف ممن له الصفة و المصلحة من القوائم المترشحة دون غيرها في اجل أقصاه ثلاثة (3) أيام من تاريخ الاعلام بها و ذلك امام اللجنة الوطنية للاستئناف طبقا للقانون. تكون جميع القرارات الصادرة في المادة الانتخابية عن اللجنة الوطنية للاستئناف قابلة للطعن امام لجنة التحكيم المختصة للاتحاد الافريقي لكرة اليد طبقا لمجلة النظام القانوني للاتحاد الافريقي لكرة اليد.

في نطاق العملية الانتخابية، تكون جميع الطعون و المنازعات المرفوعة لدى اللجنة العليا للانتخابات و لدى اللجنة الوطنية للاستئناف معفية من خلاص أي معالم مالية في مادة التقاضي و الطعون

فقرة 3 : يكون التصويت يوم الجلسة الانتخابية سريا في خلوة مُعدّة للغرض وباستعمال صناديق اقتراع شّفاقة ، تحت إدارة اللجنة العليا للانتخابات و يمكن لكل قائمة مترشّحة أن تكون مُمثّلة بواسطة ملاحظين خلال عملية التصويت على أن ينحصر التمثيل في شخصين لا غير عن كل قائمة يكونان وجوبا من أعضائها المترشحين. يتعيّن على كل جمعية ناخبة اختيار قائمة واحدة لا أكثر من ضمن القوائم المترشّحة و تُعتبر مُلغاة كل بطاقة تصويت لا تحترم هذه الشروط.

إثر الانتهاء من عملية التصويت تتولّى اللجنة الانتخابية فرز الأصوات والتداول حول مشروعية بطاقات التصويت والإعلان عن النتائج. وتُضمّن اللجنة جميع أعمالها بمحضر مُمضى من جميع أعضائها. ويتم إيداع هذا المحضر بالكتابة العامة للجامعة التونسية لكرة اليد مع توجيه نسخة منه للاتحاد الدولي لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد و للجنة الوطنية الاولمبية التونسية و للوزارة المكلفة بالرياضة.

ويمكن لكل قائمة مترشّحة أن تكون مُمثّلة بواسطة ملاحظين خلال عملية الفرز على أن ينحصر التمثيل في شخصين لا غير عن كل قائمة يكونان وجوبا من بين أعضائها المترشحين.

فقرة 4 : يمكن الطعن في نتائج العملية الانتخابية ممن له المصلحة في ذلك من بين القوائم الانتخابية المترشحة و المشاركة في الانتخابات و يتم رفع الطعن وجوبا بوسيلة الاستئناف في اجل لا يتجاوز ثلاثة (3) أيام من تاريخ اشهار نتائج الانتخابات او الاعلام بها و ذلك لدى اللجنة الوطنية للاستئناف طبقا للقانون. تكون جميع القرارات الصادرة عن اللجنة الوطنية للاستئناف قابلة للطعن في مرحلة لاحقة امام انظار لجنة التحكيم الرياضي للاتحاد الافريقي لكرة اليد وفقا لاجال و إجراءات الطعن المنصوص عليها بمجلة النظام القانوني للاتحاد الافريقي لكرة اليد

الفصل 26 : تتولى الجلسة العامة الانتخابية:

1. الاطلاع على التقرير الأدبي المعروض من قبل المكتب الجامعي والمصادقة عليه.
 2. الاطلاع على التقرير المالي المعروض من قبل المكتب الجامعي وعلى تقرير مراقب الحسابات بشأنه والمصادقة عليه.
 3. تعيين مراقب للحسابات للفترة النيابية المقبلة، ويكون وجوبا من بين المراقبين المسجلين بهيئة الخبراء المحاسبين للبلاد التونسية وذلك حسب التشريع الجاري به العمل.
 4. تعيين رئيس لجنة التدقيق الداخلي
 5. انتخاب أعضاء المكتب الجامعي للفترة النيابية الجديدة.
- ويمكن أن يتضمن جدول الأعمال في حالة الضرورة إحدى المسائل التي تدرج ضمن مشمولات الجلسة العامة التقييمية.

الفصل 27: لا تكون أشغال الجلسة العامة الانتخابية قانونية إلا على الاقل بحضور نصف الجمعيات المنخرطة و المخول لها قانونا المشاركة في الجلسة العامة و يتعين على الجامعة العمل على توفير جميع الظروف التنظيمية الملائمة و اتخاذ جميع الترتيبات الضرورية لضمان حضور الجمعيات المنخرطة بالجلسة العامة بما يضمن انعقادها بصفة طبيعية.

وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني في الوقت المُحدّد لانطلاق الجلسة ، تنعقد جلسة عامة ثانية في نفس اليوم مهما كان عدد الحاضرين بعد انقضاء ساعة على الأقل عن موعد الجلسة الأولى وتكون اعمالها و مداولاتها قانونية مهما كان عدد الأعضاء الحاضرين

وينتخب أعضاء المكتب الجامعي من طرف الجمعيات وجوبا بالاقتراع السري طبقا لأحكام القانون الاساسي و القانون الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 28: في صورة عدم ورود أي ترشّح في الآجال المحددة أو عدم استيفاء جميع القوائم المترشّحة لشروط الترشّح بشكل تتعذر معه اجراء الانتخابات لغياب قائمة مقبولة على الاقل مؤهلة لخوض الانتخابات، تقع الدعوة إلى جلسة عامة انتخابية أخرى بعد شهر على الأقل وثلاثة اشهر على الأكثر بنفس الصيغ المحددة أعلاه.

وفي صورة تواصل غياب الترشّحات يقع إعادة تطبيق الإجراء المنصوص عليه بالفقرة المُتقدّمة إلى أن يتم تقديم ترشّحات. وفي الأثناء يواصل المكتب الجامعي المنتهية مدته تصريف شؤون الجامعة إلى حين انتخاب مكتب جامعي جديد.

الفصل 29: الجلسة العامة الفيدرالية لانتخاب مكاتب الرابطات الوطنية و الجهوية :

فقرة 1 : تجرى انتخابات مكاتب الرابطات الوطنية و الجهوية لكرة اليد في اطار جلسة عامة فيدرالية للأندية يتم عقدها لاحقا للجلسة العامة الانتخابية للمكتب الجامعي و ذلك في اجل لا يتجاوز 40 يوم من تاريخ انعقاد الجلسة المذكورة و تخضع عملية تقديم الترشحات و اجراء انتخابات مكاتب الرابطات الى الشروط و الاليات الواردة بالنظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد

فقرة 2 : يتم تقديم الترشحات الفردية لعضوية مكاتب الترشحات و فق نظام الاقتراع على الافراد بمجرد ادراج الاشهار في فتح باب الترشحات و تحديد موعد و مكان انعقاد الجلسة العامة الفيدرالية و يتم توجيه جميع

الترشحات بواسطة البريد او بواسطة الايداع المباشر لفائدة الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد و يكون الاجل الاقصى لتقديم الترشحات خمسة عشر (15) ايام قبل الموعد المحدد لاجراء الانتخابات.

فقرة 3 : تشرف على حسن سير الانتخابات و رقابة اعمالها اللجنة العليا للانتخابات المنصوص عليها باحكام الفصل 24 من هذا القانون الاساسي

تختص اللجنة العليا للانتخابات بالنظر في الطعون التي يتم رفعها من كل من له مصلحة ضد قرار قبول او عدم قبول ملف ترشح طبقا للاجراءات بالنظام الداخلي

فقرة 4 : تتولى اللجنة في اطار صلاحياتها المنصوص عليها صلب النظام الداخلي بالاشراف على عمليات فرز الاصوات و التصريح بالنتائج طبقا لنفس احكام النظام الداخلي

فقرة 5 : يمنع على كل مترشح صلب قائمة لانتخابات عضوية المكتب الجامعي خلال فترة نيابية إعادة الترشح لخوض انتخابات مكاتب الرابطات الوطنية او الجهوية المتعلقة بنفس المدة النيابية

القسم الثالث : الجلسة العامة الخارقة للعادة

الفصل 30 : يمكن أن تعقد جلسة عامة خارقة للعادة بطلب من المكتب الجامعي أو بطلب كتابي موجه إليه من قبل ثلثي (2/3) الجمعيات المنخرطة بصفة قانونية لغرض المداولة في المسائل التالية:

1. تنقيح النظام الأساسي للجامعة.
2. سحب الثقة من المكتب الجامعي والدعوة إلى جلسة عامة انتخابية سابقة لأوانها.
3. حل الجامعة أو دمجها مع جامعات أخرى.
4. تغيير مقر الجامعة و نقله خارج الحدود الترابية للولاية التابع لها
5. كل المسائل التي تكتسي طابعا هاما ولها ارتباط بحسن سير دواليب رياضة كرة اليد وهياكلها بشرط تبنيتها من رئيس الجلسة العامة الخارقة للعادة وفق سلطته التقديرية .

وتكون المطالب الكتابية الموجهة من قبل الجمعيات الرياضية ممضاة وجوبا من قبل رئيس الجمعية دون سواء وحاملة لختمها مع بيان تاريخها.

وتعقد الجلسة العامة الخارقة للعادة بدعوة من المكتب الجامعي، توجه إلى الجمعيات المنخرطة قبل خمسة عشر يوما على الأقل من تاريخ انعقادها وتنشر بواسطة الصحافة الوطنية وتتضمن الدعوة وجوبا جدول الأعمال.

الفصل 31 : لا تكون أشغال الجلسة العامة الخارقة للعادة قانونية إلا بحضور نصف (1/2) الجمعيات المنخرطة و المخول لها قانونا المشاركة على الأقل و تكون ممثلة في شخص رئيسها أو نائب الرئيس أو الكاتب العام أو رئيس فرع الاختصاص.

ويجب أن يدلي ممثل الجمعية بتفويض قانوني ممضى من قبل رئيس الجمعية وحامل لختمها. وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني في الوقت المُحدّد لانطلاق الجلسة ، تنعقد جلسة عامة خارقة للعادة ثانية في نفس اليوم مهما كان عدد الحاضرين بعد انقضاء ساعة على الأقل عن موعد الجلسة الأولى. وفي كل الحالات لا تتخذ القرارات إلا بأغلبية ثلثي (2/3) أصوات الجمعيات المنخرطة الحاضرة و يتم التصويت برفع الأيدي.

القسم الرابع : الجلسة العامة الانتخابية الإستثنائية

الفصل 32 : تتم الدعوة لجلسة عامة انتخابية استثنائية سابقة لأوانها في أي وقت من المدة النيابية في إحدى الصورتين التاليتين:

– عند مصادقة الجلسة العامة الخارقة للعادة على سحب الثقة من المكتب الجامعي طبقا لأحكام الفصل 23 من هذا النظام الأساسي.

– عند حصول شغور في تركيبة المكتب الجامعي فاق نصف (1\2) الأعضاء

و في هذه الحالة يتولى بقية أعضاء المكتب الجامعي تسيير الشؤون العادية للجامعة والدعوة لجلسة عامة

انتخابية تعقد في أجل أقصاه شهرين من حصول الشغور.

وتتولى هذه الجلسة بصفة وجوبية المصادقة على التقرير المالي والأدبي لفترة تسيير المكتب الجامعي المتخلي.

ويستكمل المكتب الجامعي الجديد المنتخب مما تبقى من الفترة النيابية للمكتب المنحل على ان لا تتجاوز

فترة ثلاثة (3) اشهر من تاريخ نهاية الألعاب الاولمبية القادمة.

الباب الثاني : المكتب الجامعي

القسم الأول: المهام والصلاحيات

الفصل 33 : المكتب الجامعي هو الهيكل التنفيذي الموكل له السهر على تسيير الجامعة وإدارة شؤون رياضة

لكرة اليد وتطويرها وتنميتها ونشرها بالبلاد التونسية.

ومن مسمولاته بالخصوص :

1. إدارة الجامعة وتسيير شؤونها وتنفيذ برامجها وهو الوحيد المخول له الاتصال والتعامل مع الهيئات

الدولية

و الهياكل القارية و الإقليمية والجامعات الأجنبية المختصة.

2. السهر على احترام مبادئ الميثاق الأولمبي والقوانين الرياضية الدولية و القارية.

3. السهر على التصدي لكافة مظاهر العنف و التمييز و الغش الرياضي و تعاطي المنشطات و المواد

المحظورة في إطار الصلاحيات المخولة له.

4. ضبط التقارير المحاسبية والمالية قبل عرضها على الجلسة العامة للمصادقة.

5. ضبط برامج لتنمية الموارد المالية للجامعة وتنفيذها وإحكام التصرف فيها.

6. ضبط برامج لتنمية الاختصاص وتكوين الرياضيين الشبان و المسيرين والحكام والمدربين والرسميين،

وتأهيلهم وتحسين مستواهم فنيا وإداريا وعلميا.

7. إعداد رزنامة عامة للمباريات والمنافسات.
8. إعداد المنتخبات الوطنية وإدارة شؤونها وتمكينها من الإحاطة الطبية في مختلف الأصناف.
9. تعيين المدربين والمستشارين الفنيين الوطنيين والجهويين.
10. مراقبة نشاط الرابطات وتصرفها الفني والإداري والمالي.
11. المساهمة في تنفيذ برامج الوقاية من تعاطي المنشطات بالتنسيق مع الهيئات واللجان الوطنية ذات الاختصاص.
12. وبصفة عامة بيت المكتب الجامعي في كل المسائل التي لا تعود بالنظر إلى الجلسة العامة ويمكنه تفويض جانب من صلاحياته إلى رابطات وطنية وجهوية وإلى لجان جامعية و كل هيئة تنفيذية، يتولى إحداثها وتحديد عددها ومهامها.

الفصل 34 : يتولى المكتب الجامعي في انطلاق مدته النيابية وفي أجل لا يتعدى 3 أشهر إعداد عقود برامج وأهداف تضبط تحضيرات المنتخبات وتطوير رياضة لكرة اليد على امتداد أربع سنوات بالتنسيق مع الإدارة الفنية الوطنية. وبعد إعلام اللجنة الوطنية الأولمبية التونسية يعرض هذا البرنامج للمناقشة مع ما يتطلبه من موارد مالية وبشرية على الوزارة المكلفة بالرياضة للمساهمة في إنجاحه وتمويله.

كما يقوم المكتب الجامعي بالتنسيق مع الإدارة الفنية بإبرام عقود برامج مع الجمعيات الرياضية المستهدفة في الاختصاص الذي تشرف عليه الجامعة وتضبط تلك العقود برنامج العمل والأهداف المرتقبة.

الفصل 35: يجتمع المكتب الجامعي بصفة دورية بدعوة من رئيسه او بدعوة مجتمعة من الثلثين (2\3) على الأقل من اعضاء المكتب الجامعي، ويضبط النظام الداخلي لجامعة لكرة اليد صيغ وإجراءات وطرق سير انعقاده.

تكون اعمال و مداولات المكتب الجامعي نافذة و تكتسي قراراته صبغة رسمية و قانونية متى توفر نصاب ادنى في حدود نصف (1/2) من اعضاءه من المباشرين.

لاعتبارات عملية او في حالات استثنائية مرتبطة بصور قوة القاهرة، يخول لكل عضو جامعي يقطن في دائرة شعاع تتجاوز سبعون (70) كيلومتر عن مقر الجامعة التونسية لكرة اليد ان يشارك في اجتماعات المكتب الجامعي عن بعد بواسطة تقنية الفيديو المصور و تعتبر مشاركته في اجتماعات و مداولات المكتب الجامعي قانونية و يتم الاعتراف بها في نطاق احتساب قواعد النصاب القانوني.

كما يخول في حالات الضرورة القصوى متى تعلقت بوجوب النظر و البت في مسائل رياضية هامة ان يتداول المكتب الجامعي في جميع تلك المسائل بواسطة البريد الالكتروني يكون عمل أعضاء المكتب الجامعي وأعضاء الرابطات واللجان الجامعية و الهيئة التنفيذية مجاني. ولهم الحق في استرجاع المصاريف المبذولة في إطار أنشطة الجامعة فقط.

الفصل 36 : يمارس المكتب الجامعي جميع الصلاحيات التنفيذية و الترتيبية الموكولة له طبقا لأحكام هذا القانون الاساسي و الترتيب العامة و النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد و يكون مختصا بالنظر و التعهد و البت في جميع المسائل الرياضية الغير المنصوص عليها صراحة صلب مختلف النصوص المذكورة و بصفة عامة في جميع المسائل المسكوت عنها من طرف النصوص و له التعهد بها و البت فيها وفق سلطته التقديرية كما يمكن للمكتب الجامعي اتخاذ قرارات ترتيبية لحسن تسيير النشاط الرياضي و كذلك متى كان ذلك ضروريا لملائمة نصوص الجامعة القانونية مع قواعد الاتحاد الدولي و الاتحاد الافريقي لكرة اليد و تعديلاتها يمكن للمكتب الجامعي وضع منظومة تسيير وحوكمة حسب متطلبات المرحلة وأهداف وإمكانيات الجامعة ، على أن لا يتعارض ذلك مع التشايع والترتيب الجاري بها العمل ومع أحكام هذا القانون الأساسي

القسم 2 : تركيبة المكتب الجامعي

الفصل 37 : يتركب المكتب الجامعي من ستة عشر (16) عضوا من بينهم امرأتين على اقل تقدير يقع

انتخابهم من قبل الجلسة العامة.

كما يمكن للمكتب الجامعي أن يضم في تركيبته بصفة عضو ملاحظ كل من رئيس الإدارة الوطنية للتحكيم،

رئيس اللجنة الوطنية للاستئناف ورؤساء الرابطات الوطنية و الجهوية لكرة اليد ، علاوة على الكاتب العام القار

والمدير الفني الوطني للجامعة و المدير التنفيذي للجامعة.

الفصل 38 : يقع انتخاب أعضاء المكتب الجامعي لمدة أربع سنوات مدنية تنتهي في السنة الأخيرة الموافقة

لاجراء الألعاب الأولمبية و ذلك باقتراع سري ومباشر باعتماد نظام القوائم المغلقة، على أن تضم كل قائمة

رئيسا لها ونائب رئيس وبقية الأعضاء.

و في صورة قبول قائمتين او اكثر لخوض الانتخابات، تعتبر القائمة التي تحصل منذ الدورة الاولى على الأغلبية

(50 بالمائة زائد واحد) من الأصوات المصرح بها هي القائمة الفائزة بالانتخابات.

وفي حالة عدم حصول أي قائمة على الأغلبية المذكورة تعاد الانتخابات بصفة فورية بين القائمتين المتحصلتين

على أكبر عدد من الأصوات.

وفي صورة حصول التساوي بين قائمتين أو أكثر تعاد الانتخابات بصفة فورية بين القوائم المتساوية في المرتبة

الأولى دون سواهم، وفي حالة تواصل التساوي تعاد الانتخابات بصفة فورية إلى حين التمكن من الفصل بين

القائمتين.

وفي صورة حصول تساوي بالنسبة للقائمتين أو أكثر والتي حلت خلف القائمة الحاصلة على أكثر الأصوات تعاد

الانتخابات بصفة فورية بينهم إلى حين الفصل بينهم.

ويضبط النظام الداخلي للجامعة طريقة توزيع أصوات الناخبين واحتسابها.

الفصل 39 : يتم توزيع الخطط داخل المكتب الجامعي وفق المهام التالية:

- رئيس الجامعة ويكون رئيس القائمة الفائزة في الانتخابات.
- نائب رئيس.
- أمين مال.
- أعضاء.

ويتم توزيع المسؤوليات بالاتفاق بين أعضاء المكتب الجامعي. وعند التعذر تجرى انتخابات داخلية بين جميع أعضاء المكتب الجامعي يشرف عليها رئيس الجامعة، وفي حالة التساوي يرجح صوت الرئيس.

الفصل 40 : لا يمكن الجمع بين عضوية المكتب الجامعي ومسؤولية تسيير بهيكل رياضي وطني اخر

القسم 3 : شروط الترشح لعضوية المكتب الجامعي

الفصل 41 : يجب لكل مترشح لعضوية المكتب الجامعي ضمن قائمة واحدة، مع مراعاة الشروط الاضافية

الخاصة و المتعلقة بشخص رئيس القائمة، أن تتوفر فيه الشروط الدنيا التالية :

1. أن يكون تونسي الجنسية.
2. أن يبلغ سنه خمسة وعشرين (25) عاما على الأقل على أقصى تقدير في تاريخ ختم الترشيحات.
3. أن يكون متحصلا على شهادة باكالوريا وطنية أو على شهادة معادلة من طرف المصالح الادارية المختصة حسب التراتيب القانونية الجاري بها العمل.
4. أن يكون نقي السوابق العدلية ومتمتعاً بحقوقه المدنية.
5. أن لا يكون قد تعرض قبل اجراء الانتخابات و بصفة شخصية لعقوبة نهائية تتعلق بالإخلال بالأخلاق الرياضية أو بالإيقاف عن النشاط الرياضي لمدة سنة كاملة على الأقل أو أكثر أو ان لا يكون قد تعرض قبل الانتخابات لعقوبة او قرار بالاستبعاد عن عضوية مكتب جامعي او مكتب رابطة او جمعية رياضية بقرار نهائي

طبقا للقوانين المنظمة للجامعة او ان لا يكون في نفس الاجل المذكور تحت حالة من حالات فقدان العضوية المنصوص عليها صلب هذا القانون و يسترجع الطرف الراغب في الترشح حقه في الترشح في الدورة الموالية التي تلي انعقاد الدورة المحروم اليها من خوضها طبقا لصور هذه الفقرة.

6. ان لا يكون له من الأصول او الفروع او قرين ممن هم بصدد مواصلة مباشرة مهام رسمية من بين لاعبي او لاعبات النخبة او حكام او مراقبي النخبة

7. أن تكون له أقدمية في التسيير الرياضي حسب أحكام الفصل 42 من هذا النظام الأساسي

الفصل 42 :

1. يتعين على كل مترشح لعضوية مكتب جامعي ان يحتكم على شرط اقدمية في التسيير الرياضي طبقا لما يلي :

- ان يكون قد مارس مهامه كعضو منتخب صلب مكتب جامعي بالجامعة التونسية لكرة اليد لمدة لا تقل عن اربعة (4) سنوات كاملة متتالية او ان يتمتع بخبرة في التسيير الرياضي بصفته عضو لمدة لا تقل عن اربعة (4) سنوات كاملة صلب هيئة مديرة لجمعية رياضية منخرطة و محافظة على عضويتها لدى الجامعة التونسية لكرة اليد

أو

- ان يكون قد مارس مهامه كعضو منتخب او معين صلب مكتب رابطة وطنية او جهوية لكرة اليد لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات كاملة

أو

- ان يكون قد مارس مهامه كعضو قار صلب لجنة جامعية دائمة تابعة للجامعة التونسية لكرة اليد لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات كاملة

أو

- ان يكون مجازا لمدة ستة (6) سنوات متتالية على الأقل لدى الجامعة التونسية لكرة اليد بصفته مرافقا لجمعية

رياضية منخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد

أو

- ان يكون تقلد لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات على الأقل و كاملة لخطة رئيس فرع اختصاص كرة يد

لدى جمعية رياضية منخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد

2 . لا يمكن لأي مترشح الاحتجاج بمدة اقدمية في التسيير الرياضي ناتجة عن عملية جمع مدة تسيير او

مباشرة مهام في هيكليين او اكثر او في خطتين او اكثر من بين المنصوص عليها صلب الفقرة 01 من هذا

الفصل

الفصل 43 :

1 . يتم اثبات شرط الاقدمية في التسيير الرياضي في جانب المنتسبين لهياكل الجامعة التونسية لكرة اليد بموجب

شهادة مسلمة من طرف الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد بعد التثبت في صحة توفر شروط اسنادها في

جانب طالبها و بالنسبة لاعضاء الهيئات المديرة للأندية المنخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد او المرافقين

المجازين او رؤساء فروع الاختصاص، فان شهادة الخبرة في التسيير الرياضي يتم اسنادها لطالبها من طرف الكاتب

العام للجامعة التونسية لكرة اليد متى ثبت توفر الشرط المذكور في جانب طالب الشهادة بالاستناد الى السجلات

الممسوكة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و لا يمكن لاي مترشح الاحتجاج باي شهادة مسلمة له من أي جهة

اجنبية عن كتابة الجامعة التونسية لكرة اليد

2 . يحدث لدى الكتابة العامة للجامعة التونسية لكرة اليد سجل خاص بتركيبة أعضاء الهيئات المديرة للجمعيات

الرياضية المنخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و يتعين على كل جمعية رياضية إيداع قوائم أعضاء هيئاتها

المديرة المتعاقبة على تسييرها و يتم تحيين معطيات السجل المذكور تحت اشراف و مسؤولية الكاتب العام

للجامعة التونسية لكرة اليد طبقا للقانون بعد التثبت في صحة المعطيات المصرح بها

4. يتولى الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد مسك و تحيين سجل البيانات الخاص بالاعضاء

المنخرطين من الجمعيات الرياضية في الأشهر الثلاث الأولى من بداية كل سنة رياضية و يكون مؤهلا للتثبت في

صحة بيانات القوائم المودعة لديه و اجراء رقابة على مكوناتها طبقا للقانون.

الفصل 44 : يعفى اللاعبون والحكام والمدربون وممثلو تونس لدى الهياكل الرياضية القارية و الاقليمية و

الدولية من الشرط عدد 3 (المستوى التعليمي الأدنى) الوارد بالفصل 41 أعلاه ، ولهم أن يقدموا ترشحاتهم

لعضوية المكتب الجامعي بموجب الانتفاع من شرط الاعفاء من المستوى التعليمي الأدنى و دون ان ينسحب

ذلك الاعفاء على شروط الترشح لخطة رئيس الجامعة و ذلك حسب المقاييس التالية :

بالنسبة للاعبين :

- أن يكون المترشح قد شارك في عشرين (20) مباراة دولية رسمية ضمن المنتخب الوطني للأكابر او

عشرين (20) للكبريات على الأقل أو أن يكون المترشح قد شارك في دورة أولمبية على الأقل او ان يكون لاعبا

سابقا قد سبق له ان نشط لمدة خمسة (5) سنوات على الأقل ضمن صنف الاكابر او الكبريات لجمعية منخرطة

لدى الجامعة التونسية لكرة اليد.

بالنسبة للحكام و المراقبين :

- أن يكون الحكم المترشح قد اعتزل التحكيم و قد شارك على الأقل في دورة وحيدة على الأقل لبطولة

العالم للأكابر او الكبريات تحت تنظيم الاتحاد الدولي لكرة اليد.

- ان يكون المراقب المترشح حاملا لصفة رياضي سابق او حكم سابق و يكون وجوبا مراقبا معتمدا لدى

الاتحاد الدولي لكرة اليد او لدى الاتحاد الافريقي لكرة اليد

بالنسبة للمدربين :

- أن يكون المترشح قد درب على الأقل سنتين (2) على الأقل سواء كانت متتالية او غير متتالية ضمن احد المنتخبات الوطنية للاكابر او الكبريات.

و لا يمكن بأية حال من الأحوال الجمع بين عضوية المكتب الجامعي و مهنة التدريب و يفقد العضو الجامعي صفته تلك بمجرد مباشرته لمهمة تدريب مهما كانت صيغتها و يكون ممنوعا من ممارسة مهنة التدريب طيلة المدة النيابية المذكورة و في صورة ثبوت خرق المترشح لذلك الالتزام في حال انتخابه كعضو جامعي فانه يفقد تلك العضوية بصفة الية

4. ممثلي تونس لدى الهياكل الرياضية الاقليمية و القارية والدولية

يتوجب ان يكون المترشح قبل تاريخ اجراء الانتخابات منتما او أن يكون قد سبق له الانتماء لمدة سنة (1) كاملة على الأقل للمكتب التنفيذي التابع للاتحاد الدولي لكرة اليد او لاتحاد الكنفدرالية الإفريقية لكرة اليد أو اللجنة الدولية الاولمبية او اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية او الكنفدرالية المتوسطية لكرة اليد او الاتحاد العربي لكرة اليد او لمدة سنة (1) كاملة بإحدى الهياكل التسييرية او اللجان التابعة للاتحادات المذكورة و يكون المترشح المنتمي لإحدى هذه الهياكل معفيا من شرط المستوى التعليمي الأدنى المطلوب لبقية المترشحين

5 . رؤساء الجمعيات الرياضية من ذوي اقدمية في التسيير الرياضي كرئيس لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات و لا يمكن لكل قائمة مترشحة ان تضم اكثر من مترشح وحيد من هذا الصنف من المترشحين

6 . رؤساء الفروع لدى الجمعيات الرياضية المتعددة الاختصاصات من ذوي اقدمية في التسيير الرياضي كرئيس فرع لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات و لا يمكن لكل قائمة مترشحة ان تضم اكثر من مترشح وحيد من هذا الصنف من المترشحين

الفصل 45 : مع مراعاة وجوب توفر الشروط العامة الدنيا الواردة بالفصلين 41 و 42 من هذا القانون الأساسي

في شخص كل مترشح لعضوية المكتب الجامعي، يجب ان تتوفر اضافة الى ذلك في شخص المترشح لخطة

رئيس الجامعة الشروط الخاصة و الإضافية التالية :

- ان يكون بتاريخ فتح باب الترشيحات و تقديمه لترشحه على راس القائمة المتقدمة، بالغاً لسن ادنى قدره

ثلاثون (30) سنة على الأقل

- ان يحتكم وجوباً على شرط اقدمية في التسيير الرياضي كعضو منتخب صلب مكتب جامعي بالجامعة

التونسية لكرة اليد او كعضو منتخب او معين صلب مكتب رابطة وطنية او جهوية لكرة اليد لمدة لا تقل عن ستة

(6) سنوات كاملة متتالية او غير متتالية او ان يكون قد انتمى للجنة مركزية جامعية لمدة لا تقل عن ثمانية (8)

سنوات او ان يتمتع بخبرة في التسيير الرياضي كعضو منتخب صلب هيئة مديرة لجمعية رياضية منخرطة لدى

الجامعة التونسية لكرة اليد و ذلك لمدة لا تقل عن ثمانية (8) سنوات على الاقل

- ان يحترم مقتضيات و شروط ممارسة نشاط التسيير على معنى القانون عدد 46 المؤرخ في غرة اوت

2018 المتعلق بالتصريح بالمكاسب و المصالح و التصدي للاثراء غير المشروع و تضارب المصالح في المجال

العمومي

- ان لا يجمع مهمة رئاسة الجامعة مع مباشرة اي وظيفة عسكرية قارة او دبلوماسية او وزارية و ان لا

يضطلع باي وظيفة في هيكل وزاري او رقابي تكون الجامعة التونسية لكرة اليد خاضعة لرقابته المالية او الادارية

- ان لا يمارس اي نشاط مهني او تجاري صلب مؤسسة فردية او صلب شركة بما من شأنه ان يخلق حالة

تضارب مصالح مع منصب رئيس الجامعة. يعتبر في وضعية تضارب مصالح كل شخص يسير او يمسك بصفة

مباشرة او غير مباشرة اسهم او يكون مخولاً في قبض فوائد او امتيازات لحسابه الشخصي او داخل مؤسسة فردية

او جماعية ذات نشاط تجاري او اقتصادي مرتبط بميدان الرياضة

- ان يكون قاطناً بصفة دائمة بالتراب التونسي و متفرغاً للقيام بمهامه و رئاسة اجتماعات المكتب الجامعي

بصفة فعلية و دورية طبقاً لما يقتضيه القانون.

القسم 4: شروط تقديم القوائم المترشحة للانتخابات

الفصل 46: يتعين على كل قائمة مترشحة أن تكون مؤلفة من ستة عشر (16) عضوا قارا من بينهم امراتين على

الأقل، مع ضرورة بيان رئيس القائمة ونائبه

وتسمى كل قائمة باسم رئيسها ولا يجوز للشخص الواحد أن يترشح في أكثر من قائمة.

الفصل 47: تختار كل قائمة عنوانا بريديا واحدا ليكون محلا لمخابرتها وتنص عليه عند تقديم ملفات الترشح

صحبة عنوان بريدها الالكتروني، وتكون كل قائمة مرفقة بملفات شخصية عن كل عضو مترشح.

ويتضمن كل ملف الوثائق التالية:

1. مطلب في الترشح باسم رئيس اللجنة الانتخابية يكون ممضى من المترشح شخصيا.

2. نسخة من بطاقة التعريف الوطنية.

3. نسخ أصلية أو مشهود بمطابقتها للأصل من الوثائق المثبتة لأقدمية التسيير في المجال الرياضي بالنسبة

للأعضاء المترشحين مع مراعاة الاستثناءات الواردة بالفصل 36 من هذا القانون الاساسي.

4. نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من الشهادة العلمية الوطنية المطلوبة أو من شهادة معادلة مسلمة من

المصالح الادارية المختصة حسب التراتيب القانونية الجاري بها العمل.

5. بطاقة عدد 3 تثبت نقاوة السوابق العدلية.

6. الإدلاء بما يثبت توفر الشروط المنصوص عليها بالفصل 44 بالنسبة للاعبين والمدربين والحكام و ممثلي

تونس لدى الهياكل الرياضية الاقليمية و القارية والدولية.

ويقع إيداع القائمة المرفقة بملفات جميع أعضائها وجوبا بكتابة اللجنة الانتخابية بداية من التاريخ وخلال التوقيت

المحددين بإعلانات الترشح عبر الصحف الوطنية مقابل كشف في الوثائق و نظير كامل من الملف يقع امضاءهم

و ختمهم من الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد، وينص على عدد التضمين وتاريخ الإيداع بمكتب الضبط

للجنة. ويمكن لكل عضو إضافة وثائق يراها ضرورية وذلك قبل غلق باب الترشيحات مقابل كشف جديد ممضى

ومختوم من اللجنة المختصة.

الفصل 48: يغلق باب الترشيحات خمسة عشر (15) يوما قبل موعد الجلسة العامة الانتخابية دون احتساب يوم انعقادها. ويجب أن يتضمن الإعلام بتاريخ الجلسة العامة الانتخابية والدعوة لحضورها المعلن عنه بوسائل الإعلام تاريخ غلق باب الترشيحات.

يتعين على جميع القوائم المترشحة بكامل أعضائها احترام فترة صمت انتخابي على امتداد ثلاثة (3) أيام كاملة قبل يوم انعقاد الجلسة الانتخابية و يمنع القيام بأي حملات انتخابية أو الإدلاء بأي تصريحات لوسائل الإعلام أو عقد اجتماعات رسمية بالجمعيات أثناء تلك الفترة و في صورة عدم احترام ذلك الالتزام، فإن اللجنة المستقلة الانتخابية تكون مؤهلة لاتخاذ جميع الاجراءات التحفظية و تسليط عقوبات مالية متلائمة مع حجم التجاوزات المرتكبة

الفصل 49: يجوز خلال فترة تقديم الترشيحات وقبل ختم باب الترشح تعويض ملف أي مترشح بمترشح آخر في حالات العدول أو التعذر عن الترشح لأسباب قانونية أو شخصية.

وفي ما عدا حالة الوفاة أو العجز البدني الكلي الثابت بموجب شهادة طبية، فإن تغيير عضو مترشح بآخر جديد ضمن القائمة وداخل آجال تقديم الترشيحات ، ينبغي أن يكون مرفقا بكتب صريح معرف عليه بالإمضاء لدى السلط المختصة يشير فيه المترشح الأول إلى عدوله عن الترشح أو استقالته من القائمة التي ترشح ضمنها.

الفصل 50: لا يجوز لكل من انسحب من قائمة بعد إيداع ملفها بكتابة اللجنة المختصة أن يعيد الترشح ضمن قائمة أخرى منافسة ولو خلال آجال تقديم الترشيحات.

الفصل 51: بمجرد انقضاء أجل تقديم الترشيحات وإيداع القوائم تتعهد اللجنة الانتخابية بالنظر والبت في ملفات المترشحين، وتصدر قرارا معللا، في قبول كل قائمة لخوض الانتخابات أو رفضها لعدم توفر الشروط

القانونية في أحد أعضائها أو أكثر و ذلك في اجل اقصاه ثلاثة (3) ايام قبل تاريخ اجراء الجلسة العامة الانتخابية

للمكتب الجامعي

تتولى كتابة اللجنة الانتخابية إبلاغ جميع القرارات الممضاة من رئيسها، إلى رؤساء القوائم المترشحة حسب
العناوين المختارة ، بموجب اي وسيلة كتابية تترك اثرا ثابتا في ذلك.

الفصل 52: يجوز لرئيس القائمة المصرح برفضها، الطعن بالاستئناف في قرار اللجنة العليا للانتخابات وذلك

بموجب طعن يتم رفعه امام اللجنة الوطنية للاستئناف طبقا للقانون

كما يجوز لرؤساء القوائم المنافسة الأخرى الطعن في قرار اللجنة العليا للانتخابات القاضي بقبول قائمة حسب
نفس الإجراءات المذكورة أعلاه

الفصل 53 : تكون جميع الشروط و التحاجير الانتخابية من هذا النظام الأساسي نافذة في حق جميع المترشحين

و يتم تطبيقها عليهم و بداية احتسابها و معارضتهم بها لأول مرة و سحبها على وضعياتهم و حالاتهم الفردية دون

استثناء من تاريخ دخول الأحكام موضوع تلك الفصول حيز التنفيذ و المصادق عليها من طرف هذه الجلسة العامة

الخارطة للعادة

القسم 5 : رئيس الجامعة

الفصل 54: رئيس الجامعة هو الممثل القانوني للجامعة لدى كل السلط العمومية والقضائية والهيكل الرياضية

الوطنية والقارية والدولية وهو الناطق الرسمي باسم الجامعة.

و من مهامه ايضا:

1. رئاسة اجتماعات المكتب الجامعي والجلسة العامة باستثناء الجلسة العامة الانتخابية التي تخضع

لأحكام الفصل 20 من هذا النظام الأساسي.

2. السهر على تطبيق قرارات الجلسة العامة و المكتب الجامعي.

3. الإذن بالصرف والتوقيع مع أمين مال الجامعة على كل الوثائق التي تلزم الجامعة ماليا.

الفصل 55: يمكن لرئيس الجامعة، فيما عدا إمضاء المراسلات الموجهة إلى الهياكل الرياضية الوطنية أو

الإقليمية أو الدولية والأذون بالصرف والتعهدات المالية للجامعة، أن يفوض كتابيا جانبا من صلاحياته الأخرى

إلى نائب الرئيس الاول أو إلى أحد أعضاء المكتب الجامعي.

وفي كل الحالات إذا تغيب رئيس الجامعة أو تعذر عليه القيام بمهامه لأسباب ظرفية او في صورة امتناعه عن

اداءها يتولى نائب الرئيس الاول تعويضه وقتيا.

القسم 6 : فقدان العضوية وحالة الشغور بالمكتب الجامعي

الفصل 56 : يتمتع بصفة العضو الجامعي من تم انتخابه من قبل الجلسة العامة.

يفقد صفة العضوية بالمكتب الجامعي:

1. كل عضو قدم استقالته إلى المكتب الجامعي بمكتوب ثابت التاريخ ومعرف عليه بالإمضاء وتم قبولها

رسميا من طرف المكتب الجامعي.

2. كل عضو حافظ على عضويته او مارس نشاطا في رابطة أو جمعية رياضية خلافا بصفة مخالفة لاحكام

هذا النظام الأساسي.

3. كل عضو تعرض اثناء المدة النيابية الى عقوبة جزائية تحرمه من ممارسة حقوقه المدنية او السياسية طبقا

لما يقتضيه القانون

4. كل عضو يرتكب خطأ جسيما موجبا لتسليط عقوبة عليه بالتشطيط النهائي طبقا للوائح التأديبية للجامعة

او كل عضو يفقد عضويته او يتعرض الى عقوبة تأديبية بالحرمان من النشاط في الحالتين لدى الاتحاد الدولي

لكرة اليد او من طرف الاتحاد الافريقي لكرة اليد

5. كل عضو تغيب دون عذر شرعي مع الإعلام المسبق عن حضور اجتماعات المكتب الجامعي ثلاث مرات متتالية أو ست مرات متباعدة خلال موسم رياضي واحد، وفي هذه الحالة يتعين على المكتب الجامعي دعوة المعني بالأمر كتابيا للحضور في أول جلسة تلي تسجيل الغياب الأخير المرخص فيه لتقديم مبرراته وفي حالة عدم الإستجابة من طرف العضو المخالف ، يتولى المكتب الجامعي النظر في ملفه وفق السلطة التقديرية التي يتمتع بها و يمكن في صورة ثبوت تهاون او تقصير في جانب العضو الغائب ان يتخذ قرارا بأغلبية أعضائه البسيطة بوضع حد لعضوية المعني بالأمر بصفة نهائية.

الفصل 57 : لا يمكن لأي عضو قدم استقالته الى المكتب الجامعي ان يتراجع لاحقا و احاديا عن الاستقالة و ان يطلب العدول عنها من تلقاء نفسه و يحتفظ المكتب الجامعي متى تم تقديم مكتوب الاستقالة بصفة قانونية، بسلطة النظر و البت فيها وفق سلطته التقديرية سواء بقبولها او برفضها و على المكتب الجامعي اصدار قراره في ظرف لا يتجاوز ثلاثون (30) يوم من تاريخ تقديم مكتوب الاستقالة و في صورة عدم اصدار قرار في الاجل المذكور، فان الاستقالة تعتبر مقبولة و نافذة المفعول من تاريخ تقديمها

الفصل 58 : في صورة حدوث حالة شغور داخل تركيبة المكتب الجامعي ناجمة عن فقدان عضو جامعي لعضويته من اجل احد الأسباب المبينة صلب الفصل 59 المذكور اسفله ، فانه يخول للمكتب الجامعي تعويض العضو الجامعي المذكور بأحد رؤساء الرابطات الوطنية او الجهوية المباشرين لمهامهم بصفة قانونية و يتم ذلك بواسطة الاقتراع السري من طرف أعضاء المكتب الجامعي و يباشر العضو الجامعي المعوض مهامه بعد انتخابه الى نهاية المدة النيابية للعضو الواقع تعويضه

الفصل 59 : يحصل الشغور في المكتب الجامعي بإحدى الصور التالية:

1. الوفاة أو العجز البدني.
2. تغيير الإقامة خارج البلاد التونسية او التواجد المتكرر و لمدة طويلة خارج البلاد التونسية.

3. الاضطلاع بمهمة وزارية او بمهمة عسكرية دائمة.

4. فقدان الحقوق المدنية.

5. الاستقالة التي تم قبولها او التي اصبحت نافذة المفعول

6. صدور قرار جامعي في وضع حد للعضوية بالمكتب الجامعي لأسباب تأديبية طبقا للنصوص التأديبية للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 60 : يواصل المكتب الجامعي نشاطه بصفة طبيعية طالما لم يشمل الشغور نصف أعضائه او اكثر.

ويتولى المكتب الجامعي توزيع الخطط الشاغرة على الأعضاء المباشرين بالتوافق بينهم أو بالاقتراع السري عند الاقتضاء.

وإذا شمل الشغور رئيس الجامعة، تسند رئاسة الجامعة آليا للنائب الاول للرئيس، وعند التعذر يتم اسنادها للعضو الأكبر سنا و عند التعذر تجرى انتخابات داخلية بين جميع الأعضاء المباشرين لانتخاب رئيس للجامعة. ويسند المكتب الجامعي لأحدي الأعضاء المتبقين خطة نائب اول وعند التعذر تجرى انتخابات داخلية بين جميع الأعضاء المباشرين لانتخاب نائبين لرئيس الجامعة.

وإذا بلغ الشغور نصف أعضاء المكتب الجامعي او اكثر، فانه تقع الدعوة لجلسة عامة انتخابية طبق أحكام هذا النظام الأساسي.

الباب الثالث : هياكل التصرف

القسم الأول : المجلس الفيدرالي و الهيئة التنفيذية و المجلس الفني الاستشاري

الفصل 61: فقرة 1 : بموجب المصادقة على هذا القانون الأساسي، تم احداث مجلس فيدرالي يعنى بمتابعة تنفيذ

مقررات الجلسات العامة و التقييم الدوري لنشاط الهياكل الجامعية و يمارس المجلس الفيدرالي مهامه لمدة نيابية كاملة و تنتهي بنهاية المدة النيابية للمكتب الجامعي. يتكون المجلس الفيدرالي من أعضاء المكتب الجامعي و

رؤساء الرابطات الوطنية و الجهوية و ممثلي الجمعيات الرياضية المنتخبين طبقا للقانون و يعقد اجتماعاته مرتين في السنة بدعوة من رئيس المكتب الجامعي و تحت اشرافه المباشر.

فقرة 2 : في اجل لا يتجاوز شهرين من بداية المدة النيابية للمكتب الجامعي، يتم تحت اشراف و تنظيم المكتب الجامعي انتخاب ممثلين عن الجمعيات الرياضية من بين رؤساء الجمعيات المنخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة و يكون عددهم أربعة (4) وفقا للتوزيع التالي : ممثل واحد عن جمعيات الذكور القسم الوطني (ا) ، ممثل واحد عن جمعيات الذكور القسم الوطني (ب) و ممثل عن بقية الأقسام، ممثل واحد عن الجمعيات النسائية القسم الوطني (ا)، ممثل واحد عن الجمعيات النسائية القسم الوطني (ب)

فقرة 3 : تحافظ الجمعيات الرياضية المنتخبة على عضويتها داخل المجلس الفيدرالي و في صورة حدوث تغييرات في رئاسة الجمعيات المذكورة، يتولى الرئيس الجديد تعويض الرئيس المنتهية مهامه دون ان تفقد الجمعية المنتخبة عضويتها غير انه في صورة فقدان الجمعية المنتخبة لعضويتها او وقوع تجميدها من اجل أي سبب من الأسباب المنصوص عليها بالفصلين 12 و 13 من هذا القانون، فان المكتب الجامعي يتولى الاذن بإعادة اجراء انتخاب ممثل جديد لسد الشغور المذكور

فقرة 4 : بصفة استثنائية، يتم في ظرف لا يتجاوز شهر من تاريخ المصادقة على هذا القانون، اجراء انتخاب ممثلي الجمعيات المنتمين للمجلس الفيدرالي و يباشرون مهامهم الى غاية نهاية المدة النيابية للمكتب الجامعي 2016-2020.

الفصل 61 (مكرر) : فقرة 1 : بموجب المصادقة على هذا القانون الأساسي، تم احداث مجلس فني استشاري يضم أعضاء الإدارة الفنية الوطنية للجامعة التونسية لكرة اليد و المديرين الفنيين و المدربين من بين المجازين و الغير المجازين لدى الجامعة و يلتئم المجلس مرة واحدة على الأقل في السنة او اكثر عند الاقتضاء بدعوة من المدير الفني الوطني للجامعة للنظر و التداول في جميع المسائل الفنية و الرياضية المتعلقة بسير النشاط الرياضي و الفني لكرة اليد

فقرة 2 : ترفع اشغال و توصيات المجلس الفني الاستشاري للمكتب الجامعي الذي يتولى تبنيها و اعتمادها بالتنسيق مع الإدارة الفنية الوطنية

الفصل 62: تحدث داخل هياكل الجامعة بموجب تفويض من المكتب الجامعي و تحت اشرافه هيئة تنفيذية يتم تعيينها لمتابعة تنفيذ قرارات المكتب الجامعي ومتابعة سير النشاط العادي و اليومي للجامعة في كل جوانبه. و تكون الهيئة التنفيذية مختصة للنظر و البت في المسائل ذات الصبغة المستعجلة و اتخاذ القرارات التي من شأنها ضمان حسن سر الدوايب الرياضية و الإدارية و المالية ذات الصبغة المتكاددة تتكوّن الهيئة التنفيذية من عدد 05 أعضاء جامعيين و يمكن ان يشارك في اجتماعاتها الكاتب العام و المدير الفني الوطني و المدير التنفيذي للجامعة و رئيس الإدارة الوطنية للتحكيم.

ويمكن للمكتب الجامعي تعزيز الهيئة التنفيذية بخطط أخرى طبقا لما يقتضيه حسن سير النشاط الجامعي. تباشر الهيئة التنفيذية مهامها لمدة سنة كاملة منذ تاريخ تعيينها من المكتب الجامعي الذي له صلاحية تجديد مهامها او إعادة النظر في تركيبها للسنة الموالية و يتم تضمين اعمالها و قراراتها في كراس محاضر يكون ممسوكا و مرقما من طرف الكاتب العام للجامعة طبقا لما تقتضيه القوانين الداخلية النافذة.

الفصل 63: في صورة وجود حالات تعذر او شغور في جانب عضو من الهيئة التنفيذية في مباشرة مهامه، يتولى المكتب الجامعي اتخاذ القرارات المناسبة لتلافي أي تعطيل في سير عمل الهيئة و يكون مؤهلا بإدخال التغييرات المناسبة على تركيبة الهيئة بما يضمن حسن سير عملها و استمراريتها.

القسم الثاني : الإدارة الفنية

الفصل 64: تحدث داخل هياكل الجامعة إدارة فنية وطنية تتولي القيام بكل الأعمال الرامية للنهوض بالاختصاص و إعداد برامج نشاط المنتخبات الجهوية والوطنية وبضبط ميزانياتها وبالسهر على حسن تنفيذها.

يرأس الإدارة الفنية مديرا فنيا وطنيا يتم انتدابه من طرف المكتب الجامعي بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة.

الفصل 65 : يعرض المدير الفني الوطني على المكتب الجامعي عند مستهل كل موسم رياضي برنامجا مفصلا، وعليه تقديم تقرير عن نشاط إدارته كل ثلاثة أشهر يشفعه بتقرير سنوي شامل عند انتهاء كل موسم رياضي. وترسل هذه التقارير إلى الوزارة المكلفة بالرياضة بعد اطلاع المكتب الجامعي عليها .

الفصل 66 : فقرة (1) : تضم الإدارة الفنية هياكل استشارية فنية وطنية وجهوية بالإضافة إلى مراكز التكوين والأكاديميات الخاصة بالشباب والتي تمارس نشاطها على أساس كراس شروط مصادق عليه من قبل المكتب الجامعي

وتتولى الإدارة الفنية متابعة أنشطة هذه الهياكل وطنيا وجهويا و إعداد تقارير سنوية تعرض على المكتب الجامعي. فقرة (2) : يتم ضبط نظام داخلي خاص بتنظيم و تحديد طرق سير الاكاديميات المكونة لدى الجمعيات الرياضية و الاكاديميات الخاصة لكرة اليد وفق كراس شروط نموذجي الهدف منه توحيد طرق رقابة الجامعة التونسية لكرة اليد على سير نشاط الاكاديميات المذكورة. تظل الجامعة التونسية لكرة اليد صاحبة الاختصاص الحصري و الأوحد، بالتنسيق مع مصالح وزارة شؤون الشباب و الرياضة، في رقابة مقتضيات النظام الداخلي و مقتضيات كراس الشروط النموذجي المنظم لأنشطة الاكاديميات المذكورة

القسم الثالث: الكتابة العامة

الفصل 67: الكتابة العامة هي الهيكل الإداري للجامعة ويسهر علي تسييرها كاتب عام قار يتم إنتدابه من طرف المكتب الجامعي بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة من بين المتحصلين على شهادة عليا في التسيير الرياضي أو ما يعادلها على أن لا يكون عضوا بلجنة جامعية أو برابطة أو أي هيكل رياضي آخر .

الفصل 68: يتولى الكاتب العام بالخصوص المهام التالية:

1. حضور إجتماعات المكتب الجامعي وإعداد محاضر جلساته ومتابعة تنفيذ قراراته.

2. الإشراف على الإدارة وعلي الأعوان العاملين بالجامعة والرباطات.

3. الإشراف على مكتب ضبط الجامعة وعلى خلية التوثيق والأرشيف.

ويساعد الكاتب العام في مهامه إدارات وأعوان تسيير وفقا لهيكل تنظيمي يصادق عليه المكتب الجامعي و يضبط النظام الداخلي بدقة صلاحيات و مجال تدخل الكاتب العام.

القسم الرابع: الإدارة المالية والمحاسبية

الفصل 69: الإدارة المالية هي الهيكل المالي للجامعة ويسيرها متصرف مالي يتم إنتدابه من طرف المكتب الجامعي وجوبا من بين المتحصلين على شهادة عليا في التصرف المالي أو المحاسبي.

الفصل 70: يتولى المتصرف المالي بالخصوص المهام التالية:

- إعداد ميزانية تصرف الجامعة والرباطات وعرضها على مصادقة المكتب الجامعي.
- مساعدة الإدارة الفنية وبقية اللجان على ضبط ميزانياتها والسهر على حسن تنفيذها.
- التصرف في الشؤون المالية للجامعة وفقا للميزانية المصادق عليها.
- السهر على استخلاص موارد الجامعة والمحافظة على جميع مؤيدات المصاريف للاستظهار بها عند الاقتضاء.
- مسك الحسابات المالية للجامعة حسب القواعد والمعايير المحاسبية الجاري بها العمل وإعداد تقارير دورية في الغرض يقع إعلام الوزارة المكلفة بالرياضة بها.

القسم الخامس : الإدارة الوطنية للتحكيم

الفصل 71 : يتم احداث هيكل قار يسمى الإدارة الوطنية للتحكيم التي تتولى تعيين الحكام لإدارة المباريات والمسابقات الرسمية والودية والسهر علي النهوض بقطاع التحكيم في رياضة الاختصاص وباعداد برامج نشاط وتكوين ورسكلة و متابعة الحكام وبضبط ميزانياتها وبالسهر على حسن تنفيذها.

الفصل 72 : يرأس الإدارة الوطنية للتحكيم مدير وطني للتحكيم يعين من قبل المكتب الجامعي من بين الكفاءات الوطنية الرياضية او من بين الحكام الدوليين، ويشترط في المدير الوطني للتحكيم في صورة تعيينه من بين الحكام الدوليين أن يكون قد اعتزل التحكيم.

الفصل 73 : تخضع الادارة الوطنية للتحكيم في اجراءات تركيبها و سير نشاطها و طرق عمل هياكلها الى الاحكام الواردة بالنظام الداخلي للتحكيم و الادارة الوطنية للتحكيم

القسم السادس: اللجان الجامعية

الفصل 74 : تحدث لجان داخل الجامعة تتولى مساعدة المكتب الجامعي في تسيير أعماله ويرأسها أعضاء المكتب الجامعي مع الاخذ بعين الاعتبار بعض الاستثناءات المنصوص عليها صلب النظام الداخلي للجامعة الذي يضبط عدد هذه اللجان وتركيبها ومهامها ومدة نشاطها.

القسم السابع: الرباطات

الفصل 75 : للمكتب الجامعي إحداث رابطة أو أكثر على المستوى الجهوي أو الإقليمي أو الوطني يفوض لها جانباً من صلاحياته طبقاً لهذا النظام الأساسي.

و يمكن للمكتب الجامعي عملا بمبدأ توازي الصيغ و الاجراءات تحويل او سحب التفويض الممنوح للرابطة و

استرجاع الصلاحيات الممنوحة لها لاعتبارات موضوعية او تنظيمية

ويضبط النظام الداخلي للجامعة طريقة وإجراءات وشروط انتخاب وتعيين أعضاء الهيئة المديرة للرابطة.

الفصل 76: تسهر الرابطة على تحقيق الأهداف المقررة من قبل المكتب الجامعي والمتعلقة خاصة بتنفيذ برامج

تنمية الاختصاص والعناية بالمنتخبات الجهوية إن وجدت والإشراف على المباريات والمسابقات الرياضية على

المستوى المحلي والجهوي والوطني.

وتمارس الرابطة اختصاصها بالرجوع إلى مرجع نظرها الترابي أو الفني المحدد بقرار إحداثها.

الباب الرابع : هياكل التقاضي

القسم الأول : التعريف-التكوين-المهام

الفصل 77: تتمثل الهياكل القضائية للجامعة التونسية لكرة اليد في الهيئات التالية :

1 . الهيئات التي تمارس اختصاص اصلي و مبدئي ابتدائي الدرجة و هي :

- اللجنة المركزية للتأديب بالجامعة التونسية لكرة اليد و الرابطات الوطنية لكرة اليد و الرابطات الجهوية

لكرة اليد في المادة التأديبية طبقا لقواعد توزيع الاختصاص المنصوص عليها بالتراتب العامة للجامعة التونسية

لكرة اليد.

- اللجنة المركزية لفض النزاعات صاحبة الاختصاص الاصلي و الموحد في مجال دعاوي النزاعات

التعاقدية و الرياضية المرفوعة لها و في مجال البت في الاحترازات و الاثارات المتعلقة بالمقابلات و المسابقات

الرياضية الراجعة لها بالنظر

- الرابطات الوطنية و الرابطات الجهوية في مجال البت في الاحترازات و الاثارات المتعلقة بالمقابلات و

المسابقات الرياضية الراجعة لها بالنظر

- اللجنة المركزية للتأهيل و اسناد الاجازات في مادة الاعتراض على القرارات الصادرة في مادة مطالب التأهيل و اسناد الاجازات

- 2 . الهيئة التي تمارس اختصاص اصلي و مبدئي استثنائي الدرجة : اللجنة الوطنية للاستئناف التي تمارس مهامها كهيكل قضائي استثنائي الدرجة مستقل عن المكتب الجامعي و ذلك للنظر في جميع الطعون المرفوعة لها ضد القرارات الابتدائية الدرجة الصادرة عن اللجان الجامعية و الرابطات الوطنية و الرابطات الجهوية
3. الهيئة التي تمارس اختصاص قضائي استثنائي ابتدائي و نهائي الدرجة : المكتب الجامعي في الحالات الاستثنائية المنصوص عليها صراحة صلب الترتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد

الفصل 78: تختص هياكل التقاضي بالنظر حسب اختصاص و درجة و صور تعهد كل هيئة في:

- خرق القوانين و الترتيب الرياضية للجامعة التونسية لكرة اليد
- الحالات التأديبية و صور الاخلال بالاخلاق الرياضية و الميثاق الرياضي،
- النزاعات الناشئة بين منظوري و منخرطي الجامعة و جميع الاطراف التي تنضوي تحت لواء و سلطة الجامعة التونسية لكرة اليد وفق الصور المنصوص عليها بالترتيب العامة للجامعة
- صور الاخطاء المتعلقة بتعاطي المنشطات وفق الاجراءات الاستثنائية المنصوص عليها بالترتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 79 : فقرة (1) : يتم انتخاب أعضاء هياكل التقاضي من طرف الجلسة العامة الانتخابية، باقتراح من

- المكتب الجامعي المنتخب لمدة أربعة (4) سنوات بالتوازي مع الفترة النيابية للمكتب الجامعي المنتخب و يتعين ان تتوفر في جانب المترشحين لعضوية هياكل التقاضي معايير الكفاءة و الحياد في مجال القانون الرياضي بصفة استثنائية و عملا بالمفعول الفوري لدخول مقتضيات هذا القانون الأساسي حيز التنفيذ، فان الجلسة العامة الخارقة للعادة المنعقدة بتاريخ 11 جويلية 2020 تقرر تطبيق مبدأ انتخاب أعضاء هياكل التقاضي بداية من ذلك

التاريخ و يمارس الأعضاء المنتخبون مهامهم بصفة قانونية الى نهاية الفترة النيابية للمكتب الجامعي 2016-

2020

الفقرة (2) : تمارس هياكل التقاضي اختصاصاتها وفق الاجراءات و حالات التعهد المنصوص عليها بالترتيب العامة و النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد و تحدد احكام تلك النصوص طرق و اجراءات تعهد تلك الهياكل كما تنظم اجراءات و اجال اصدار القرارات المنبثقة عن تلك الهياكل و طرق الطعن في قراراتها. تلتزم هياكل التقاضي بممارسة مهامها و البت في الملفات المعروضة عليها في نطاق احترام مبادئ المواجهة و حقوق الدفاع الشرعية للمتقاضين

الفقرة (3) : يخول لاعضاء هياكل التقاضي حق التوصل بمنح حضور و مباشرة مهام في نطاق تادية مهامهم عن كل ملف يتعهدون به و يتم صرف تلك المنح و اقتطاعها من معاليم التقاضي المدفوعة من طرف المتقاضين. يتولى المكتب الجامعي في بداية كل سنة رياضية تحديد سلم المنح المستحقة من طرف أعضاء هياكل التقاضي طبقا للقانون

الفصل 80: فقرة (1) : تحدث بالجامعة لجنة مركزية لفض النزاعات تختص بالنظر ابتداءيا في جميع النزاعات الرياضية التي تنشأ بين الجمعيات سواء في علاقتها بعضها ببعض أو في علاقتها بالمدرسين أو باللاعبين أو بالمسيرين أو بالمنخرطين أو بالاشخاص الخاضعين لهذا القانون الأساسي او في علاقة هؤلاء ببعضهم او بالجامعة ومختلف هياكلها

فقرة (2) : تختص اللجنة المركزية لفض النزاعات ابتداءيا و حصريا بالنظر و الفصل في جميع النزاعات و الطعون المرفوعة لديها من طرف كل جمعية رياضية منخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و ذلك في طلب المنازعة في جميع المسائل المتعلقة بشرعية عقد و نتائج اشغال الجلسات العامة العادية غير الانتخابية و الجلسات العامة الخارقة للعادة. جميع القرارات الابتدائية الدرجة الصادرة عن اللجنة المركزية لفض النزاعات في هذه المادة تكون قابلة للطعن بوسيلة الاستئناف امام انظار اللجنة الوطنية للاستئناف طبقا لاحكام و إجراءات الفصل 193 (ثالثا) من مجلة التراتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد.

فقرة (3) : تختص اللجنة المركزية لفض النزاعات ابتدائيا و حصريا بالنظر و بالبت في جميع النزاعات الانتخابية و التسييرية الخاصة بجميع الجمعيات الرياضية المنخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة التونسية لكرة اليد. يخول رفع تلك الطعون من طرف كل عضو مسير او منخرط يكون حاملا لمصلحة شرعية في ممارسة ذلك الاجراء امام انظار اللجنة. جميع القرارات الابتدائية الدرجة الصادرة عن اللجنة المركزية لفض النزاعات في هذه المادة تكون قابلة للطعن بوسيلة الاستئناف امام انظار اللجنة الوطنية للاستئناف طبقا لاحكام و إجراءات الفصل 193 (ثالثا) من مجلة التراتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد

فقرة (4) : يتراس اللجنة وجوبا شخصية رياضية ذات تكوين قانوني مشهود لها بالكفاءة في مجال قانون الرياضة و يمكن ان تكون الشخصية الرياضية المذكورة من داخل المكتب الجامعي او من خارجه.

الفصل 81: تمارس الجامعة سلطتها التأديبية على منظورها من جمعيات رياضية ولاعبين ومسيرين ومدرّبين وحكام ورسميين و بصفة عامة على جميع الاطراف و الاشخاص المنضوين تحت لوائها تطبيقا لاحكام هذا القانون الاساسي و جميع القوانين الرياضية و الداخلية، بواسطة لجنة جامعية مستقلة للتأديب يترأسها وجوبا شخصية رياضية لها تكوين قانوني من داخل أو خارج المكتب الجامعي وتتعهد بالنظر ابتدائيا في تسليط العقوبات المستوجبة في المادة التأديبية.

ويمكن للمكتب الجامعي أن يفوض جانبا من الاختصاص التأديبي الابتدائي إلى الرابطات. ويضبط النظام الداخلي للجامعة والاحكام التأديبية الواردة بالترايب العامة قائمة المخالفات المستوجبة للعقاب، وسلم العقوبات.

الفصل 82: فقرة (1) : اللجنة الوطنية للاستئناف هو هيكل قضائي منتخب و مستقل و صاحب اختصاص شامل في التعهد و البت في الطعون المرفوعة امام انظاره ضد القرارات الابتدائية الدرجة الصادرة عن الهيئات و الهياكل الابتدائية الدرجة المتمثلة بالأساس في اللجان الجامعة و الرابطات الوطنية و الرابطات الجهوية و اللجنة العليا

لانتخابات وتمارس اللجنة الوطنية للاستئناف صلاحياتها في استقلالية تامة عن المكتب الجامعي و تصدر قرارات نهائية الدرجة و يتم اكساء تلك القرارات بالصيغة التنفيذية من طرف الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد.

يتعين ان يحتكم رئيس اللجنة الوطنية للاستئناف المنتخب على تجربة رياضية دنيا في مجال التسيير او القضاء الرياضي لمدة لا تقل عن أربعة (4) سنوات.

فقرة (2) : يتم انتخاب رئيس و أعضاء اللجنة الوطنية للاستئناف من طرف الجلسة العامة الانتخابية، باقتراح من المكتب الجامعي المنتخب لمدة أربعة (4) سنوات بالتوازي مع الفترة النيابية للمكتب الجامعي المنتخب و يتعين ان تتوفر في جانب المترشحين لعضوية هياكل التقاضي معايير الكفاءة و الحياد في مجال القانون الرياضي يحجر على أعضاء اللجنة الوطنية للاستئناف الانتماء لاي لجنة او هيكل تابع للجامعة التونسية لكرة اليد و يمكن إعادة النظر في تركيبة اللجنة جزئيا او كليا تبعا لقرار في انهاء مهام أعضائها او احد اعضائها اثناء سريان المدة النيابية من اجل أي سبب شرعي في ذلك غير ان أي تغييرات قد تطرا على تركيبة اللجنة لا يمكن ان تكون نافذة سوى بمصادقة من الجلسة العامة للاندية

فقرة (3) : تخضع مهام اللجنة الوطنية للاستئناف و طرق سير نشاطها و اجراءات انعقاد اختصاصها و اليات اصدار قراراتها الى الاحكام و القواعد الاجرائية المحددة صلب النظام الداخلي و التراتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد

بصفة استثنائية و عملا بالمفعول الفوري لدخول مقتضيات هذا القانون الأساسي حيز التنفيذ، فان الجلسة العامة الخارقة للعادة المنعقدة بتاريخ 11 جويلية 2020 تقرر تطبيق مبدا انتخاب رئيس و أعضاء اللجنة الوطنية للاستئناف بداية من ذلك التاريخ و يمارس الأعضاء المنتخبون مهامهم بصفة قانونية الى نهاية الفترة النيابية للمكتب

الجامعي 2016-2020

الفصل 83 : تتخذ قرارات هياكل التقاضي التابعة للجامعة في نطاق احترام حقوق الدفاع و عند الاقتضاء مبدأ المواجهة وذلك بتمكين كل الأطراف من الحضور أو تكليف من ينوبهم بصفة قانونية وذلك طبقا لمقتضيات الأنظمة الداخلية و الترتيب العامة للجامعة.

الفصل 84 : في اطار ملائمة مقتضيات احكام هذا القانون لمقتضيات القانون الاساسي و النصوص القانونية للجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد و ميثاق اللجنة الدولية الاولمبية، تلتزم الجامعة التونسية لكرة اليد بجميع هياكلها و اعضائها و جميع الأندية الرياضية و الأعضاء المنخرطين و المسيرين و اللاعبين والحكام ووكلاء اللاعبين و جميع الرسميين و المسؤولين و بصفة عامة جميع الاشخاص المنضوين تحت لوائها او المعنيين بتطبيق احكام هذا القانون الأساسي كالمترشحين لانتخابات هياكل الجامعة بعدم اللجوء إلى محاكم الحق العام و الهيئات القضائية الوطنية لفض نزاعاتهم الرياضية في خصوص النزاعات و المسائل المتعلقة بتطبيق هذا القانون الاساسي و الترتيب الرياضية و الداخلية إلا إذا تم التنصيب على ذلك صراحة بالنظام الأساسي وقوانين الاتحاد الدولي لكرة اليد.

يمكن الطعن في القرارات النهائية الصادرة عن اللجنة الوطنية للاستئناف في اطار ممارسة اللجنة لاختصاص عام و مبدئي او في القرارات الابتدائية النهائية الصادرة عن المكتب الجامعي في اطار ممارسته لاختصاص قضائي استثنائي ابتدائي و نهائي الدرجة و ذلك أمام لجنة التحكيم الرياضي المختصة للاتحاد الافريقي لكرة اليد وفقا لقواعد و إجراءات التقاضي المنصوص عليها بمجلة النظام القانوني للاتحاد الافريقي لكرة اليد

تلتزم الجامعة التونسية لكرة اليد بالاذعان لجميع القرارات التحكيمية الصادرة عن لجنة التحكيم الرياضي لدى الاتحاد الافريقي لكرة اليد متى توصلت الجامعة رسميا بتلك القرارات من طرف الهيكل القاري المذكور طبقا لما

يقتضيه القانون

العنوان الرابع : الموارد المالية ومسك الحسابات

الباب الأول : الموارد المالية

الفصل 85: تتأى موارد الجامعة بالخصوص من :

- 9 إرادات ممتلكاتها.
- 10 معاليم الإنخراط السنوية.
- 11 المنابات المتأتية من تنظيم المباريات بصفة مباشرة أو غير مباشرة.
- 12 المنح والجوائز المالية المتحصل عليها إثر المشاركة في تظاهرات أو مسابقات رياضية دولية.
- 13 معاليم الموظفة على بيع الإجازات والمطبوعات والمنشورات.
- 14 المعاليم الموظفة على العقوبات والخطايا.
- 15 منح الدولة والجماعات والمؤسسات العمومية.
- 16 الهبات والتبرعات الممنوحة طبق التشريع الجاري به العمل.
- 17 العائدات المتأتية من تنظيم التظاهرات الرياضية أو الثقافية.
- 18 عائدات إسداء الخدمات المنجزة.
- 19 عائدات الاستشهار والتسويق.
- 20 مداخيل الإشهار وحقوق البث التلفزي.
- 21 وبصورة عامة العائدات المتأتية من الأنشطة التي لها علاقة مباشرة أو غير مباشرة بموضوع نشاط الجامعة.

الباب الثاني: مسك ومراقبة الحسابات

الفصل 86 : تتولى الجامعة وجوبا مسك حساباتها طبقا للتشريع المحاسبي الجاري به العمل بما في ذلك قواعد معيار المحاسبة رقم 40 الخاص بالجمعيات الرياضية المصادق عليه بقرار وزير المالية المؤرخ في 21 أوت 2007.

الفصل 87 : تحفظ لمدة عشر (10) سنوات على الأقل، كل الدفاتر والوثائق الخاصة بكل سنة محاسبية ومستنداتها والمؤيدات المتعلقة بها.

الفصل 88 : كل الأقساط التي يتم إسنادها من قبل الدولة في إطار عقود البرامج أو الأهداف تتم متابعتها من طرف الوزارة المكلفة بالرياضة بواسطة كشوفات ومؤيدات، ولا يقع إسناد القسط اللاحق إلا بعد إثبات صرفها حسب هذه العقود.

وفي كل الحالات يخضع التسيير الإداري والمالي للجامعة لقضاء دائرة المحاسبات طبقا لأحكام القانون الأساسي للدائرة.

الفصل 89 : تحدث وجوبا بالجامعة و عند انطلاق المدة النيابية لجنة تدقيق داخلي تتولى مراقبة التصرف والتدقيق في حسابات الجامعة وتقييم نظام الرقابة الداخلي لديها.

يرأس هذه اللجنة شخصية رياضية مشهود لها بكفاءتها تعينه الجلسة العامة باقتراح من المكتب الجامعي. ويتولى رئيس هذه اللجنة اختيار أعضائها سواء من بين الأندية أو الوزارة المكلفة بالرياضة أو من ذوي الاختصاص في المحاسبة المالية أو الممولين أو غيرهم ممن يرى فيهم ضمانا لنجاعة عمل اللجنة. كما تتولى الجامعة وجوبا توفير التمويل اللازم لسير عمل اللجنة .

ولا يمكن في جميع الأحوال الجمع بين مهام رئيس الجامعة أو أمين المال أو المتصرف المالي وعضوية هذه اللجنة.

كما يمكن للجلسة العامة تغيير رئيس اللجنة متى رأت ذلك.

وتعد هذه اللجنة تقرير سداسي حول نجاعة وسلامة التصرف المالي والمحاسبي وأنظمة الرقابة بالجامعة، ترفع للمكتب الجامعي للبت فيها. وتوجه نسخة من هذه التقارير إلى اللجنة الوطنية الأولمبية وللوزارة المكلفة بالرياضة للإعلام. كما ترفع اللجنة تقريراً سنوياً إلى الجلسة العامة .

العنوان الخامس : التنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة

الفصل 90 : تقوم الجامعة بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة خاصة في المسائل التالية:

- 1- تعيين المدير الفني الوطني والكاتب العام القار.
- 2- الاطلاع والمصادقة على التصرف الإداري والمالي في المنح المسندة منها إلى الجامعة .
- 3- الاطلاع على التقارير المالية الثلاثية والسنوية للجامعة
- 3- الاطلاع على تقرير لجنة التدقيق الداخلي للجامعة .
- 4- المصادقة على عقود الأهداف والبرامج على المستوى الفني والإداري والمالي .
- 5- التنسيق المسبق على كل التزام بتنظيم دورات رياضية قارية أو إقليمية أو دولية أو أولمبية بتونس.
- 6-التنسيق المسبق على كل التزام بالمشاركة في دورات رياضية قارية أو إقليمية أو دولية أو أولمبية .

العنوان السادس : أحكام مختلفة

الفصل 91 : تعتبر أحكام القوانين الداخلية للجامعة و التراتيب العامة متممة ومفسرة وموضحة لأحكام القانون

الأساسي للجامعة. في صورة وجود تناقض أو تضارب بين جميع تلك المراجع القانونية، فإن احكام هذا القانون

الأساسي تكتسي طابعا علويا مقارنة ببقية القوانين العامة و الداخلية ولا يمكن لأحكام القوانين الداخلية و الترتيب العامة للجامعة أن تخالف النظام الأساسي أو أن تحوره.

في صورة وجود غموض أو تناقض بين بعض بنود هذا القانون الأساسي، فإنه يتم الاحتكام الى دليل إجراءات التقاضي الواقع صياغته تحت تسمية المختصر في تبسيط إجراءات التقاضي و الطعون في مادة نزاعات كرة اليد التونسية من طرف لجنة الشؤون القانونية للجامعة التونسية لكرة اليد (طبعة ماي 2020) و يكون دليل الإجراءات المذكور مرجعا حاسما في تأويل و تفسير قواعد و إجراءات التقاضي و توزيع الاختصاصات بين هياكل الجامعة. في صورة وجود غموض أو سكوت حول مسألة من المسائل الواردة صلب هذا القانون الأساسي، فإن المكتب الجامعي يكون مخولا بالنظر و البت في تلك المسائل وفق سلطته التقديرية المطلقة و يمكن ان يستأنس المكتب الجامعي بالنصوص الأساسية و القانونية للاتحاد الدولي لكرة اليد و الاتحاد الافريقي لكرة اليد للبت في تلك المسائل

في صورة وجوب تباين أو تناقض بين الصيغة الفرنسية و الصيغة العربية لهذا القانون الأساسي، فإن الصيغة الفرنسية هي التي يتم تبنيتها باعتبارها احدى اللغات الثلاثة الرسمية المعتمدة من طرف الاتحاد الدولي لكرة اليد عملا بأحكام الفصل 10 من القانون الأساسي للاتحاد الدولي لكرة اليد

الفصل 92 : عند صدور قرار بالحل التلقائي أو القضائي للجامعة تقع تصفية ممتلكاتها طبقا للقوانين الجاري بها العمل.

العنوان السابع : أحكام انتقالية

الفصل 93 : تدخل أحكام هذا القانون الأساسي بكافة فصوله حيز التنفيذ بعد مصادقة الجلسة العامة الخارقة للعادة على محتواه وتلغي أحكام هذا النظام الأساسي جميع أحكام النظام الأساسي السابق برمته و تنطبق جميع الشروط و التحجير الواردة بهذا القانون على جميع الوضعيات و الحالات التي يتم تقديرها و اجراء العمل بها

لأول مرة بداية من تاريخ المصادقة على احكام هذا النظام الاساسي ، ويتم وجوبا توجيه نسخة من محضر الجلسة مرفوقا بنسخة من النظام الأساسي المصادق عليه إلى اللجنة الوطنية الاولمبية و وزارة الشباب والرياضة للإعلام.

وبصفة إستثنائية تتواصل المدة النيابية المقبلة للمكتب الجامعي المنتخب وفق أحكام هذا النظام الأساسي إلى حد اختتام الألعاب الأولمبية لدورة 2020 وفي اجل أقصاه 31 ديسمبر 2020.

الفصل 94 : تمت المصادقة بصفة قانونية على تنقيحات مقتضيات هذا القانون الاساسي من طرف الجلسة العامة الخارقة للعادة للأندية المنعقدة بتاريخ 11 جويلية 2020 بمدينة المنستير و هي تدخل حيز التنفيذ بصفو فورية بموجب المصادقة التامة عليها من طرف الجلسة العامة للنادية باعتبارها منقحة و متممة لاحكام القانون الأساسي المصادق عليها بالجلسة العامة الخارقة للعادة المنعقدة بتاريخ 13 افريل 2018 بمدينة نابل

تم الحصول على التأشيرة القانونية من الاتحاد الدولي لكرة اليد في المصادقة الكلية و التامة على الصيغة المحينة لهذا القانون الأساسي و على جميع تنقيحات القانون الأساسي المجراة موضوع الجلسة العامة الخارقة للعادة المؤرخة في 11 جويلية 2020 بموجب المکتوب الرسمي الصادر عن الاتحاد الدولي لكرة اليد و الوارد على مصالح الجامعة التونسية لكرة اليد بتاريخ 3 اوت 2020 تطبيقا للصلاحيات الرقابية الممنوحة للهيكل الدولي المذكور بموجب احكام الفصلين 3 و 8 من القانون الأساسي للاتحاد الدولي لكرة اليد و بموجب احكام الفصل 8 من القانون الأساسي للجامعة التونسية لكرة اليد

بصفة استثنائية و عملا بالمفعول الفوري لدخول مقتضيات هذا القانون الأساسي حيز التنفيذ، فان الجلسة العامة الخارقة للعادة المنعقدة بتاريخ 11 جويلية 2020 تقرر بصفة فورية تطبيق مبدأ انتخاب و أعضاء هياكل التقاضي و انتخاب رئيس اللجنة العليا للانتخابات و نفاذ جميع التنقيحات المصادق عليها بداية من ذلك التاريخ

تكون الجمعيات المنخرطة تحت لواء الجامعة التونسية عالمية بجميع التنقيحات و التنصيصات الواردة بهذا القانون الاساسي بتاريخ المصادقة عليها بصفة نهائية و تعارض بها جميع الجمعيات الرياضية و اعضائها و

منخرطها ز جميع الأطراف الخاضعة لهذا القانون الأساسي كما تعارض بها بصفة عامة جميع بقية الأطراف و الهياكل الرياضية الوطنية و القارية و الدولية بداية من تاريخ المصادقة على مقتضيات القانون الاساسي المذكور.